

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

PLACE ÉMILIE-GAMELIN : 200 ANS DE COHABITATION SOCIALE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR

CAMILLE CHAMPAGNE-TREMBLAY

AOÛT 2026

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

S'il faut un village pour élever un enfant, il faut une *méchante grosse gang* pour écrire un mémoire. Je tiens d'abord à remercier mon directeur, Martin Petitclerc. Son soutien indéfectible m'a donné la motivation de continuer et de me dépasser. Il est essentiel de souligner la confiance qu'il m'a accordée lorsque j'arrivais avec de nouvelles idées et de nouvelles archives. Les discussions que nous avons partagées et la liberté de création qu'il m'a accordée ont grandement contribué à ma réflexion historique.

Je tiens également à remercier Kim Petit, qui a été coordonnatrice du Centre d'histoire des régulations sociales. Ton humanité, ta générosité et tes encouragements ont su me donner confiance en mes recherches. Merci pour l'amitié et les quelques coups de pied nécessaires à ma poursuite académique.

Un merci tout particulier à Sandrine Labelle, amie et collègue estimée dont les nombreuses exclamations enthousiastes à l'endroit de mes nouvelles découvertes ont contribué à allumer ma flamme en recherche. C'est un immense privilège que de côtoyer une femme aussi brillante. Merci pour les rires sincères, les discussions intellectuelles et les confidences.

Les amitiés ont été ce qu'il y a de plus important pendant mon passage aux études supérieures. Je tiens donc à remercier Laurence S.-Gauthier, Maxime Bourbonnais, Philippe Pinet et Justin Chauvette. Je salue également tous les copains du CHRS ainsi que la CRISE improvisation. Je tiens aussi à souligner l'apport considérable de Kathleen Villeneuve tout au long du processus, mais également lors du sprint final avec son aide inestimable.

Je tiens également à remercier Éric Giroux, directeur de l'Écomusée du fier monde, ainsi que le Service aux collectivités de l'UQÀM, qui ont su donner un espace privilégié à ces recherches.

Merci pour le soutien financier du Centre d'histoire des régulations sociales, de la Fondation Madeleine Saint-Martin et de la Faculté des Sciences humaines de l'UQÀM. Ce soutien est essentiel à la réussite des études et nous permet de nous acheter des fruits qui sont rendus trop chers.

Merci aux Archives des Sœurs de la Providence, aux Archives de la Ville de Montréal et à *La Presse* pour la documentation.

DÉDICACE

Pour Yves Champagne

-Tu reviens de l'école?

-Oui, j'ai pas encore fini...

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
DÉDICACE.....	iii
LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	viii
RÉSUMÉ.....	1
INTRODUCTION.....	2
CHAPITRE 1 MÉTHODOLOGIE ET HISTORIOGRAPHIE	7
1.1 Cadre spatio-temporel.....	7
1.2 Corpus documentaire	8
1.2.1 Journaux.....	8
1.2.2 Photographies	9
1.2.3 Cartes anciennes	9
1.2.4 Archives des Sœurs de la Providence.....	10
1.3 HISTORIOGRAPHIE	10
1.3.1 La place Émilie-Gamelin.....	11
1.3.2 Réseau d'assistance	13
1.3.2.1 Rôles des congrégations religieuses et des philanthropes	13
1.3.2.2 Les personnes en situation d'itinérance.....	17
1.3.3 Taudis, rénovations urbaines et les personnes déplacées	23
CHAPITRE 2 DE L'ASILE AU QUARTIER SAINT-JACQUES : UNE HISTOIRE DE LA COHABITATION SOCIALE.....	28
2.1 Fondation de l'Asile de la Providence.....	28
2.2 Le complexe de la Providence	33
2.2.1 Au moment de la fondation de la congrégation : accueillir les orphelines et les femmes.....	34
2.2.2 Accueillir les enfants et aider les familles	37
2.3 Les premières pressions économiques sur le complexe institutionnel	40
2.3.1 Les années 1920-1939 et la commercialisation du quartier Saint-Jacques.....	41
2.4 « En mangeant leur soupe, à quoi rêvent les déshérités? » : Dynamique de quartier et visibilité de la pauvreté.....	45
2.4.1 Fondation et fonctionnement de l'Œuvre de la soupe	46
2.4.2 Une cohabitation sociale acceptée?	49
2.5 Conclusion	52
CHAPITRE 3 DÉMOLITIONS ET EXPROPRIATIONS	54
3.1 Les rénovations urbaines et les Habitations Jeanne-Mance.....	55

3.2	La revitalisation du centre-ville de l'est	59
3.3	La vente et la démolition des bâtiments.....	61
3.4	Conclusion : démolitions, patrimoine social et dynamique de quartier.....	72
CHAPITRE 4 30 ANS DE STATIONNEMENT		75
4.1	Un quartier traversé par les changements	75
4.2	Occupation de l'ancien terrain de la Providence	77
4.3	Un espace convoité	80
4.3.1	Le projet de la Maison symphonique et la marginalité.....	83
4.3.1.1	Réactions des commerçants et des acteurs sociaux du Centre-Sud.....	84
4.3.1.2	Réactions d'organismes communautaires du quartier	86
4.4	Création du square Berri.....	88
4.5	Conclusion	95
CONCLUSION		97
ANNEXE A Dossier photographique de la démolition des bâtiments des Sœurs de la Providence		102
BIBLIOGRAPHIE		108

LISTE DES FIGURES

Figure 2.1 : Aperçu général du complexe institutionnel en 1961. L'actuelle place Émilie-Gamelin est identifiée par la zone jaune sur la carte.	33
Figure 2.2 : Emplacement de l'Asile, emprise au sol en 1846.....	34
Figure 2.3 : Femmes âgées dans une salle commune de l'Asile de la Providence.	35
Figure 2.4 : Homme pensionnaires dans une salle commune de l'Asile de la Providence.....	36
Figure 2.5 : Emplacements des bâtiments des Sœurs de la Providence en 1872.....	37
Figure 2.6 Visite à domicile par une sœur.	39
Figure 2.7 : Famille récupérant un paquet de vivres.....	39
Figure 2.8 Complexe institutionnel sur le plan de l'Atlas Goad de 1912-1914.....	40
Figure 2.9 : Commerces au coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis en 1939.....	42
Figure 2.10 : Plan d'assurance-incendie de 1954.....	44
Figure 2.11 : Service de la soupe en 1953.	45
Figure 2.12 et Figure 2.13 : File à l'Œuvre de la soupe en 1959.....	48
Figure 3.1 : Maquette présentant la rue Berri comme une artère commerciale du centre-ville, publiée dans <i>La Presse</i> en 1963.	63
Figure 3.2 : Article rapportant le déménagement des Sœurs de la Providence le 14 septembre 1963.	65
Figure 3.3 : Photographie des immeubles le 13 décembre 1963.....	66
Figure 3.4 : Démolition des Jardins de l'enfance et de l'orphelinat Saint-Alexis.	67
Figure 3.5 : Vue sur l'hospice et sur le bâtiment Langelier le 13 décembre 1963.....	68
Figure 3.6 : Rue Saint-Hubert, au coin de la rue Sainte-Catherine, en regardant vers le nord.....	69
Figure 3.7 : L'Œuvre de la soupe en processus de démolition, vue à partir du coin des rues Saint-Hubert et Maisonneuve.	70
Figure 3.8 Asile de la Providence qui n'a plus de toit.	71
Figure 3.9 : Deux jeunes garçons s'amuse dans les décombres de l'orphelinat Saint-Alexis. Photo d'Antoine Désilet au printemps 1964.....	74
Figure 3.10 : Légende d'une photo de la démolition de l'orphelinat Saint-Alexis prise par un photographe de <i>La Presse</i> en 1963.	74

Figure 4.1 : Construction du tunnel de la station Berri-de-Montigny à l'angle de la rue Berri et de l'actuel boulevard de Maisonneuve, 1963-1966.	77
Figure 4.2 : Stationnements présents dans la partie est du faubourg Saint-Laurent en 1969.	78
Figure 4.3 : Stationnement Berri en 1976.	79
Figures 4.4 et 4.5 : Cahier de projet du Carrefour Berri en 1979.	82
Figure 4.6 : Dessin architectural du projet de Maison de la musique publié dans <i>La Presse</i> le 14 juillet 1985.	84
Figure 4.7 : Plan original de la place Berri.	92
Figure 4.8 : Construction du square Berri.	95

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

CIDEM - Commission d'initiative et de développement économique de Montréal

CLSC – Centre local de services communautaires

JOC – Jeunesse ouvrière catholique

OSM – Orchestre symphonique de Montréal

RCM – Rassemblement citoyen de Montréal

SIGH – Système informatisé géographique historique

UQÀM – Université du Québec à Montréal

RÉSUMÉ

Le présent mémoire montre les tensions historiques entre le développement commercial et la marginalité sur le territoire qui est aujourd'hui connu comme la place Émilie-Gamelin. La présence de personnes en situation d'itinérance dans le Quartier latin est souvent présentée comme une crise récente et comme un frein au développement du quartier. Cette recherche démontre toutefois que les personnes marginalisées occupent l'espace depuis près de 200 ans. Dès la fondation des Sœurs de la Providence et la construction de l'Asile de la Providence sur la rue Sainte-Catherine, en 1843, différentes populations marginalisées s'y rendent pour obtenir des secours. Les populations prises en charge sont à la fois des orphelins, des personnes âgées, des familles et des indigents. Au début du XXe siècle, le complexe institutionnel vit déjà ses premières pressions de la part des autorités municipales qui souhaitent « nettoyer » le quartier. Cette tendance s'affirme davantage dans les années 1950 et 1960. Les Sœurs de la Providence vendent finalement leur terrain et leurs bâtiments à la Ville de Montréal en 1963. L'espace deviendra alors le chantier de la station de métro Berri-de Montigny pour ensuite héberger un stationnement pendant presque 30 ans. Bien que les bâtiments aient été démolis, la population marginalisée reste bien présente sur le territoire, ainsi que dans les discours des commerçants et des autorités municipales. Divers projets seront proposés pour tenter de revitaliser le quartier.

À l'aide de diverses archives comme des photographies, des cartes anciennes, des documents municipaux et institutionnels, cette recherche brosse un portrait des difficultés de cohabitation sur le temps long dans le quadrilatère formé des rues Maisonneuve, Sainte-Catherine, Saint-Hubert et Berri. L'analyse de ce portrait permet de porter un regard critique sur la situation actuelle et les divers projets de revitalisation proposés pour le quartier. Finalement, la recherche démontre que les personnes en situation d'itinérance sont présentes depuis près de deux cents ans dans le quartier et peuvent ainsi prétendre détenir un droit de regard sur les projets de transformation de leur milieu de vie.

Mots clés : itinérance, Quartier latin, rénovations urbaines, Sœurs de la Providence, Place Émilie-Gamelin

INTRODUCTION

Ce mémoire a été conçu dans un contexte social particulier. En 2021, nous venions tout juste de vivre une crise mondiale créée par la pandémie de COVID-19. Nous revenions petit à petit au rythme de vie pré-pandémique. Autour de l'UQÀM, le retour en force des étudiants cohabitait avec une forte présence de personnes en situation d'itinérance qui, lors du confinement, avaient été prises en charge et hébergées dans le secteur entourant l'université. La place Émilie-Gamelin a notamment accueilli une tente servant de refuge pour personnes en situation d'itinérance qui n'avaient nulle part où aller en raison des mesures sanitaires qui diminuaient les capacités d'accueil des différents refuges de Montréal¹. Les bâtiments autour de la Place, comme l'Hôtel Gouverneur de la Place Dupuis, ont également servi de refuge d'urgence pendant la crise. Aussi, la diminution de la circulation des touristes, des étudiants et des travailleurs dans les rues a favorisé une occupation de certains lieux par les personnes marginalisées. Ainsi, certains squats qui se sont formés aux alentours de l'UQÀM ont été tolérés par le gouvernement, du moins au début de la pandémie.

Au fil de la pandémie, la place Émilie-Gamelin a vite été pointée du doigt comme étant le lieu d'un processus de dévalorisation du Quartier latin. Dans les médias, la place est alors décrite comme un espace désaffecté occupé par des personnes déracinées qui nuisent à la cohabitation sociale. Depuis, l'espace est devenu l'objet d'une « revitalisation ». Au fil de nos lectures, nous avons constaté la présence d'une cohérence historique pour ce quadrilatère. En effet, à partir de 1843, et pendant 120 ans, cet espace a été occupé par un complexe institutionnel des Sœurs de la Providence visant à prendre en charge les personnes marginalisées. Tout au long de ce mémoire, nous allons désigner l'ensemble des bâtiments compris dans le quadrilatère Maisonneuve, Saint-Denis, Saint-Hubert et Sainte-Catherine comme un complexe puisque ce sont plusieurs bâtiments interconnectés prenant en charge plusieurs types de population marginalisées. Nous avons donc cru intéressant de nous attarder à l'histoire de ce complexe afin de documenter la présence des personnes en situation de marginalité autour de ce lieu. À la suite de recherches en archives, le sujet s'est avéré être un

¹ Radio-Canada, « L'aide pour les personnes itinérantes s'organise à Montréal », Radio-Canada, 28 mars 2020, en ligne, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1689303/coronavirus-itinerants-sans-abri-montreal-urgence-sanitaire-square-cabot>. Voir aussi Christopher Curtis, « "State of fear" in Montreal's homeless population because of COVID-19 », *Montreal Gazette*, 28 mai 2020, en ligne, <https://www.montrealgazette.com/news/article233485.html>.

continuum composé de discours sur la ville et la marginalité. Il s'agissait donc non seulement d'une cohérence historique, mais aussi de cycles répétés de tentatives d'expulsion de la marginalité. Initialement, nous pensions que les acteurs principaux de cette recherche seraient les Sœurs de la Providence et les personnes marginalisées. Au fil de notre enquête se sont ajoutés les investisseurs, les commerçants et les autorités municipales. Il nous apparaissait donc impératif de brosser le portrait de ces tensions sociales entourant la présence de marginalité sur ce lieu depuis près de 200 ans.

Au départ, ce mémoire devait porter sur l'évolution du complexe institutionnel des Sœurs de la Providence et de l'occupation de l'espace compris entre les rues Maisonneuve, Saint-Denis, Saint-Hubert et Sainte-Catherine entre 1843 et 1963. Le corpus documentaire était alors principalement composé de cartes anciennes et de photographies aériennes. L'objectif était la création de cartes fondées sur un système informatisé géographique historique (SIGH). Pour aider à la constitution d'une chronologie claire de l'occupation de ce lieu, nous avons consulté les dossiers de presse de la Ville de Montréal. En dépouillant ceux-ci, nous avons découvert une source riche qui révélait bien plus que l'historique des institutions des Sœurs de la Providence. Ces dossiers démontraient la persistance d'une utilisation de l'espace par les populations marginalisées, même après la démolition du complexe de la Providence. Il nous apparaissait alors pertinent d'étudier cet espace après 1963. Les dossiers de presse nous permettaient également de répondre aux questions suivantes : Comment les institutions de prise en charge des Sœurs de la Providence se sont-elles inscrites dans une dynamique de quartier? Comment les populations marginalisées secourues étaient-elles perçues par les médias et les habitants du quartier? À cela s'ajoutaient des questions de recherche portant sur le cycle des discours de revitalisation : Comment ont été exprimés les désirs de revitalisation et de modernisation du quartier tout au long du XXe siècle? Quels étaient les différents arguments des promoteurs et des investisseurs en faveur d'un « nettoyage » du quartier?

Au fil de nos réflexions, le concept de droit à la ville s'est imposé comme essentiel à notre problématique. Ce concept a d'abord été développé par Henri Lefebvre, un philosophe et sociologue marxiste français. David Harvey, géographe marxiste américain, s'est ensuite

grandement inspiré des écrits de celui-ci pour développer une pensée critique de la ville². Pour Harvey, la ville néolibérale des XXe et XIXe siècles est productrice d'inégalités spatiales essentielles à la reproduction du capitalisme³. À son sens, le droit à la ville désigne un pouvoir qui s'oppose à la production capitaliste de la ville, c'est-à-dire « un pouvoir de façonnement fondamental et radical sur les processus d'urbanisation, c'est-à-dire sur la manière dont nos villes sont sans cesse transformées⁴ ». Ainsi, il nous apparaissait important de porter notre regard sur les discours et les décisions urbaines des acteurs du passé. Force est d'admettre que, à la différence des élites du quartier, les personnes marginalisées ont laissé peu de traces dans les archives. Quoiqu'il en soit, nous avons tenté de répondre aux questions suivantes sur le « façonnement » de la ville : Quels ont été les projets capitalistes de transformation du quartier? Y a-t-il eu des oppositions à ceux-ci? Malgré le silence des archives, il était possible, en analysant les discours des élites, d'entrevoir les groupes qui possédaient moins de « pouvoir de façonnement fondamental et radical » de la ville, ce qui nous a permis de préciser notre analyse des inégalités entourant les modifications de la ville.

Le chapitre 1 de ce mémoire présente le corpus documentaire mobilisé pour réaliser la recherche et l'historiographie pertinente. Le corpus repose principalement sur des dossiers de presse conservés aux Archives de la Ville de Montréal, des photographies des populations marginalisées, ainsi que les archives des Sœurs de la Providence. Les photographies sont présentes tout au long de ce mémoire, puisqu'à travers le dépouillement de nos archives, les personnes marginalisées n'avaient presque pas de voix. C'est ce *silence* qui justifie l'utilisation de ce type d'archives. Ce chapitre situe également notre recherche au carrefour des études portant sur les rénovations urbaines, la prise en charge des personnes marginalisées et le système d'assistance montréalais. La mobilisation et la mise en commun de ces recherches issues de différentes disciplines permettent de saisir sur le temps long les dynamiques d'inégalités sociales de cet espace de Montréal. En somme, ce chapitre permet de poser les bases pour l'analyse de l'histoire d'une place publique ayant peu fait l'objet de recherches historiques.

² Louis Gaudreau, « David Harvey et la théorie de la ville capitaliste », *Nouveau cahier du socialisme*, n° 10, automne 2013, p. 15.

³ David Harvey, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éd. Amsterdam, 2011.

⁴ Harvey, *op. cit.*, p. 9.

Le deuxième chapitre présente le contexte historique pertinent à l'analyse. D'abord, nous exposons le contexte de création de la congrégation religieuse et les justifications qui poussent à la mise en place d'un réseau de prise en charge des populations marginalisées. Le chapitre présente ensuite l'expansion du complexe institutionnel et les populations prises en charge. Il s'attarde notamment sur l'historique de l'Œuvre de la soupe, qui montre bien comment les Sœurs de la Providence ont contribué à l'histoire du quartier Saint-Jacques. Il est donc non seulement l'emplacement géographique des lieux, mais aussi les personnes secourues par les sœurs. Cette section permet, en quelque sorte, « d'humaniser » les populations visées par les campagnes de « nettoyage social » au fil des années. Finalement, il explore la transformation commerciale du quartier dans la première moitié du XXe siècle.

Le troisième chapitre aborde la question des rénovations urbaines et de l'expropriation des populations pauvres du quartier. L'objectif de ce chapitre est de montrer comment le complexe institutionnel des Sœurs de la Providence apparaît de plus en plus comme un obstacle à la modernisation de la ville. En 1963, la démolition des institutions de la Providence se fait dans un contexte plus vaste de « rénovations urbaines » qui détruisent les bâtiments jugés vétustes afin de faire place à une organisation plus « moderne » de la ville, en favorisant notamment la circulation automobile. Dans ce contexte, les commerçants se regroupent afin de militer en faveur de la revitalisation du quartier autour du complexe de la Providence pour y attirer des capitaux.

Le quatrième et dernier chapitre s'intéresse à la période où un stationnement municipal a remplacé le complexe institutionnel pendant près de 30 ans. Malgré la démolition des institutions de la Providence, les discours sur la marginalité et la « dévitalisation » du quartier persistent. Des projets de gratte-ciel à vocation commerciale sont notamment proposés. Le principal projet analysé dans ce chapitre est toutefois celui de la construction de la Maison symphonique, résidence de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM). L'analyse des articles de journaux révèle la perception que les commerçants se faisaient des personnes en situation de marginalité et, plus généralement, de la direction prise par le quartier. Le chapitre présente enfin les diverses réactions face à l'annonce de la transformation du stationnement en place publique à l'occasion du 350^e anniversaire de la fondation de la Ville de Montréal.

CHAPITRE 1

MÉTHODOLOGIE ET HISTORIOGRAPHIE

Notre analyse s'appuie sur plusieurs études en géographie, en sociologie et en travail social. Avant de présenter ces études, nous nous attarderons à préciser les principaux éléments de notre corpus documentaire et la façon dont nous les avons mis en commun afin d'en faire ressortir les tendances récurrentes sur le temps long.

1.1 Cadre spatio-temporel

Pour mener à bien notre recherche, nous avons utilisé une grande échelle temporelle de 200 ans et une échelle géographique très circonscrite, celle d'une parcelle de la ville de Montréal. Nous pourrions utiliser la métaphore d'un tiroir d'un classeur pour illustrer notre étude. La ville de Montréal serait un immense classeur comptant des milliers de tiroirs. Chaque tiroir est rempli de dossiers correspondant à un pâté de maisons. En ouvrant un tiroir, nous avons donc accès à l'histoire de la ville de Montréal à travers un point géographique précis. C'est ce qui nous permet d'étudier des événements historiques qui ont tous en commun le même espace. En étudiant ces dossiers, nous pouvons les renvoyer à des courants plus vastes de l'histoire de la ville de Montréal.

Le territoire de la place Émilie-Gamelin actuelle est le point de départ de notre étude. Nous sommes parties de la configuration géographique et sociale actuelle de la Place pour étudier le passé de ce lieu. Ensuite, la période a été définie en fonction de la présence de populations marginalisées. L'intervalle de temps commence donc avec la fondation des Sœurs de la Providence sur la rue Sainte-Catherine en 1843. Nous terminons notre étude en 1993 lorsque le stationnement, qui a remplacé le complexe institutionnel dans les années 1960, devient une place publique à l'occasion du 350^e anniversaire de la fondation de Montréal. Cette transformation de la fonction sociale de l'espace marque un point tournant dans son occupation. Cette période de 1843 à 1993 est intéressante pour la compréhension des problématiques entourant la prise en charge des populations en situation d'itinérance.

1.2 Corpus documentaire

Étant donné qu'une grande partie de l'histoire de la place Émilie-Gamelin a été « effacée » par les transformations au fil du temps, il importait de faire une recherche documentaire qui permettrait de reconstituer ce que cet espace avait déjà été dans le passé. Pour ce faire, il fallait mobiliser une grande variété de sources qui nous permettait à la fois de visualiser, situer et inscrire le lieu et ses usages dans la longue durée.

1.2.1 Journaux

Pour tenter d'atteindre notre objectif de retracer l'histoire sociale de ce quadrilatère, nous avons utilisé des dossiers de presse disponibles en ligne aux Archives de Montréal. Ces documents, qui rassemblent les articles de journaux identifiés par les services municipaux, traitent du quadrilatère de 1900 à 1995. Tous les quadrilatères de la ville ont leur propre dossier de presse. Les trois dossiers portant sur le 551 rue Sainte-Catherine est (adresse de l'Asile de la Providence) offrent un portrait à long terme des transformations du lieu et des discours sur les populations marginalisées. Les différents articles consignés dans ces dossiers nous permettent donc de saisir la dynamique du quartier et les tensions liées à l'usage de l'espace.

Les trois dossiers de presse totalisent 861 pages d'articles de journaux. Ces dossiers de presse, bien qu'exhaustifs, ne regroupent pas la totalité des articles de journaux publiés au sujet du quadrilatère. C'est pourquoi, à l'aide de recherche par mot clef sur le site de la BAnQ numérique, nous avons trouvé des articles de journaux qui ont échappé au regard des employés municipaux. Les articles de journaux sont d'importantes archives qui permettent de mettre en œuvre une partie de notre méthodologie de type « tiroir de classeur » évoquée plus tôt. Parmi ces mots clefs, nous avons utilisé « sans-abri », « Sœurs de la Providence », « Œuvre de la soupe », « démolition », « indigents » et « chômeurs ».

1.2.2 Photographies

Afin de reconstituer l'histoire de l'occupation du lieu et de tenter de représenter la marginalité dans celui-ci, nous avons constitué un dossier de photographies d'époque. Ce corpus visuel s'est révélé essentiel à la compréhension de l'histoire de cet espace. Constitué tout au long de la recherche, ce corpus de représentations visuelles de la marginalité nous a permis « d'humaniser » l'espace étudié. Les photos plus anciennes montrent généralement les institutions des sœurs et les personnes prises en charge. Parmi les photos de la période institutionnelle (1843-1963), on aperçoit un bon nombre d'hommes ayant bénéficié de l'Œuvre de la soupe. Ceux qui sont appelés « déshérités » dans les journaux ont un visage avec ces clichés. Le corpus photographique permet de donner une place à ces personnes marginalisées dont les témoignages n'ont presque jamais été conservés. Il nous apparaissait donc primordial de donner un espace à ces visages dans notre étude.

Le dossier photographique est aussi composé de plusieurs représentations de la démolition des institutions des Sœurs de la Providence. Celles-ci, mises en contexte avec les photos avant la démolition, permettent de mieux saisir l'ampleur de ces travaux de rénovations urbaines et de la transformation du quartier. Après ces photos de démolition viennent les croquis de divers projets de construction. Ce type de représentations visuelles met de l'avant une version imaginée de l'espace par les promoteurs qui voulaient « nettoyer le quartier ». Ces dessins sont une trace des « rêves » et des aspirations de ceux-ci. Ces divers clichés et dessins, issus du fonds La Presse de la BAnQ numérique ou encore des archives de la Ville de Montréal, révèlent les différentes stratégies des autorités municipales et des promoteurs pour tenter de revitaliser le quartier en débarrassant le secteur de la marginalité.

1.2.3 Cartes anciennes

La reconstitution de l'histoire sociale de cet espace repose aussi sur la lecture et l'analyse de cartes anciennes. Ces cartes ont été produites pour être incluses dans des atlas, des plans d'assurance-incendie ou encore des plans d'occupation du sol. L'analyse de ces cartes permet de saisir la géographie des institutions et leur contexte d'existence. Sur les plans d'assurance-incendie, plusieurs informations nous sont par exemple révélées, telles que les adresses des bâtiments, la fonction de certains d'entre eux ainsi que leurs matériaux de construction. Par la production de ces plans, les compagnies d'assurance avaient donc recours à la géographie pour évaluer les risques

d'incendie. Jumelés avec les annuaires Lovell, ces plans deviennent d'excellents outils pour la reconstitution d'un Montréal ancien ou disparu. Onze cartes, toutes disponibles en ligne sur le site de la BAnQ, ont été consultées pour le projet.

1.2.4 Archives des Sœurs de la Providence

Finalement, nous avons dépouillé les archives des Sœurs de la Providence, et notamment les dossiers portant sur l'Œuvre de la soupe. La nature des documents est assez diversifiée. On compte parmi ceux-ci des correspondances, des chroniques radiophoniques, des registres de personnes prises en charge, du matériel publicitaire, des déclarations publiques, des textes d'exposition ou des photographies. Ces archives couvrent la période du milieu du XIXe siècle à 1963. Les correspondances témoignent de l'organisation d'événements caritatifs et des relations avec des donateurs. Plusieurs documents évoquent diverses expositions ou salons liturgiques visant à montrer les implications sociales des œuvres au grand public. Ces différents documents permettent de documenter la prise en charge des hommes chômeurs et sans-abri de l'Œuvre de la soupe, ainsi que l'implication des sœurs dans le quartier.

Le dépouillement de ces archives a aussi révélé l'importance que l'Œuvre de la soupe revêtait pour la congrégation. Elle est l'œuvre la plus mentionnée dans les correspondances, les chroniques et les publicités disponibles dans les fonds d'archives de la maison mère. En plus du dépouillement de documents institutionnels, nous avons consulté les *Chroniques* des Sœurs de la Providence relatant la création de la congrégation ainsi que le fonctionnement des différentes institutions d'assistance, du moins jusque vers les années 1925.

1.3 HISTORIOGRAPHIE

Notre recherche se situe au croisement de trois courants historiographiques. Le premier regroupe les études consacrées au territoire occupé aujourd'hui par la place Émilie-Gamelin, le deuxième comprend celles portant sur l'histoire de la prise en charge des problèmes sociaux et, enfin, le troisième est constitué d'analyses sur les rénovations urbaines. Les deux premières thématiques couvrent une longue période, tandis que la dernière couvre principalement la période 1950-1980.

1.3.1 La place Émilie-Gamelin

Malgré sa riche histoire et son emplacement central au cœur de Montréal, la place Émilie-Gamelin n'a pas fait l'objet d'études historiques approfondies. Elle est parfois étudiée dans des recherches en travail social comme un important lieu de convergence de la marginalité. C'est cet aspect qui nous intéresse le plus. Soulignons aussi que la Place est parfois abordée dans des essais littéraires, tel que *Méditations urbaines autour de la place Émilie-Gamelin*¹ de Simon Harel, ou alors dans le cadre de travaux sur l'architecture².

Le professeur en travail social Michel Parazelli est un de ceux qui a le plus travaillé sur la Place et les populations marginalisées fréquentant la place Émilie-Gamelin. Ses études touchent surtout la période contemporaine. Dans le chapitre « Partager les espaces publics au Quartier des spectacles avec les personnes en situation de marginalité », Parazelli et Karl Desmeules abordent la complexité de la cohabitation des Montréalais et des touristes avec les populations marginalisées dans cet espace public³.

Dans ce même chapitre, les auteurs positionnent la place Émilie-Gamelin au cœur d'un secteur, le Quartier des Spectacles, où les autorités municipales tentent d'éliminer la présence des populations marginalisées afin de rendre celui-ci attractif :

Nous l'avons vu, pour le QdS [Quartier des spectacles], le contexte des enjeux du partage des espaces publics avec les personnes marginalisées est fortement affecté par un processus dynamique de revitalisation (centre-ville-est de Montréal) visant à transformer l'affectation identitaire du secteur pour le rendre attractif sur le plan économique (surtout culturel et résidentiel), dans une perspective de rayonnement international et régional⁴.

Les travaux de Parazelli montrent que l'étude de la place Émilie-Gamelin est une porte d'entrée intéressante pour comprendre les enjeux entourant la cohabitation sociale avec les personnes

¹ Simon Harel (éd.), *Méditations urbaines autour de la place Émilie-Gamelin*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013.

² Nicole Valois et Josiane Paradis, « Place Émilie-Gamelin in Montréal – Landscape Narrative, Meaning and the Uses of Public Space », *Journal of Landscape Architecture*, vol. 5, n° 2, septembre 2010.

³ Michel Parazelli et Karl Desmeules, « Partager les espaces publics au Quartier des spectacles avec les personnes en situation de marginalité », dans *Itinérance et cohabitation urbaine*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2021, p.147-182.

⁴ *Ibid.*, p. 159.

marginalisées. En nous appuyant sur le constat de Parazelli et Desmeules, notre étude tente de montrer que cette convergence de la marginalité dans l'espace est préexistante à la création de la place Émilie-Gamelin en 1992. Nous croyons qu'une étude historique de cette cohabitation permettrait une compréhension plus profonde des tensions entourant la présence des populations marginalisées dans le secteur jusqu'à nos jours. Elle permettrait également d'inscrire diverses tentatives d'expropriation de la marginalité dans une histoire plus longue. Ainsi, nous pouvons comparer différents projets municipaux à travers le temps, ce qui permet de développer un sain scepticisme à l'égard du discours de nouveauté de chaque projet à chaque époque.

Une étude patrimoniale de la construction de l'UQAM⁵ est importante pour notre recherche, puisqu'elle analyse l'évolution du contexte géographique de la place Émilie-Gamelin. La présentation géohistorique du quartier pose ainsi des jalons importants pour notre étude. L'étude montre que le choix d'implanter la deuxième université francophone dans le Quartier latin était avant tout politique. En effet, suite aux études menées dans les années 1960 par la firme d'architecte La Haye, le site recommandé était d'abord celui de la Place des Arts. À la dernière minute, toutefois, l'administration Drapeau a réussi à imposer le site Berri-De Montigny afin de réaliser son vieux projet de revitalisation du « centre-ville de l'est ». Les auteurs de l'étude affirment que :

Depuis son premier mandat amorcé en 1954, le maire Jean Drapeau (1916-1999) n'avait eu de cesse d'agir en faveur du développement de l'Est de la ville, francophone, en orientant l'implantation de grands équipements. Ce projet de rééquilibrage du développement urbain, il n'était pas seul à le porter. Quel que fût le parti au pouvoir à l'hôtel de ville, le territoire à l'est de la rue De Bleury, sinon du boulevard Saint-Laurent, devait être rénové selon les autorités et le Service d'urbanisme; une ambition partagée également par le secteur privé⁶.

Non seulement le choix du site était avant tout politique, il était également favorable aux investisseurs privés. Ce passage confirme ce que nous avons pu observer dans notre corpus documentaire, soit que le territoire aujourd'hui connu comme la place Émilie-Gamelin était au cœur d'un projet politique de la Ville de Montréal pour la revitaliser et, surtout, attirer les capitaux.

⁵ Docomomo Québec, *Étude patrimoniale du campus de l'UQAM : pavillons Judith-Jasmin et Hubert-Aquin*, Les Éditions JFD inc, 2019.

⁶ *Ibid.*, p.55.

Pour ce qui est de l'histoire du Quartier latin et du centre-ville de l'est, l'étude avance que l'Université Laval, implantée sur Saint-Denis au sud de Sainte-Catherine à la fin du XIX^e siècle, a été l'un des principaux vecteurs de la transformation du quartier ouvrier qu'était Saint-Jacques⁷. La construction de cette institution a été un des premiers projets ayant pour effet d'embourgeoiser le quartier. La construction de la succursale sur la rue Saint-Denis a été doublée par un développement culturel, notamment avec la bibliothèque Saint-Sulpice. Après la Première Guerre mondiale, l'étude note que « les beaux jours du Quartier latin étaient comptés⁸ ». Le départ de l'Université Laval en 1943⁹ et des institutions comme l'école de réforme du Mont-Saint-Antoine « laissa un grand vide dans le quartier¹⁰ », un vide que l'on tentera de remplir avec des projets comme Radio-Canada et un carrefour commercial de l'est¹¹.

1.3.2 Réseau d'assistance

1.3.2.1 Rôles des congrégations religieuses et des philanthropes

Le système de prise en charge des problèmes sociaux a été principalement organisé et dirigé par des organisations privées religieuses et laïques jusqu'à ce que l'État provincial prenne le relais vers le milieu du XX^e siècle.

Une grande partie des études portant sur les Sœurs de la Providence et leurs œuvres sont des récits hagiographiques. Elles ne sont toutefois pas sans valeur. Parmi plusieurs études, nous pouvons penser aux ouvrages d'Eugène Nadeau¹² et de Denise Robillard¹³ qui permettent de bien saisir la vie de la fondatrice, Émilie Gamelin, ainsi que d'établir une chronologie claire quant à la création de la congrégation. Toutefois, ce type d'études se concentre essentiellement sur la vie de la fondatrice et ses réalisations. Ces travaux ne permettent pas d'avoir un aperçu de la vie des personnes secourues ni de la transformation de la prise en charge des personnes vulnérables à travers le temps.

⁷ *Ibid.*, p.73.

⁸ *Ibid.*, p.75.

⁹ Université de Montréal, « 1943-1965 : l'âge de raison », *Histoire de l'Université*, Secrétariat général, en ligne, <https://secretariatgeneral.umontreal.ca/secretariat-general/histoire-de-luniversite/1943-1965-lage-de-raison/>.

¹⁰ Docomomo Québec, *loc. cit.*, p.75.

¹¹ *Ibid.*, p. 77.

¹² Eugène Nadeau, *La femme au cœur attentif. Mère Gamelin*, Montréal, 1969.

¹³ Denise Robillard, *Émilie-Tavernier Gamelin*, Montréal, Éditions du Méridien, 1988.

Un ouvrage pionnier de l'histoire de la prise en charge est *Charité bien ordonnée, le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au XIXe siècle* d'Huguette Lapointe-Roy¹⁴. Dans ce livre, issu de sa thèse, l'historienne retrace l'histoire des différents acteurs, principalement religieux, qui sont intervenus pour tenter d'endiguer les problèmes sociaux de la ville. Publiée en 1987, cette étude basée sur le dépouillement exhaustif d'archives tente de répondre aux questions suivantes concernant les personnes en situation de pauvreté : « Qui sont-ils? Quels secours recevaient-ils? De qui?¹⁵ ». Ainsi, *Charité bien ordonnée* permet de dessiner un portrait plus précis des personnes internées dans les institutions montréalaises, dont celles des Sœurs de la Providence. Moins axé sur l'histoire hagiographique, ce livre retrace tout de même l'histoire de la congrégation et des acteurs religieux. Il nous permet d'établir certaines causes de la pauvreté à Montréal et les façons mises en place pour tenter de soulager la population de celle-ci.

Certaines études portent aussi leur regard sur la participation des femmes philanthropes issues de la bourgeoisie dans les institutions religieuses. Prenons l'exemple du mémoire de Marie-Christine Giroux, qui étudie la vie au sein de l'hospice Saint-Joseph dirigé par les Sœurs grises¹⁶. Elle y montre, entre autres, la participation des Dames de la Charité qui organisaient des activités de financement, telles que les bazars. Cette aide financière était cependant insuffisante pour permettre un fonctionnement pérenne de l'institution. Les Sœurs grises ont donc dû mettre en place des critères plus stricts pour l'accueil des orphelines¹⁷. On peut donc constater que, malgré l'implication de philanthropes, la congrégation religieuse reste le principal organe décisionnel.

En plus de démontrer l'autonomie administrative des Sœurs grises, la recherche de Giroux montre comment la congrégation religieuse a modifié son offre de secours pour s'adapter aux changements qui s'opéraient au sein de la classe ouvrière¹⁸. Ainsi, l'institution, bien qu'accueillant majoritairement des orphelines, offrait des secours à une population diversifiée. Parmi ces

¹⁴ Huguette Lapointe-Roy, *Charité bien ordonnée : le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au XIXe siècle*, Montréal, Boréal, 1987.

¹⁵ Lapointe-Roy, *op. cit.*, p. 10.

¹⁶ Marie-Christine Giroux, *Accueillir, vêtir, nourrir, éduquer et soigner : la protection de l'enfance à l'hospice Saint-Joseph des Sœurs grises de Montréal (1854-1911)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2011.

¹⁷ *Ibid.*, p. 100.

¹⁸ *Ibid.*, p. 44.

personnes secourues se trouvaient des femmes et des hommes âgés, de jeunes filles pauvres travaillant à l'ouvroir, des orphelines et des malades. À l'instar des Sœurs de la Providence, les Sœurs grises intervenaient auprès des populations pauvres en maintenant une salle d'asile, un dépôt des pauvres et des visites à domicile. La congrégation a, tout comme les Sœurs de la Providence, offert un service de Jardins de l'enfance pour jeunes garçons qui allaient ensuite pouvoir aller étudier au Collège Sainte-Marie, entre autres¹⁹. Ainsi, dans leur quartier, soit Saint-Antoine, la congrégation s'impliquait comme le faisaient les Sœurs de la Providence dans le quartier Saint-Jacques.

Un autre aspect important de la recherche de Giroux est la crise des institutions charitables au début du XXe siècle. La chercheuse montre comment les coûts d'entretien des bâtiments et de soins apportés aux populations prises en charge ont augmenté à travers les années. Face à cette augmentation des coûts, les Sœurs grises « ont dû faire des pieds et des mains pour assurer la survie de l'institution au fil des années²⁰ ». Les différentes stratégies employées passent par un appel à la bienfaisance des Dames de la Charité, au travail de couture des jeunes filles et aux dons de la population²¹. Étant donné les similarités entre les institutions des Sœurs de la Providence et des Sœurs grises, l'étude de Giroux nous permet de formuler l'hypothèse que ces deux congrégations ont fait face à des difficultés financières semblables et qu'elles ont eu recours à des stratégies similaires pour assurer la survie de leurs œuvres.

Janice Harvey s'est plus particulièrement penchée sur les réseaux philanthropiques de femmes protestantes au XIXe siècle et au début du XXe siècle²². Dans son livre *Their Benevolent Design*, l'historienne montre l'impact de l'implication de ces femmes philanthropes dans le développement d'institutions protestantes sous le contrôle de quelques familles de l'élite. Les œuvres charitables de l'époque sont donc une expression des valeurs de l'élite, dans ce cas-ci de la bourgeoisie protestante de l'époque. Les conceptions que ces femmes se faisaient de la pauvreté des familles de l'époque étaient basées sur les valeurs associées à leur classe sociale²³.

¹⁹ *Ibid*, p. 51.

²⁰ *Ibid*, p. 93.

²¹ *Ibid*, p. 95-99.

²² Janice Harvey, *Their Benevolent Design : Conservative Women and Protestant Child Charities in Montreal*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2024.

²³ Harvey, *op. cit.*, p. 284.

Les travaux de Giroux et de Harvey nous permettent de mieux saisir l'implication de la philanthropie dans les institutions charitables montréalaises. Bien que l'ouvrage de Harvey porte sur les femmes protestantes, plusieurs recoupements peuvent être faits avec les Dames de la charité et les Jeunes Amies de la soupe œuvrant auprès des Sœurs de la Providence. Bien que les Dames de la Charité et les Jeunes Amies de la soupe n'ont pas eu de pouvoir décisionnel sur l'administration du complexe institutionnel de la Providence, leur implication dans les œuvres est incontournable. Avec l'organisation de bazars et la création d'un camp de jour, par exemple, ces femmes laïques mettent de l'avant leurs valeurs.

Dans son livre *La société paroissiale en milieu urbain Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1840-1930*, Lucia Ferretti analyse une dynamique de quartier ouvrier organisée autour de la congrégation religieuse oblate. Dans cette étude, l'historienne démontre le rôle important des frères oblats dans l'organisation de la vie sociale dans Saint-Pierre-Apôtre. Ferretti y démontre qu'habiter en ville au XIXe siècle et au début du XXe siècle est donc structuré par la paroisse. À son sens, cette vie paroissiale est un élément déterminant de la construction de l'identité urbaine dans la population francophone de Montréal :

Par le biais de l'action des pasteurs et des fidèles citoyens dans la paroisse, l'Église montréalaise a contribué activement, avec d'autres institutions d'emblée considérées comme plus modernes, à façonner l'identité urbaine des Canadiens français, leurs rapports sociaux et leur rapport à la ville, à l'époque de l'émergence, puis de la consolidation d'une société québécoise industrielle et urbaine²⁴.

En plus de contribuer à la création d'une identité urbaine, nous pouvons comprendre que la présence d'une institution religieuse dans un quartier marque le rapport à la ville des citoyens, du moins jusqu'au début du XXe siècle. Ainsi, l'étude de la présence de ces institutions nous permet de saisir en partie l'expérience populaire de la ville.

²⁴ Lucia Ferretti, *Entre voisins : la société paroissiale en milieu urbain Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930*, Montréal, Boréal, 1992, p.191.

1.3.2.2 Les personnes en situation d'itinérance

Notre mémoire s'inscrit aussi dans l'historiographie de l'itinérance. Les personnes itinérantes, au XXe siècle, sont généralement désignées comme des vagabonds. Évidemment, la réalité d'une personne en situation de précarité en 1850 n'est pas la même que celle d'une personne en 1950 ou en 1995. C'est d'ailleurs une des difficultés de l'étude de l'histoire de l'itinérance qui est soulevée dans un article de Jean-Marie Fecteau et Marcela Aranguiz. Malgré l'impossibilité de trouver un seul « ancêtre » de l'itinérance, chacune des périodes est traversée par une figure dominante de la précarité. En introduction de l'article, les auteurs écrivent :

Du vagabondage à l'errance, de l'errance à l'itinérance, un fil rouge traverse l'histoire, liant pauvreté et mobilité, jumelant chômage structurel et abri temporaire, accordant les mots « travail » et « résidence » au rythme syncopé de la précarité. Il ne s'agit pas ici de retracer l'histoire du vagabondage dans ses multiples formes d'apparition et encore moins de donner un ancêtre à l'itinérant²⁵.

S'il n'est pas possible de retracer un ancêtre à toutes les situations d'itinérance d'aujourd'hui, il est possible, selon les époques, de comprendre les principales figures des personnes en situation de marginalité. Dans son mémoire de maîtrise, *Vagabonds et sans-abris à Montréal (1840-1925)*, Aranguiz analyse les discours des élites montréalaises et municipales à l'égard des vagabonds à la fin du XIXe siècle²⁶. L'autrice résume ainsi la perception de ceux-ci par les élites : « le vagabond n'est plus cette figure de pauvreté extrême que le retour au travail peut réformer. Il est devenu une véritable plaie sociale que l'on doit mettre à l'écart, irrécupérable et différent des chômeurs par ses tares innées²⁷ ». La chercheuse montre également l'implication progressive de l'administration municipale dans les secours aux sans-abris au début du XXe siècle. Les travaux d'Aranguiz constituent, encore aujourd'hui, les principales études historiques de l'itinérance à Montréal.

Aranguiz montre aussi à quel point les élites ont une perception paradoxale des hommes marginalisés. Elle note l'apparition d'une nouvelle forme de vagabondage, et une nouvelle

²⁵ Marcela Aranguiz et Jean-Marie Fecteau, « Le problème historique de la pauvreté extrême et de l'errance à Montréal, depuis la fin du XIX^e siècle », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 1, 28 janvier 2008, p.83.

²⁶ Marcela Aranguiz, *Vagabonds et sans-abris à Montréal : Perception et prise en charge de l'errance (1840-1925)*, Montréal, RCHTQ, 2000.

²⁷ Aranguiz, *op. cit.*, p.41.

perception de celle-ci, au moment du passage du travail artisanal au travail industriel au XIX^e siècle. La précarité engendrée par ce passage entraîne une redéfinition de la question de pauvreté. Les différents types d'organisations ouvrières, telles que les sociétés de secours mutuels, les coopératives et les syndicats, sont mis sur pied afin de faire valoir les droits des travailleurs. L'autrice note que ces nouvelles solidarités ont pour effet de transformer la perception des élites du vagabondage :

Ces organisations permettent une amélioration de la condition de vie d'un certain nombre de travailleurs ainsi que l'acquisition d'une nouvelle légitimité aux yeux des classes dirigeantes. Devant de telles transformations, le regard porté sur la pauvreté se modifie également, devenant moins perçue comme une tare individuelle et davantage comme un problème social qui doit être pris systématiquement en charge par la charité, voire même l'État. [...] Cependant, au fur et à mesure que la perception de la classe populaire se transforme, les cas limites apparaissent de plus en plus comme des cas désespérés. Reposant sur les nouvelles sciences sociales, dont l'anthropologie criminelle et la médecine (eugénisme), un nouveau regard est porté sur certaines catégories d'individus qui apparaissent comme irrécupérables²⁸.

Malgré le fait que les élites reconnaissent un certain phénomène social qui ne repose pas uniquement sur l'individu, les personnes précarisées sont tout de même perçues comme des travailleurs ne faisant pas le nécessaire pour subvenir à leurs besoins. Le vagabond devient donc cette « figure ambiguë [qui] est autant sujet à la compassion qu'à une virulente condamnation morale²⁹ ».

Pour l'autrice, 1910 marque un tournant dans la prise en charge de l'itinérance à Montréal, puisque c'est le moment de l'entrée en fonction d'Albert Chevalier au département d'Assistance municipale³⁰. Ce dernier est déterminé à faire de la ville un des acteurs principaux des secours offerts aux sans-abris en municipalisant l'assistance sociale. Bien que cette municipalisation n'ait pas eu lieu, un refuge municipal ouvre ses portes en 1914 : le refuge Meurling. L'objectif initial de la Ville était d'en faire un instrument dans la réduction du vagabondage dans la ville. Sa mission différait donc des autres refuges d'hébergement de nuit. L'autrice expose toutefois un bilan peu reluisant de cette mission :

²⁸ *Ibid.*, p.21.

²⁹ *Ibid.*, p. 41.

³⁰ *Ibid.*, p.49.

La seule réussite du Meurling est d'avoir offert gratuitement le gîte et parfois du travail à une population vagabonde composée de journaliers, d'immigrants et surtout de vieillards. Ainsi, malgré l'ambitieux projet initial, le refuge devient, et ce très rapidement, une institution qui diffère bien peu des autres refuges montréalais, soit un vaste dépôt où les vagabonds reviennent nuit après nuit³¹.

Si Aranguiz démontre bien la complexité de la figure de l'homme vagabond, il est important de souligner la présence de femmes parmi les personnes itinérantes à Montréal. Dans un chapitre du livre *Negotiating Identities in 19th- 20th Century in Montreal*, dirigé par Tamara Myers et Bettina Bradbury, Mary Anne Poutanen analyse les liens sociaux entre femmes en situation de marginalité entre 1810 et 1842³². À l'aide d'archives de police, elle expose les types de relations complexes que les femmes appréhendées pour vagabondage peuvent entretenir entre elles, mais aussi avec les hommes vagabonds.

Pour les femmes en situation de vagabondage, la création de réseaux féminins était essentielle à leur survie dans les rues de Montréal.

the complex inventory of relationships that vagrant women established for themselves and their dependants as they sought to secure the daily requirement of shelter, food, warmth, and emotional support and comfort in a world characterized by danger, poverty, homelessness, hunger, cold, and social ostracism³³

Soulignons que l'aspect de l'itinérance chez les femmes est un enjeu qui n'est pas présent dans ce mémoire. Ces figures importantes, souvent effacées, ne se sont pas révélées dans les archives que nous avons dépouillées dans le cadre de ce projet. C'est d'ailleurs un enjeu soulevé par Poutanen qui a comparé les registres de personnes prises en charge chez les Sœurs Grises, les Sœurs de la Providence et la *Montreal Ladies' Benevolent Society* avec les noms de femmes retrouvés dans les archives judiciaires. Cette comparaison révèle que peu de femmes vagabondes du XIXe siècle étaient prises en charge au sein des congrégations religieuses³⁴.

³¹ *Ibid.*, p.79.

³² Mary Anne Poutanen, « Bonds of Friendship, Kinship, and Community: Gender, Homelessness, and Mutual Aid in Early-Nineteenth-Century Montreal », dans *Negotiating Identities in 19th- and 20th-Century Montreal* dir. Bettina Bradbury et Tamara Myers, Vancouver, UBC Press, 2005, pp. 25-48. Pour en approfondir, voir Mary Anne Poutanen, *Beyond brutal passions: prostitution in early nineteenth-century Montreal*, Montreal, McGill-Queen's University Press, coll.« Études d'histoire du Québec », 2015, 409p.

³³ *Ibid.*, p.26.

³⁴ *Ibid.*, p.30.

En effet, Poutanen explique que de nombreuses femmes vagabondes recevaient plutôt de l'aide à l'intérieur des prisons. Elles étaient d'ailleurs bien connues de la police qui les arrêtaient régulièrement en raison, entre autres, de leur réputation qui les précédait³⁵. Leur réputation ou leur vagabondage n'était pas toujours le motif de leur appréhension. Lorsqu'un policier trouvait une femme mal en point, il l'arrêtrait parfois et celle-ci recevait des soins en prison. Commettre de petits larcins était une stratégie à laquelle certaines femmes avaient recours afin d'être emprisonnée et ainsi recevoir certains soins³⁶. Toutefois, il arrivait que certaines femmes jugées indignes de recevoir de l'assistance voyaient leur nom être rendu public afin qu'elles soient reconnues par les policiers et qu'elles ne reçoivent aucune forme d'aide. On pensait ainsi qu'elles se trouveraient du travail ou qu'elles finiraient par quitter la ville³⁷.

Les femmes en situation d'itinérance du début du XIXe siècle étaient avant tout non-francophones et célibataires³⁸. N'étant pas sous l'autorité d'un mari ou d'un père, elles représentaient, selon les autorités, un danger pour l'ordre social³⁹. Certaines d'entre elles avaient des problèmes de consommation d'alcool et d'autres vivaient du travail du sexe pour subvenir à leur besoin ainsi qu'à ceux de leurs enfants⁴⁰. Afin d'assurer leur sécurité et leur survie, les femmes vagabondes se rassemblaient en petit groupe d'entraide. L'autrice appuie ces groupes à des « radical community of women » tels qu'ils ont pu être étudiés en Irlande par l'historienne Maria Luddy⁴¹. Elles pouvaient aussi se lier d'amitié avec certains hommes vagabonds afin d'assurer une sécurité physique dans la nuit des rues montréalaises. L'autrice résume ainsi la formation de groupes de proximité entre femmes vagabondes :

In early nineteenth-century Montreal, female vagrants inhabited a harsh, illicit, and dangerous world. They did so with sisters, mothers, children, and other kin, sometimes in communities of women and at other times, in company of male vagrants and soldiers. Whatever the constellation, they formed mutually dependent relationships in order to search for shelter, food, comfort, and protection⁴².

³⁵ *Ibid.*, p.33.

³⁶ *Ibid.*, p.31.

³⁷ *Ibid.*, p.30.

³⁸ *Ibid.*, p.32.

³⁹ *Ibid.*, p.26.

⁴⁰ *Ibid.*, p.32.

⁴¹ *Ibid.*, p.36. Mary Anne Poutanen fait référence à l'article suivant : Maria Luddy, "An Outcast Community : The 'Wrens of the Curragh'", *Women's History Review*, vol. 1, n.3, 1992, pp. 341-355.

⁴² *Ibid.*, p.44.

Bien que les femmes ne soient pas représentées parmi les populations vagabondes étudiées dans ce mémoire, elles étaient bien présentes dans les rues. Ces rues montréalaises que l'autrice décrit ainsi : « the streets were extensions of cramped households, serving as the “drawing room of the poor” where people lived “in full view of someone else’s gaze”⁴³ ». Cette description évocatrice nous fait comprendre que les dynamiques familiales sont reproduites dans les rues, adaptées à la réalité difficile du vagabondage, et ce, sous le regard des passants et des élites.

Faire l'histoire de l'itinérance demande aussi d'utiliser des études en sociologie et en travail social. En 1988, Shirley Roy, sociologue, a publié son livre *Seuls dans la rue : portraits d'hommes clochards*. La chercheuse a mené des entrevues auprès d'hommes ayant recours aux services de la soupe populaire à l'Accueil Bonneau en 1985. Son ouvrage tente de s'éloigner des études psychologisantes de la marginalité pour comprendre comment les hommes en situation d'itinérance interagissent avec les réseaux de la soupe populaire :

Les données recueillies au cours de l'étude menée à l'Accueil Bonneau ouvrent la porte sur un monde inconnu et généralement considéré comme sans lien avec les autres composantes de la société; elles m'ont permis de découvrir l'histoire sociale fort riche des « clochards d'aujourd'hui ». La compréhension de la clochardise ne peut se faire sans pénétrer dans l'espace social des clochards et des itinérants, le réseau de la soupe populaire⁴⁴.

L'étude de Shirley Roy est contemporaine à une partie de la période couverte par notre recherche. Elle permet donc de tracer un portrait plus précis des hommes marginalisés, ce dont il est question dans le chapitre 4. Tout en décrivant la population de l'Accueil Bonneau à partir des témoignages d'environ 300 répondants fréquentant l'établissement, elle déconstruit certains mythes qui, 40 ans plus tard, persistent dans la société à l'égard des personnes en situation d'itinérance.

Afin d'établir un portrait plus juste des hommes qui ont recours aux services de la soupe populaire, Roy se penche sur les mots utilisés pour décrire ces hommes et aux réalités auxquelles ils renvoient. Ces hommes sont à la fois appelés des « vagabonds », mais aussi des clochards, des sans-abris, des itinérants, des robineux, etc. Certains de ces termes sont péjoratifs et renvoient à

⁴³ *Ibid.*, p.33

⁴⁴ Shirley Roy, *Seuls dans la rue : portraits d'hommes clochards*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1988, p.12.

une perception négative de cette population. Le mot « vagabond », par exemple, renvoie à une image d'un homme ayant choisi de se sortir de la société et de devenir une forme de voyageur. Le clochard, à la différence du vagabond, désigne une personne plus sédentaire. Le mot « itinérant » est un terme plus contemporain qui regroupe les deux réalités. Finalement, le mot « sans-abris » est un terme qui « offre à la fois une représentation plus restreinte et plus large de la réalité⁴⁵ ». La chercheuse, pour les fins de son étude, utilise indifféremment les termes « clochards » et « itinérants » pour tenter d'englober la pluralité des réalités.

La population de l'Accueil Bonneau est composée d'hommes qui sont pour la plupart des chambreurs⁴⁶. Principalement d'origine montréalaise⁴⁷, la très grande majorité de ces hommes ont, à un moment de leur vie, été indépendants financièrement. En 1985, près de 88 % de l'échantillon est prestataire de l'aide sociale⁴⁸. Ce chiffre peut surprendre. Comment des hommes recevant une aide financière gouvernementale se retrouvent-ils dans la rue? Quelle est la différence entre ces hommes et les autres prestataires de l'aide sociale qui ne sont pas en situation d'itinérance? Pour Roy, l'élément déterminant qui enclenche le processus de clochardisation est l'isolement⁴⁹. Ces hommes sont non seulement en précarité financière, mais ils sont aussi exclus des sphères du travail et de la famille, entraînant donc un déracinement social qui les marginalise complètement⁵⁰.

Pour ces hommes, la soupe populaire est un important lieu d'ancrage social. La chercheuse affirme donc que les lieux comme les soupes populaires sont essentiels pour les groupes marginalisés :

Nous pensons que les clochards, les itinérants, continuellement confrontés à la différence et à l'anormalité, ont besoin, pour continuer à vivre, de se trouver dans un milieu où ils se sentiront acceptés sans jugement, sans récrimination, bref, un milieu où ils trouveront des hommes qui vivent la même réalité qu'eux avec qui ils pourront sinon partager, du moins sympathiser⁵¹.

⁴⁵ Roy, *op. cit.*, p.22.

⁴⁶ *Ibid.*, p.66.

⁴⁷ *Ibid.*, p.73.

⁴⁸ *Ibid.*, p.66.

⁴⁹ *Ibid.*, p.30.

⁵⁰ *Idem.*

⁵¹ *Ibid.*, p. 59.

En plus d'offrir un lieu de rassemblement et d'accueil pour les populations itinérantes, l'étude de la chercheuse démontre le caractère essentiel de la soupe populaire dans le réseau de prise en charge de l'itinérance. Ce service constitue le filet social de ceux que le système bureaucratique a oubliés. C'est par exemple le cas des Centres locaux de services communautaires (CLSC) qui demandent de remplir des documents et fonctionnent selon un système de prise de rendez-vous, deux pratiques inapplicables dans le cas de l'itinérance. La chercheuse en vient donc à constater que « le grand succès des centres comme l'Accueil Bonneau, c'est que les hommes n'ont pas besoin de rendez-vous pour être reçus; ils n'ont qu'à se présenter⁵² ».

Ce constat du caractère essentiel de la soupe populaire dans la vie de ces hommes mène Shirley Roy à conclure que :

chose certaine, les tâches accomplies par le réseau de la soupe populaire sont essentielles, et l'on peut sérieusement se demander si la soupe populaire n'est pas, accidentellement ou volontairement, en train de devenir un substitut à l'État dans la prise en charge des plus démunis de la société? ⁵³

1.3.3 Taudis, rénovations urbaines et les personnes déplacées

Une autre thématique abordée dans ce mémoire est celle des rénovations urbaines à Montréal. Amélie Bourbeau, dans son mémoire intitulé « *Tuer le taudis qui nous tuera* ». *Crise du logement et discours sur la famille montréalaise d'après-guerre (1945-1960)*⁵⁴, étudie des études produites par des travailleurs sociaux contemporains à la crise du logement qui traverse le Canada dans l'après-guerre. Elle y expose les discours hygiénistes revendiquant un nettoyage de la ville ainsi que les discours portant sur la famille canadienne-française et les dangers auxquels elle serait soumise dans un contexte de crise du logement. Bourbeau cible les grandes causes de la crise du logement, tout en mentionnant qu'à son sens, « il n'y a pas de consensus clair quant aux causes de la crise du logement⁵⁵ ». Elle identifie toutefois certaines causes principales soulevées par les autorités municipales, la Jeunesse ouvrière catholique (JOC) et les travailleurs sociaux. Parmi ces causes, on peut compter les effets de l'économie de guerre qui entraînent une forte demande de

⁵² *Ibid.*, p. 49.

⁵³ *Ibid.*, p. 53.

⁵⁴ Amélie Bourbeau, « *Tuer le taudis qui nous tuera* ». *Crise du logement et discours sur la famille montréalaise d'après-guerre (1945-1960)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2002.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 34.

main-d'œuvre dans les industries de la ville⁵⁶. Le stock de logements n'est alors pas suffisant pour accueillir tous ces travailleurs et travailleuses. Ce problème d'insuffisance du logement pour accueillir la population de la ville persiste malgré la fin de la guerre.

Bourbeau note également une forme de « jeu de la patate chaude » entre les différents paliers de gouvernement. Le municipal accuse l'inaction du gouvernement fédéral comme cause principale de persistance du problème du logement⁵⁷. Malgré la reconnaissance du problème du logement dans la ville, les instances municipales continueront d'interpeller le gouvernement fédéral pour son inaction face à la crise, tout en refusant de prendre leurs responsabilités dans ce domaine⁵⁸.

Si les gouvernements se tiennent réciproquement responsables de la crise du logement, les travailleurs sociaux, de leur côté, mettent également une partie de la responsabilité sur les propriétaires et les locataires. Les propriétaires seraient simplement trop enclins à faire le plus de profit possible, se contentant d'encaisser les loyers sans investir dans leur entretien⁵⁹. Pour ce qui est des locataires, certains travailleurs sociaux croyaient que c'était les familles elles-mêmes qui acceptaient de vivre dans ces conditions et que c'était donc une carence de moralité chez les individus⁶⁰.

Dans son quatrième chapitre, Bourbeau analyse ce qu'est le logement familial idéal aux yeux de chacun des groupes étudiés, en se penchant plus particulièrement sur le cas des Habitations Jeanne-Mance (« plan Dozois »). Pour certains acteurs de l'époque, le plan Dozois est jugé comme « antifamilial⁶¹ ». Cette critique est formulée en raison du nombre limité de membres d'une même famille qui peuvent habiter dans un des logements des Habitations Jeanne-Mance, étant donné que la plupart de ceux-ci ne peuvent accueillir que de trois à quatre personnes⁶². En somme, l'ensemble des critiques émises concernent la famille et montrent à quel point les discours entourant la crise

⁵⁶ *Ibid.*, p. 35.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 46.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 50-51.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 52.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 63.

⁶¹ *Ibid.*, p. 129.

⁶² *Ibid.*, p. 130.

du logement étaient avant tout articulés autour de craintes pour la préservation d'une certaine conception de la famille traditionnelle. Bourbeau le résume ainsi :

Les trois discours se rejoignent sur plusieurs points, parmi lesquels le plus flagrant est le rôle conservateur attribué aux membres de la famille. Peu importe leur perception de la ville, de la famille ou du logement, tous s'accordent pour que le père soit l'unique salarié. Il fait vivre son épouse et ses enfants, qui vont à l'école aussi longtemps qu'il le faut pour avoir un métier, économiser et se marier à leur tour⁶³.

Dans son mémoire intitulé *Montréal fait la guerre aux taudis : démolitions et expropriations (1950-1966)*⁶⁴, Éveline Favretti aborde aussi la période d'après-guerre et ses effets sur le logement. Elle étudie le cas de figure des quartiers du centre-ville qui étaient alors considérés comme étant vétustes. À l'aide d'articles de journaux et de publications de l'époque, elle analyse la construction du concept de taudis et le discours qui l'entourait. Favretti démontre aussi l'instrumentalisation du concept de taudis par la Ville ou les promoteurs afin de montrer que les projets de rénovation urbaine ne détruisaient pas seulement des quartiers en piètre état ou dangereux, mais aussi des milieux de vie modestes, mais dynamiques. Ce qui montre bien les choix parfois stratégiques des acteurs du mouvement de la rénovation urbaine. Dans son mémoire, il est aussi question de la perception que les habitants avaient de leur propre quartier et comment ils percevaient les rénovations urbaines.

Marc Choko, pour sa part, a étudié le projet et la construction des Habitations Jeanne-Mance. Son livre reste un des principaux ouvrages analysant ce projet de logements sociaux⁶⁵. Choko a également étudié les crises du logement à Montréal dans les années 1930. Avec Jean-Pierre Collin et Annick Germain, le chercheur a aussi travaillé sur les transformations urbaines entre 1940 et 1960, dans une période où la ville de Montréal est profondément transformée par diverses entreprises de rénovations urbaines.

Les rénovations urbaines font l'objet de nombreuses contestations au sein de la population. Dans son article *De la démolition des taudis à la sauvegarde du patrimoine bâti (Montréal, 1954-*

⁶³ *Ibid.*, p. 137.

⁶⁴ Éveline Favretti, *Montréal fait la guerre aux taudis : démolitions et expropriations (1950-66)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2014.

⁶⁵ Marc H. Choko, *Les Habitations Jeanne-Mance, un projet social au centre-ville*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1995, 128 pages.

1973)⁶⁶, Martin Drouin montre que les préoccupations sociales entourant les rénovations urbaines entraînent la création des premiers comités de citoyens. Par exemple, dans le quartier Saint-Henri, où le sentiment d'appartenance est fort, les projets de rénovations urbaines visent une partie du quartier entourant l'école Sainte-Mélanie. Des parents, concernés par la destruction de l'école, décident de se regrouper et de créer l'Association des parents de Saint-Henri. Cette organisation donnera ensuite naissance à d'autres comités dans le même quartier se penchant sur divers enjeux liés aux conditions de vie de sa population. L'organisation sociale et les regroupements font donc aussi partie de l'histoire des rénovations urbaines.

La destruction des quartiers vétustes ne vise pas seulement à construire des habitations plus modernes, mais aussi à construire les infrastructures qui permettront de rendre la circulation automobile plus fluide. Dans sa thèse de doctorat intitulée *Savoirs, mobilisations et construction du risque environnemental de l'automobile durant les long sixties à Montréal*, Valérie Poirier aborde l'impact de la construction d'autoroutes sur la population et son environnement. Le symbole de modernité et de prospérité qu'est l'automobile a aussi contribué à la destruction de certains milieux de vie dans la ville. C'est un aspect que nous aborderons dans ce mémoire⁶⁷.

1.3.4 Conclusion

Cette revue de littérature portant sur la place Émilie-Gamelin, les réseaux d'assistance sociale et les rénovations urbaines à Montréal nous permet d'identifier la contribution que ce mémoire souhaite apporter à l'historiographie. Tout d'abord, peu d'études historiques, ont été consacrées au territoire aujourd'hui connu comme la place Émilie-Gamelin, bien que celui-ci se soit révélée être un pôle important de la marginalité à Montréal depuis le XIX^e siècle. Notre projet permet donc d'inscrire cet espace dans une histoire de la prise en charge de la marginalité dans cette ville. La place devient alors, dans ce mémoire, le lieu de rencontre de plusieurs historiographies s'intéressant aux populations marginalisées, au réseaux d'assistance et au logement.

⁶⁶ Martin Drouin, « De la démolition des taudis à la sauvegarde du patrimoine bâti (Montréal, 1954-1973) », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. 41, n° 1, 2012.

⁶⁷ Valérie Poirier, *Savoirs, mobilisations et construction du risque environnemental de l'automobile durant les long sixties à Montréal*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 2018.

De plus, l'historiographie nous permet de mieux saisir les figures de marginalités qui se succéderont depuis le XIX^e siècle. Malgré la récurrence de la marginalité, la « figure du marginal » est complexe et changeante. Ces hommes qui font la file pour leur soupe ou ces femmes qui viennent chercher des vivres au dépôt des pauvres ne se retrouvent pas en situation de précarité pour les mêmes raisons à chaque moment de l'histoire. L'historiographie permet de clarifier ces raisons, éclairant la nécessité de se pencher sur la façon dont les journaux et les autorités municipales considèrent ces différentes figures de marginalité.

CHAPITRE 2

DE L'ASILE AU QUARTIER SAINT-JACQUES : UNE HISTOIRE DE LA COHABITATION SOCIALE

Après la fondation des Sœurs de la Providence en 1843, le complexe institutionnel vit une période d'expansion d'une cinquantaine d'années. De nouvelles institutions visent à répondre à l'augmentation de la population marginalisée dans ce quartier de la ville. À partir de 1890, le complexe institutionnel demeure inchangé jusqu'à la destruction des bâtiments en 1963. Ces institutions sont donc témoins du développement rapide de la ville et de transformations importantes dans les modes de prise en charge des populations marginalisées à partir de la fin du XIXe siècle. Les Sœurs de la Providence vivent ces changements en tentant de répondre, à l'intérieur des limites imposées par la logique de la charité chrétienne, à l'augmentation de la population dans le besoin. À travers cette adaptation aux changements de la ville, elles maintiennent les traditions établies par la mission originale de l'œuvre.

L'objectif de ce chapitre est de comprendre l'impact du complexe institutionnel des Sœurs de la Providence sur la cohabitation sociale autour du quadrilatère délimité des rues Sainte-Catherine, Saint-Hubert, Maisonneuve et Saint-Denis. Nous étudierons d'abord le contexte de fondation de l'Asile de la Providence, la maison mère de la communauté religieuse. Ensuite, à l'aide de cartes anciennes, nous analyserons les principaux moments d'expansion du complexe institutionnel entre 1843 et 1963. Nous aborderons aussi, à travers la lecture de ces cartes, les différentes catégories de populations en situation de marginalité qui sont hébergées dans ces institutions. Cela nous permettra de comprendre comment le complexe institutionnel des Sœurs de la Providence a produit un espace de cohabitation sociale entre les populations secourues et la population du quartier. Pour le démontrer, nous porterons enfin notre regard sur l'Œuvre de la soupe et de ses services à l'extérieur des murs qui a joué un rôle crucial dans cette dynamique.

2.1 Fondation de l'Asile de la Providence

Durant la première moitié du XIXe, Montréal devient un important pôle économique de l'économie canadienne. Entre 1831 et 1871, la population montréalaise passe de 28 000 à 107 000

individus⁶⁸. Les facteurs expliquant cette augmentation sont, entre autres, l'accroissement naturel et l'arrivée d'immigrants et de migrants⁶⁹. Les personnes s'établissant à Montréal sont souvent pauvres et proviennent à la fois des zones rurales du Québec, des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande⁷⁰. Le système économique de l'époque n'est alors pas prêt à intégrer cette arrivée de population. Dans un contexte de surpeuplement des terres et de transition de la fabrication artisanale à la production manufacturière, plusieurs personnes sont attirées vers les centres urbains pour y trouver du travail. La généralisation du salariat crée de la précarité chez une bonne partie de la population⁷¹. Les structures municipales ne sont alors pas en mesure d'absorber une telle augmentation de population, ce qui amplifie les problèmes sociaux⁷².

Les populations précaires sont souvent entassées dans des espaces de la ville à proximité des manufactures qui sont peu salubres et où la pauvreté est omniprésente⁷³. En parallèle de cette paupérisation de la population, la bourgeoisie commence à gagner de l'importance à Montréal⁷⁴. La frange marginalisée de la population devient alors un élément perturbateur pour les élites de la ville. Celles-ci voient la présence des personnes marginalisées dans les espaces publics comme un problème de salubrité que la ville devrait nettoyer⁷⁵. Face à ce problème endémique de pauvreté, le besoin d'un réseau charitable organisé est de plus en plus mis de l'avant par les classes supérieures. Leur perception de la pauvreté repose sur l'idée que cette dernière est le produit de la faute personnelle de l'homme-pourvoyeur. Cette perception entraîne une catégorisation des personnes indigentes selon leur position dans la famille patriarcale. D'une part, certains indigents dépendants, tels que les orphelins, les veuves ou les personnes âgées invalides, sont considérés comme étant de « bons indigents » qui doivent être aidés par le biais de la charité. D'autre part, les

⁶⁸ Huguette Lapointe-Roy, *Charité bien ordonnée : le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au XIXe siècle*, Montréal, Boréal, 1987, p. 1.

⁶⁹ Martin Petitclerc, « Le travail et la classe ouvrière montréalaise au XIX^e siècle » dans *Histoire de Montréal et sa région*, dir. Dany Fougères, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012, p. 537.

⁷⁰ Martin Petitclerc et al. *Déjouer la fatalité. Pauvreté, familles et institutions*, Montréal, Écomusée du fier monde, 2019

⁷¹ Marcela Aranguiz, *Vagabonds et sans-abris à Montréal : perceptions et prise en charge de l'itinérance, 1840-1925*, mémoire de maîtrise (histoire), UQÀM, 2000, p. 13.

⁷² Martin Petitclerc, loc. cit., p. 537.

⁷³ Bettina Bradbury, « The Economic, Geographic, and Social Context of Montreal Working-Class Life », dans *Working Families*, Toronto, University of Toronto Press, 1993.

⁷⁴ *Ibid*, p. 676.

⁷⁵ Jean-Marie Fecteau, « Un cas de force majeure : le développement des mesures d'assistance publique à Montréal au tournant du siècle », *Lien social et Politiques*, n° 33, 1995, p.108.

hommes-pourvoyeurs pauvres sont considérés comme des personnes qui ne feraient pas les efforts nécessaires pour trouver un emploi pour subvenir à leurs besoins, ainsi qu'à ceux de leurs dépendants au sein de la famille. Ces hommes-pourvoyeurs ne doivent pas être aidés, ou très peu, afin qu'ils soient constamment à la recherche d'un emploi⁷⁶.

Initiative du laïcat privé et des congrégations religieuses, le réseau charitable montréalais se développe en fonction de cette catégorisation des indigents. En 1836, Monseigneur Jean-Jacques Lartigue, premier évêque de Montréal, tente de structurer davantage la prise en charge⁷⁷. Lartigue sera succédé par Ignace Bourget qui poursuit ce travail. Il s'inspire d'œuvres charitables bien établies en France pour fonder les Sœurs de la Providence à Montréal⁷⁸. Dans une lettre pastorale adressée à ses diocésains pour justifier le besoin de créer l'Asile de la Providence et pour les encourager à aider la fondation de cette institution, il rappelle que le devoir de ses « obligations très étroites [est] d'avoir soin des pauvres, des veuves et des orphelins⁷⁹ ».

Pour fonder cette œuvre, il fait appel à Émilie Tavernier-Gamelin. Cette veuve, dont tous les enfants sont décédés, prend soin de vieilles femmes âgées et infirmes depuis 1828⁸⁰. Gamelin est aidée par des femmes de l'élite qui croient elles aussi en l'importance de son œuvre. Elles forment les Dames de la Charité et participent à l'organisation d'activités de financement, telles que des bazars ou encore des collectes à travers la ville de Montréal⁸¹. Son dévouement aux populations pauvres est admiré par Bourget qui considère qu'elle a le zèle nécessaire pour fonder une congrégation religieuse. Dans un mandement épiscopal de 1841, Bourget tient à consolider l'œuvre de Gamelin en faisant de celle-ci une institution « diocésaine et régulière⁸² ». Il pense que cette « incorporation » de l'Asile de la Providence permettrait de combler un manque en termes de prise en charge. Il écrit :

⁷⁶ Martin Petitclerc, « À propos de « ceux qui sont en dehors de la société ». L'indigent et l'assistance publique au Québec dans la première moitié du XX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 65, n° 2-3, 2011.

⁷⁷ Huguette Lapointe-Roy, *op. cit.*, p. 39-40.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 42.

⁷⁹ Institut des Sœurs de la Providence, *Histoire des Filles de la Charité Servantes des Pauvres dites Sœurs de la Providence, préliminaire et fondations, 1800-1844*, « chapitre XX, 1841- lettre pastorale de Mrg Bourget concernant l'Asile de la Providence », 1925, p. 205.

⁸⁰ Archives des Sœurs de la Providence, « *Notes historiques sur les débuts de la congrégation des Sœurs de la Providence, l'Asile de la Providence, l'Hospice Saint-Joseph et l'Orphelinat Saint-Alexis, Montréal* », p. 1.

⁸¹ L'Institut de la Providence, *op. cit.*, p. 69

⁸² *Idem*, p. 194.

Les institutions de charité qui existent à Ville-Marie, nous y voyons avec consolations des hospices nombreux, ouverts pour les malades et les infirmes, pour la vieillesse et l'enfance délaissées; mais nous sommes obligés de reconnaître que, par leur nombre et leur objet, ils ne répondent pas encore à tous les genres de besoins ni à toutes les classes de malheur et d'infortunes⁸³.

En 1841, M^{gr} Bourget convainc donc Émilie Tavernier-Gamelin, toujours laïque, à faire de l'Asile de la Providence une institution de plus grande envergure. À cette époque, l'œuvre se trouve dans ce qu'on appelait « la maison jaune » qui se situe au coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Christophe⁸⁴. C'est cette même année que Bourget effectue l'achat du terrain où sera construit l'Asile de la Providence, au 551 rue Sainte-Catherine. Après avoir acheté le terrain, Bourget encourage les gens à être généreux à l'égard du nouvel asile, puisque les fonds ne sont pas assez élevés pour la construction du bâtiment projeté. En 1843, la congrégation religieuse est officiellement créée afin de secourir les populations pauvres sans être sous le contrôle des Sulpiciens de Montréal⁸⁵.

La mission de la nouvelle congrégation est de prendre en charge les populations marginalisées comme le faisaient déjà Gamelin et les Dames de la Charité. Parmi les populations dont la congrégation compte prendre soin, on retrouve les personnes âgées et infirmes, les orphelines, ainsi que les pauvres et les malades à domicile⁸⁶. Les sœurs tenteront de prendre soin des populations tout au long de l'existence du complexe institutionnel dans le quadrilatère occupé aujourd'hui par la place Émilie-Gamelin. Entre 1843 et 1863, les Sœurs de la Providence dispensent des services à la population indigente malgré la croissance des difficultés financières à partir du début du XX^e siècle.

Dans son étude sur les familles ouvrières pour la période de 1861 à 1891, Bettina Bradbury analyse notamment leur vie quotidienne dans le quartier Saint-Jacques. À l'époque, le quartier est majoritairement résidentiel et ouvrier⁸⁷. Le processus d'industrialisation se confirme et s'accélère

⁸³ *Idem*, p. 199.

⁸⁴ Huguette Lapointe-Roy, *op. cit.*, p. 70.

⁸⁵ Marie-Christine Giroux, *Accueillir, vêtir, nourrir, éduquer et soigner : la protection de l'enfance à l'hospice Saint-Joseph des Sœurs grises de Montréal (1854-1911)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2011, p. 33.

⁸⁶ *Idem*.

⁸⁷ Bettina Bradbury, *Working Families. Age, Gender and Daily Survival in Industrializing Montreal*, Toronto, University of Toronto Press, 1993, p. 36.

dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Ce sont donc des ouvriers de manufactures se trouvant dans le quartier Sainte-Marie, entre autres, qui habitent le quartier Saint-Jacques. L'historienne note aussi l'arrivée de professionnels dans le quartier à partir de la même époque, ce qui fait du quartier Saint-Jacques un espace de mixité des classes sociales. On y trouve à la fois des personnes issues de professions libérales, qui sont en mesure de vivre dans les belles habitations longeant les rues, telles que Saint-Denis et Saint-Hubert, ainsi que des familles dont le salaire est à peine suffisant pour subvenir adéquatement à leurs besoins de base.

Malgré cette présence d'une bourgeoisie dans le quartier, ce dernier demeure un espace marqué par la précarité. Encore en 1922, Saint-Jacques est en effet un des quartiers de Montréal où la mortalité infantile est la plus élevée, avec 140,7 morts infantiles pour 1000 naissances⁸⁸. Ce haut taux de mortalité est en bonne partie attribuable à plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci se trouvent notamment la mauvaise qualité du lait distribué dans les quartiers les plus pauvres, la piètre qualité de l'eau et l'allaitement interrompu trop tôt chez les femmes canadiennes-françaises⁸⁹.

⁸⁸ Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929*, Montréal, Boréal Express, 1978, p.103.

⁸⁹ Pour un portrait plus précis entourant la mortalité infantile dans les quartiers ouvriers et canadiens-français, voir Denyse Baillargeon, « Fréquenter les Gouttes de lait. L'expérience des mères montréalaises, 1910-1965 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 50, n° 1, 1996, pp. 29-68; Patricia Thornton, Sherry Olson et Thuy Thach Quoc, « Dimensions sociales de la mortalité infantile à Montréal au milieu du XIXe siècle », *Annales de démographie historique*, 1989, pp.299-325.

2.2 Le complexe de la Providence

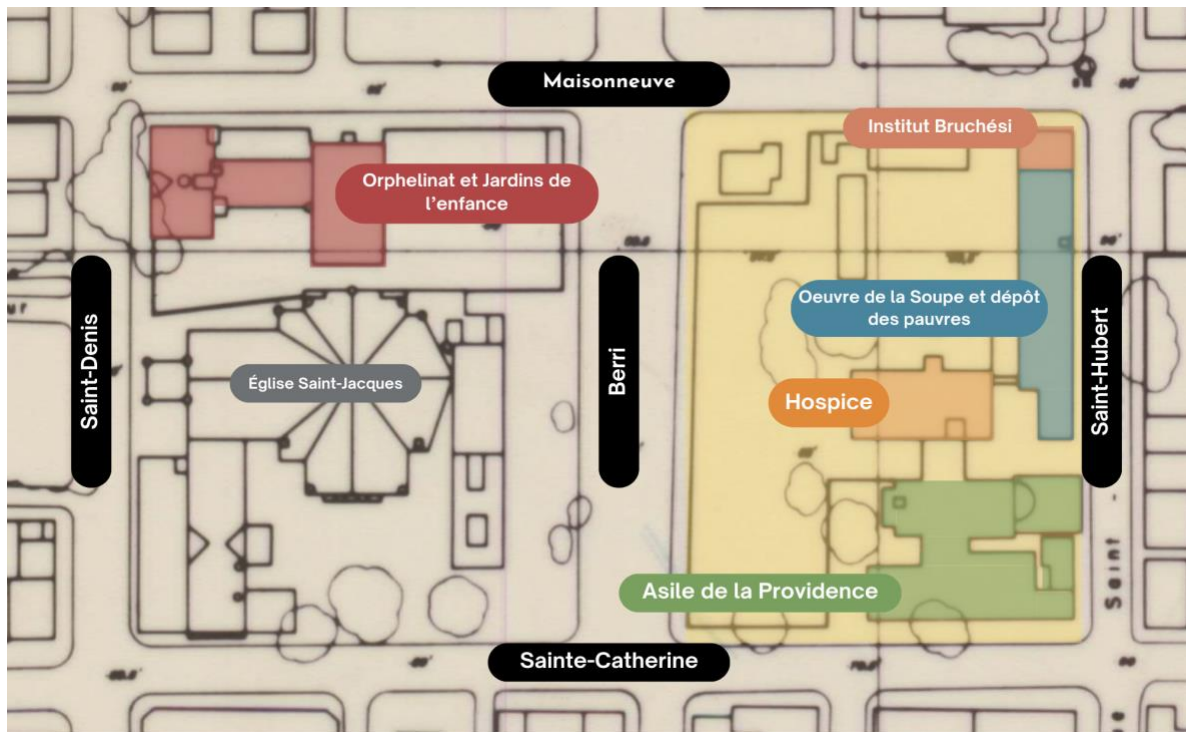


Figure 2.1 : Aperçu général du complexe institutionnel en 1961. L'actuelle place Émilie-Gamelin est identifiée par la zone jaune sur la carte⁹⁰.

Le complexe institutionnel des Sœurs de la Providence s'ancre dans un territoire dans l'est du centre-ville de Montréal. Il fait plus précisément partie du quartier Saint-Jacques, un faubourg intégré à la municipalité en 1792. Pour comprendre sa géographie, il importe de revenir sur l'évolution du cadre bâti de l'espace pour ensuite le mettre en contexte avec les développements de la ville.

⁹⁰ Ville de Montréal, *Plan d'utilisation du sol*, Montréal, Service d'Urbanisme, 1958-1954, planche 229-25 (1961), BAnQ numérique, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2436797>.

2.2.1 Au moment de la fondation de la congrégation : accueillir les orphelins et les femmes

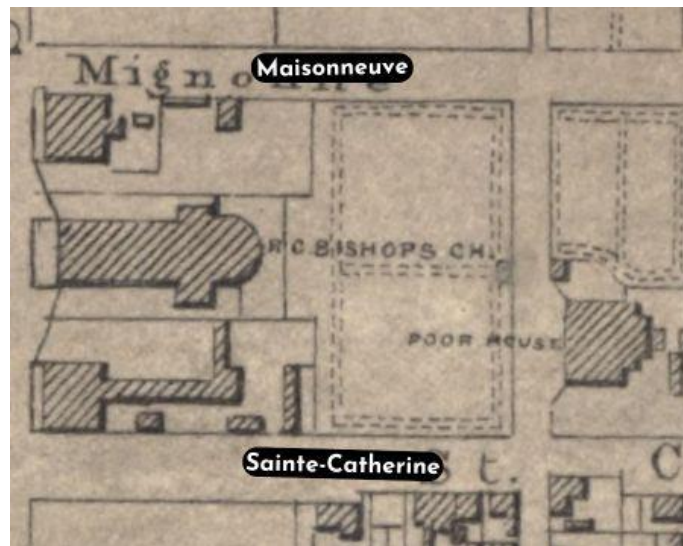


Figure 2.2 : Emplacement de l'Asile, emprise au sol en 1846⁹¹.

Les bâtiments des Sœurs de la Providence apparaissent pour la première fois sur une carte conçue par James Cane en 1846. Sur cette carte, on peut voir l'emprise au sol de l'Asile de la Providence qui est désignée comme étant une « poor house ». Une rue traverse le terrain du nord au sud, mais celle-ci sera coupée pour permettre la construction du jardin et du chemin de croix de l'institution. On peut également voir l'église épiscopale à l'emplacement de la future église Saint-Jacques. Tous les bâtiments visibles sur cette partie de la carte seront détruits dans l'incendie de 1852, à l'exception de l'Asile qui est le seul bâtiment appartenant aux sœurs à ce moment.

L'accueil des femmes infirmes et âgées est la mission initiale d'Émilie Gamelin, avant la fondation des Sœurs de la Providence. En 1843, elle déménage ces femmes dans l'asile nouvellement construit. Cette institution héberge des femmes âgées pauvres et invalides, ne pouvant être prises en charge dans leur famille. Ensuite, la congrégation prendra en charge les hommes âgés, pauvres et invalides. Les pensionnaires, même s'ils arrivent en couple, sont pris en charge séparément. L'augmentation constante du nombre de pensionnaires âgés et infirmes pousse la communauté à créer, en 1891, l'hospice Gamelin un peu plus loin, à l'est, sur la rue Fullum.

⁹¹ James Cane, *Topographical and pictorial map of the city of Montreal*, Montréal, Robert W. S. Mackay, 1846, BAnQ numérique, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2244457>.

Malgré la construction de cet établissement, l'Asile de la Providence continue d'accueillir des personnes âgées indigentes jusqu'en 1963.

Le premier mai 1844, les douze premières orphelines sont accueillies dans les locaux de l'Asile de la Providence⁹². On les décrit alors comme « [...] douze pauvres petites, sans foyer [...] ». Au départ, ce sont des orphelines ayant perdu leurs parents pendant l'épidémie de typhus de 1847 qui sont prises en charge. Plus tard, ces orphelines seront logées dans leur propre bâtiment, une école pour filles. La congrégation se donne aussi comme objectif d'aider les jeunes femmes de campagne venues en ville pour travailler. Montréal attire en effet de nombreuses jeunes femmes issues des campagnes qui cherchent un emploi de domestique. Certaines d'entre elles sont accueillies dans les locaux de l'Asile de la Providence. Les sœurs les aident alors à se trouver un emploi de domestique dans une maison bourgeoise.



Figure 2.3 : Femmes âgées dans une salle commune de l'Asile de la Providence⁹³.

⁹² Institut des Sœurs de la Providence, *Histoire des Filles de la Charité Servantes des Pauvres dites Sœurs de la Providence, préliminaire et fondations, 1800-1844*, « chapitre XLI – Inauguration d'un orphelinat », 1925, p.431.

⁹³ Archives historiques des Sœurs de la Providence, photographies des pensionnaires, sans-date, M2.KI (57).



Figure 2.4 : Homme pensionnaires dans une salle commune de l'Asile de la Providence⁹⁴.

Certaines sœurs ont pris le micro pour parler de leurs œuvres. Une d'entre elles a, par exemple, profité d'une tribune radiophonique pour parler de l'aide apportée aux jeunes femmes venant de la campagne à la recherche d'un travail. Elle raconte l'histoire d'une femme de 28 ans qui aurait cogné à leur porte pour demander de l'aide dans sa recherche d'emploi, puisqu'elle les savait « influentes et pleines de contacts ». La femme, dont la mère était alcoolique et le père décédé, un marin de carrière, aurait tenté en vain de se trouver du travail depuis ses 16 ans⁹⁵.

L'histoire de cette femme ne suffit pas à montrer la diversité de l'aide offerte. Selon un autre témoignage, une jeune femme qui aurait reçu des soins à l'Institut Bruchési se serait sentie trop faible pour pouvoir quitter l'institution, malgré la guérison de sa tuberculose. Elle aurait donc été recueillie à l'Asile de la Providence, à condition qu'elle contribue au fonctionnement de l'institution⁹⁶. Les exemples pourraient être multipliés pour montrer la variété des services offerts par les institutions du complexe de la Providence.

⁹⁴ Archives des Sœurs de la Providence, photographies des pensionnaires, sans-date, M2.K1 (60).

⁹⁵ Archives des Sœurs de la Providence, *Chroniques radiophoniques*, 1945, Ag Aa2.10 M-2A 42 43.

⁹⁶ Archives des Sœurs de la Providence, *Gouvernement fédéral*, 1944, Ag Ab5.2 M2.N10.1(01-01).

2.2.2 Accueillir les enfants et aider les familles

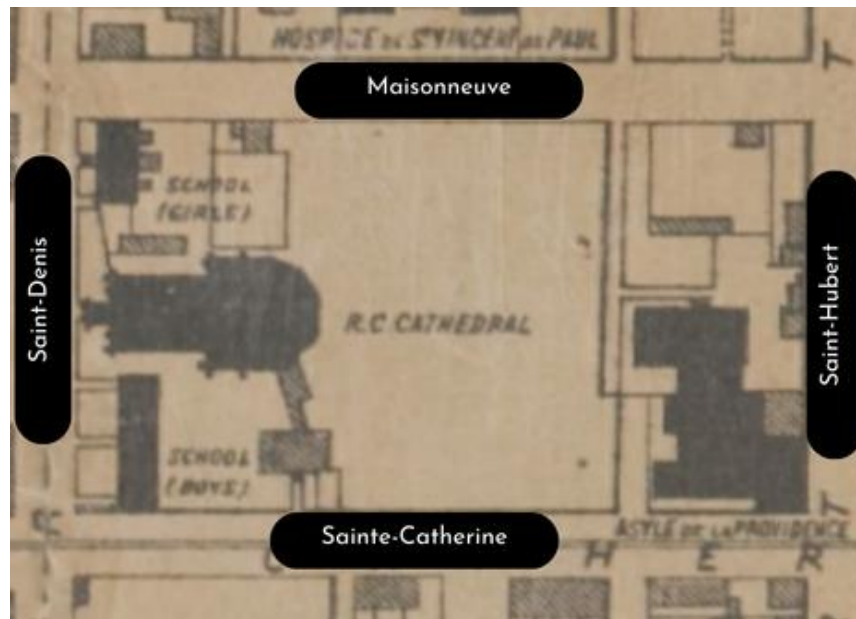


Figure 2.5 : Emplacements des bâtiments des Sœurs de la Providence en 1872⁹⁷.

Sur cette carte, publiée en 1872, on peut voir deux écoles construites pour accueillir les filles et les garçons. L'École pour garçons a été ouverte par le Séminaire du Saint-Sulpice en 1863⁹⁸. Les cours y étaient dispensés par les Frères des écoles chrétiennes. Initialement, les Frères utilisaient les locaux des Sœurs de la Providence dans l'école située au coin des rues Saint-Denis et Maisonneuve⁹⁹. À ce moment, donc, seule l'école pour fille appartenait aux Sœurs de la Providence. Ce n'est que plus tard qu'elles accueilleront aussi des garçons.

L'Asile de la providence a connu plusieurs agrandissements pour répondre à la demande de la population vulnérable. Le premier agrandissement du complexe est une aile construite en 1845 donnant sur la rue Sainte-Catherine. Le deuxième agrandissement, réalisé en 1858-1859, est la

⁹⁷ Plunkett & Brady, *Plan of the City of Montreal, revised and corrected to Dec. 1872*, Montréal, Burland, Lafricain & Co., 1873, <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2246881>.

⁹⁸ Institut des Sœurs de la Providence, *Histoire des Filles de la Charité Servantes des Pauvres dites Sœurs de la Providence, tome IV, Œuvres de mère Gamelin et autres faits remarquables*, « Orphelinat Saint-Alexis et École Saint-Jacques », 1930, p. 204.

⁹⁹ *op. cit.*, p. 195.

construction du bâtiment donnant sur les jardins¹⁰⁰. La rue traversant le terrain de Sainte-Catherine à Maisonneuve est alors refermée pour créer un terrain plus unifié. Quelques bâtiments sur la rue Saint-Hubert ont également été construits.

La carte présente deux établissements du complexe institutionnel prenant en charge les enfants : l'orphelinat Saint-Alexis (1853) et les Jardins de l'enfance (1881). C'est à la suite de l'incendie de 1852 que le vicaire général de Montréal, Alexis Truteau, fait construire à ses frais, en 1853, un orphelinat au coin de Maisonneuve et Saint-Denis. L'orphelinat Saint-Alexis accueille des enfants n'ayant pas de parents ainsi que des enfants dont les parents paient pour leur éducation. Cette entrée d'argent permet de financer une partie du fonctionnement de l'orphelinat. Les pensionnaires plus âgées contribuent également à ce financement par leurs travaux de couture. Cela doit, aussi, leur permettre d'apprendre un métier afin de gagner leur vie et devenir de bonnes mères à la sortie de l'institution¹⁰¹.

L'œuvre des Jardins de l'enfance est ouverte en 1881 et accueille des enfants des deux sexes. Cette institution est une école et vise donc l'instruction des enfants. Les enfants qui y sont accueillis sont souvent pauvres. Les sœurs leur fournissent les manuels et leur donnent parfois des vêtements lors des saisons plus froides¹⁰². Certains des enfants accueillis voient toutefois leur éducation payée par leurs parents. Les Jardins de l'enfance sont donc un moyen de financer les activités de l'orphelinat Saint-Alexis qui accueille les orphelines¹⁰³.

D'autres institutions du complexe ont pour objectif de secourir les familles qui habitent le quartier, comme c'est le cas du dépôt des pauvres et du dispensaire. Le dispensaire donne des prescriptions gratuites pour celles et ceux n'ayant pas accès à des médicaments ainsi qu'à des soins médicaux. Au dépôt des pauvres, des vivres sont distribués pour les familles nécessiteuses. Pour les populations qui ne se déplaçaient pas aux institutions de la Providence, les sœurs organisaient des visites à domicile pour les personnes malades et les familles en leur apportant « tout le réconfort

¹⁰⁰ Archives de la Ville de Montréal, R3153-2 : Sainte-Catherine, Rue : Est : 551. - Avant 1985, CA M001 VM166-1-2-D0634, p. 32.

¹⁰¹ *Idem*.

¹⁰² *Ibid.*, p. 8.

¹⁰³ Institut des Sœurs de la Providence, *loc. cit.*, p. 206.

moral et matériel dont ils ont tant besoin¹⁰⁴ ». Tous ces dons matériels provenaient de biens donnés par des citoyens.



Figure 2.6 Visite à domicile par une sœur¹⁰⁵.



Figure 2.7 : Famille récupérant un paquet de vivres¹⁰⁶.

¹⁰⁴ Dostaler O'Leary, « Nous avons distribué cette année plus de 366 000 soupes et une moyenne de 3639 collations par jour », *La Patrie*, samedi 7 janvier 1939, p. 22.

¹⁰⁵ « Ceux des taudis. Les frères oubliés dont quelqu'un se souvient... La charité du « seuil de porte » survit à Mère Gamelin » dans Eugène Nadeau, *La femme au cœur attentif. Mère Gamelin*, Montréal, 1969, p. 95.

¹⁰⁶ Archives des Sœurs de la Providence, « Famille qui reçoit un paquet », sans date, M2-K1(54).

2.3 Les premières pressions économiques sur le complexe institutionnel

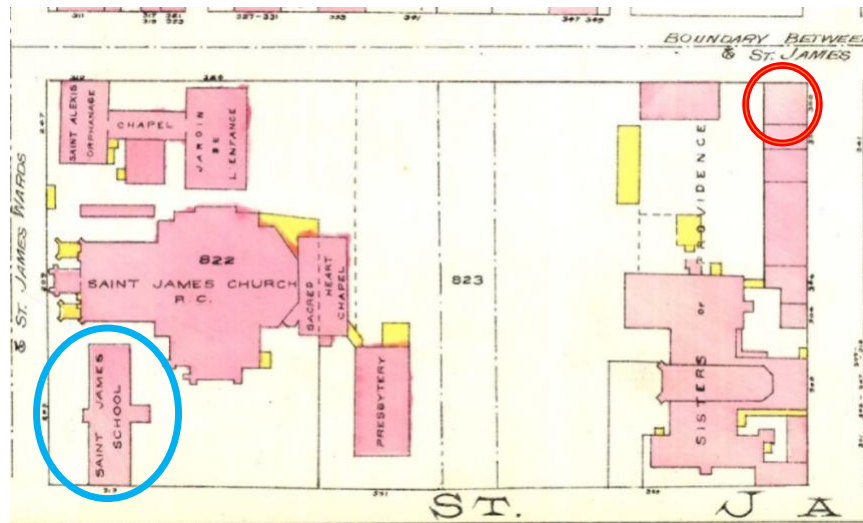


Figure 2.8 Complexe institutionnel sur le plan de l'Atlas Goad de 1912-1914¹⁰⁷.

Dans l'Atlas Goad de 1912-1914, on peut voir que les bâtiments des Sœurs longeant la rue Saint-Hubert ont été agrandis avec, entre autres, l'ajout de l'institut Bruchési en 1911 (encerclé en rouge). Le sanatorium occupe gratuitement les lieux afin de dispenser des soins aux personnes atteintes de la tuberculose. L'institut Bruchési est un des centres francophones de soin de la tuberculose les plus importants à Montréal.

Les Jardins de l'enfance sont désormais reliés à l'orphelinat Saint-Alexis par une chapelle. Un presbytère a également été ajouté près de l'église Saint-Jacques. Au milieu de la carte se trouve le tracé de la future rue Berri. Cette marque sur la carte montre déjà le début des pressions de la ville sur le terrain des Sœurs de la Providence. Ces pressions se heurtent au besoin des sœurs d'avoir un plus grand espace pour répondre à l'augmentation de la population indigente du quartier.

¹⁰⁷ Charles E. Goad, *Atlas of the City of Montreal and vicinity*, Montréal [etc.], Chas. E. Goad Co., 4 vol., 1912-1914, BAnQ numérique, <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2244204>

2.3.1 Les années 1920-1939 et la commercialisation du quartier Saint-Jacques

Dans les années 1920, le commerce de détail est en expansion dans l'économie montréalaise. La rue Sainte-Catherine devient le symbole de cette expansion, que ce soit à l'ouest avec des magasins à rayons comme Eaton ou à l'est avec des magasins tels que Dupuis Frères¹⁰⁸. Cette commercialisation a un impact sur l'école Saint-Jacques, encerclée en bleu sur la carte de 1912-1914 (Figure 2.8). En 1915, l'école déménage pour laisser place à des commerces¹⁰⁹.

Grâce à un plan d'assurance-incendie de 1939, à l'annuaire Lovell et aux adresses fournies par la carte, nous pouvons identifier les différents commerces de la rue Sainte-Catherine au coin de Saint-Denis. En plus des magasins de vêtements et de chaussures, on peut observer la présence de commerces de divertissement, comme le Café Saint-Jacques, lieu prisé du quartier pour les spectacles jusqu'aux années 1970, ou encore une académie de billards et de bowling. Ces commerces témoignent de la cohabitation sociale caractéristique de ce lieu partagé avec les institutions des Sœurs de la Providence.

¹⁰⁸ Paul André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 306-307.

¹⁰⁹ La première apparition de ces bâtiments commerciaux est sur le plan d'assurance-incendie de 1915.

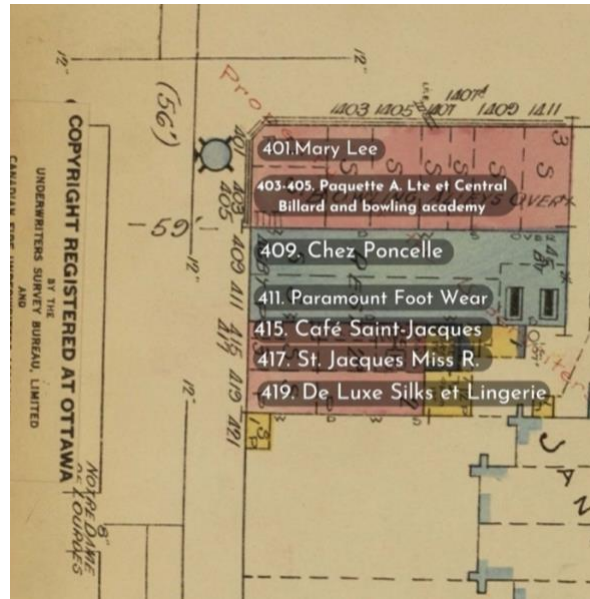


Figure 2.9 : Commerces au coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Denis en 1939¹¹⁰.

En 1939, le terrain de l'ancienne école de réforme du Mont-Saint-Antoine, face au complexe de la Providence, est pressenti pour y construire la maison de Radio-Canada. Créée en 1936, la section francophone de la société d'État manifeste son intérêt de s'établir dans le quartier, ce qui réjouit les médias et les autorités municipales qui y voient une manière de revitaliser le Quartier latin. En février 1939, le journal *Le Canada* se réjouit du projet d'ériger celle-ci

au cœur même de cet Est central commercial qu'un groupe de Canadiens français entrepreneurs s'emploie, depuis des années, à revivifier. La construction du magnifique édifice moderne où Radio-Canada projette de se loger sera pour cette partie de la ville une salutaire transfusion de sang. La démolition de l'ancienne école de correction du Mont-Saint-Antoine et le percement de la rue de Berri jusqu'à la rue Ontario ont dégagé ce coin de Montréal et ouvert une perspective qui, de la rue Sainte-Catherine, réjouit l'œil du passant. C'est un avant-goût de ce que sera l'est de Montréal, dans quelques années, quand des administrateurs enfin convertis à l'urbanisme auront résolu de le laisser respirer. Il y a là un vaste espace où élever les bâtiments de notre Radio-Cité, au milieu d'arbres et de pelouses qui créeront à cet endroit une oasis de verdure et de fraîcheur. Soyons optimistes! Pourquoi la venue de Radio-Canada rue de Montigny n'inspirerait-elle pas à la Ville la résolution de faire là, de la rue Sainte-Catherine à la rue Ontario, une vaste place, bien

¹¹⁰ La méthode utilisée pour identifier les commerces a été de croiser les adresses fournies par le plan d'assurance-incendie de 1939 et l'Annuaire Lovell de 1939-1940.; Underwriters' Survey Bureau, *Insurance plan of the city of Montreal*, vol.3, Toronto, 1939, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2246837?docref=fvxd8qtuHTXdXsY5XKtgUw>

dégagée, dont la rue Berri serait le centre et que des règlements de construction infrangibles protégeraient contre la laideur? Imaginons l'aspect qu'aurait ce carrefour, bordé d'édifices de pierre de hauteur uniforme. Ce serait, avant peu d'années, avec la proximité des grands magasins Dupuis Frères, Archambault, Langelier, des établissements Baillargeon, le centre du commerce canadien-français. Par l'accroissement immédiat de la valeur des propriétés avoisinantes, jusqu'à la rue Saint-Hubert; par le développement commercial irrésistible qui se manifesterait dans ce quartier et forcerait éventuellement à déménager l'Institut Bruchési, la Maison Jeanne d'Arc, le Jardin de l'Enfance, la Maison Ignace Bourget et le Dépôt des Pauvres, la Ville récupérerait rapidement ce que coûterait, y compris les expropriations, l'élargissement de la rue de Montigny, de la rue Saint-Denis jusqu'à la rue Amherst¹¹¹.

Le complexe de la Providence était donc, dans le cadre de cette revitalisation souhaitée, déjà sous pression. D'ailleurs, l'aspect non commercial de ces bâtiments est un argument utilisé en faveur de l'expropriation des Sœurs de la Providence. *Le Devoir*, en 1939, souligne que « tous les édifices qui ne sont pas voués au commerce, telles les maisons des Sœurs de la Providence, s'en iraient, la rue de Montigny serait élargie, de la rue Saint-Denis à Amherst¹¹² ». En plus de vouloir mettre de l'avant le commerce, la citation montre l'importante place allouée à l'automobile dans les nouveaux projets urbains. Les institutions d'assistance du quartier sont menacées par la commercialisation du quartier et par la popularité grandissante de l'automobile qui redessine la ville.

¹¹¹ « Bravo! Radio-Canada », *Le Canada*, 26 janvier 1939, p. 2.

¹¹² Louis Dupire, « L'édifice de Radio-État et l'avenir de l'Est », *Le Devoir*, 26 janvier 1939, p.1.

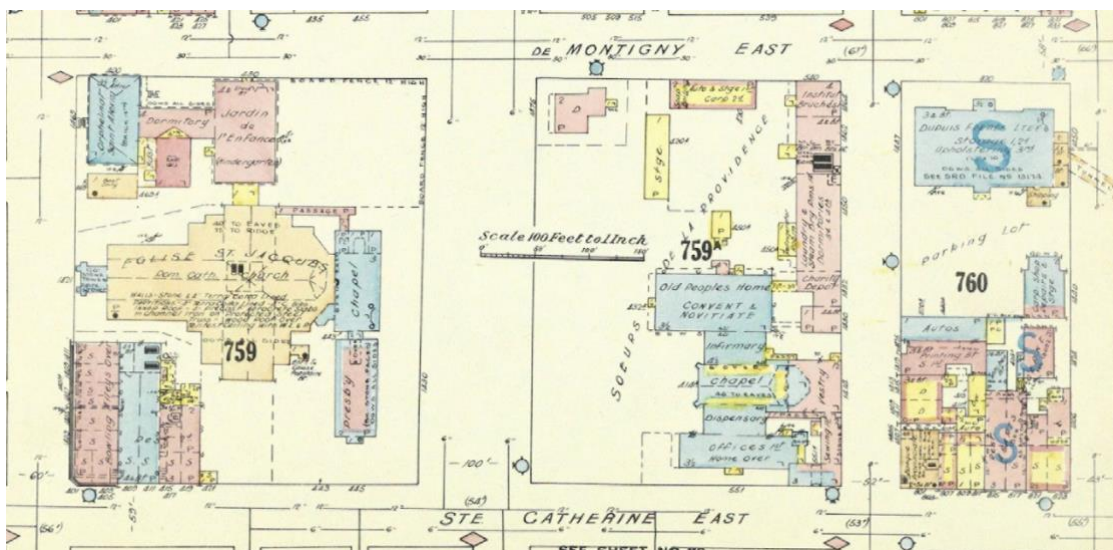


Figure 2.10 : Plan d'assurance-incendie de 1954¹¹³.

La figure 2.10 montre le dernier plan d'assurance-incendie sur lequel apparaît le complexe institutionnel des Sœurs de la Providence. Les bâtiments commerciaux de la carte de 1939 sont toujours présents. Une clôture délimite maintenant la cour de l'orphelinat Saint-Alexis et des Jardins de l'enfance. L'Institut Bruchési est toujours présent au coin des rues de Montigny et Saint-Hubert. Il déménage toutefois sur la rue Rachel en 1955, dans des locaux plus vastes et plus modernes¹¹⁴. À l'exception du déménagement de cet institut, le complexe institutionnel demeure globalement inchangé jusqu'à sa démolition en 1963. Cette carte est donc une représentation assez fidèle de ce qui sera démoli neuf ans plus tard.

¹¹³ Underwriters' Survey Bureau, *Insurance plan of the city of Montreal*, vol.3, Toronto, planche 123, 1954, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2244195?docref=bcQ6aaV0t-KVTDIQG-ouw>

¹¹⁴ Roger Champoux, « 16 060 jours de patience récompensés. Bruchési qui a 44 ans rêva d'avoir son immeuble...s'y installe cette semaine », *La Presse*, 15 juin 1955, p. 17.

2.4 « En mangeant leur soupe, à quoi rêvent les déshérités? » : Dynamique de quartier et visibilité de la pauvreté



Figure 2.11 : Service de la soupe en 1953¹¹⁵.

Les congrégations religieuses ont marqué le développement urbain à Montréal comme l'a illustré Lucia Ferretti pour la « quasi-paroisse » de Saint-Pierre-Apôtre, à proximité du quartier Saint-Jacques¹¹⁶. En contexte d'industrialisation, les interactions entre les communautés religieuses et les citoyens du quartier ont contribué à forger une identité urbaine¹¹⁷. Tout comme la congrégation oblate, le complexe de la Providence a eu un impact sur la dynamique de quartier, et notamment auprès des personnes marginalisées.

L'Œuvre de la soupe a ainsi profondément marqué les relations sociales dans le quartier. En effet, sa présence entraîne le rassemblement quotidien de personnes marginalisées sur la rue

¹¹⁵ « Asile de la Providence », Fonds *La Presse*, P833 S4 D0082, 1953, BAnQ numérique.

¹¹⁶ Lucia Ferretti, *Entre voisins : la société paroissiale en milieu urbain Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930*, Montréal, Québec, Boréal, 1992.

¹¹⁷ *Idem*, p. 191.

Saint-Hubert qui attendent d'obtenir une aide. Les personnes résidentes et travailleuses du quartier croisent donc quotidiennement une longue file d'hommes dans une situation économique précaire. Cela contribue à donner une image de pauvreté au quartier. Un extrait d'un article du *Petit Journal* le démontre très bien en 1961 :

Ils sont 500 chaque matin... 500 qui se présentent, beau temps, mauvais temps, le visage ravagé par la misère, les yeux bouffis de froid, le cou engoncé dans un vieux col fané. Certains d'entre eux, transis jusqu'aux os, ont dormi à la belle étoile. Ils sont 500... que l'on retrouve fidèles au rendez-vous de deux heures pour le sandwich quotidien. Il faut avoir croisé cette misère pour savoir combien elle est vraie, nous disait Sœur Jean-du-Crucifix. [...] Ils sont tristes, sales et rejetés. Ils n'ont ni pain, ni foyer, ni amis. Pour tout partager, le froid humide de la rue et le dédain des gens heureux. Pourtant, il leur reste un refuge... les Sœurs de la Providence qui, depuis 130 ans, leur dispensent de la compréhension et la pitance¹¹⁸.

Une fois la description visuelle du *pauvre* faite, l'article encense l'œuvre des Sœurs qui leur offrent à manger depuis 130 ans. Ce « rendez-vous de deux heures pour le sandwich quotidien » est évoqué non seulement dans le texte de l'article, mais également dans la photo qui l'accompagne. Ces représentations textuelles et photographiques nous permettent de comprendre leur présence dans le quartier.

2.4.1 Fondation et fonctionnement de l'Œuvre de la soupe

L'Œuvre de la soupe est d'abord mise sur pied en 1830 par une philanthrope, Marie-Charles Le Moyne, qui désire aider les vagabonds à traverser le dur hiver¹¹⁹. Son œuvre a bénéficié du coup de main des Dames de la Charité et d'Émilie Tavernier-Gamelin. À ses débuts, l'Œuvre de la soupe est une aide ponctuelle rythmée par les besoins des populations marginalisées. En 1843, l'œuvre s'installe dans les locaux des Sœurs de la Providence sur la rue Saint-Hubert. En plus d'offrir quotidiennement de la soupe et de la nourriture, l'œuvre donne des services hors murs, et ce jusqu'à sa fermeture en 1963. Dans une lettre décrivant l'Œuvre de la soupe, une sœur s'exprime ainsi :

L'œuvre est belle, elle s'occupe du [sic] pauvres montréalais sans distinction de classe, de race et de religion. Et grâce à Dieu, ils sont bons nos pauvres de Montréal. Ils ne sont pas égoïstes, exigeants. Ils se contentent de peu, car ce peu leur est offert

¹¹⁸ Virginie Boulanger, « Dieu a besoin des hommes », *Le Petit journal*, 24 décembre 1961, p.A-20.

¹¹⁹ Rose-Hélène Coulombe et Michel Jutras, « L'Œuvre de la soupe : une œuvre d'hier toujours actuelle », *Histoire Québec*, vol. 23, n° 1, 2017.

de bon cœur. Ils ne sont pas jaloux du sort des riches et des gens à l'aise. Résignés, d'une âme égale ils acceptent le mystère des inégalités sociales¹²⁰.

L'Œuvre de la soupe est particulièrement touchée par la crise des années 1930. Le nombre de chômeurs grimpe en flèche et met plusieurs ouvriers et leurs familles dans des situations de précarité financière et alimentaire. De nombreux pourvoyeurs se retrouvent alors dans l'impossibilité de subvenir convenablement aux besoins du ménage. La crise est une date importante dans l'histoire de l'œuvre puisque, pour la première fois, les Sœurs font une campagne publicitaire pour demander de l'aide au public¹²¹. Un article de journal daté du 3 octobre 1934 mentionne qu'à la suite de la fermeture des refuges de la rue de l'Inspecteur et de la rue Belmont, les « réfugiés » se dirigent vers l'Asile de la Providence et vers l'Assistance publique¹²². Cette dernière se situe également dans le quartier Saint-Jacques, non loin du complexe institutionnel des Sœurs. L'Œuvre de la soupe a donc été un important point de service pour la population de l'est de Montréal subissant les conséquences de la crise.



¹²⁰ Archives des Sœurs de la Providence, « lettre sur l'Œuvre de la soupe », 1946, AG Aa2.8 M2.34.

¹²¹ Destaler O'Leary, « Nous avons distribué cette année plus de 366,000 soupes et une moyenne de 3639 collations par mois », *La Patrie*, samedi 7 janvier 1939.

¹²² Archives de la Ville de Montréal, VM166-R3153-2, p.47.



Figure 2.12 et Figure 2.13 : File à l'Œuvre de la soupe en 1959¹²³.

Sur ces photos datant de 1959 (figures 2.12 et 2.13), on peut voir une main tendue par la fenêtre pour donner un sandwich à chacun des hommes qui fait la file. Chacun d'eux reçoit cette aide alimentaire sans être enquêté par les sœurs. Les chômeurs attendent leur sandwich sous la surveillance attentive d'un policier. Cette présence policière lors de la distribution de nourriture n'est jamais mentionnée dans les archives, mais est évidente dans les photographies qui ont saisi quelques instants de cette routine quotidienne. Peut-être est-ce pour surveiller ce chômeur qui représenterait une menace pour l'ordre public ou pour les activités commerciales des entreprises voisines? La photographie prise par Robert Millet témoigne de ce que les passants voyaient le long de la rue Saint-Hubert, et ce, deux fois par jour. Cette récurrence de la pauvreté a contribué à la dynamique de cohabitation sociale dans le quartier. Comme nous le verrons plus loin, ce partage de l'espace public avec les personnes marginalisées a forgé la perception que certains commerçants ou citoyens ont pu se faire du quartier.

¹²³ Robert Millet, « File à l'Œuvre de la soupe », Fonds Robert Millet, Archives de la Ville de Montréal, 12 février 1959, P179-Y-01-01-05-D015-P001 et P179-Y-01-01-05-D015-P004.

2.4.2 Une cohabitation sociale acceptée?

L'Œuvre de la soupe dépend des dons de bienfaiteurs et bienfaitrices pour financer ses activités. Parmi ses donateurs, on peut compter au début du XXe siècle des organisations comme le Club Social Kiwanis¹²⁴ et la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste¹²⁵, pour ne nommer que celles-ci. Parmi les bienfaiteurs individuels, l'œuvre peut également compter en 1953 sur le directeur du service international de la Société Radio-Canada et ambassadeur du Canada, Jean Désy¹²⁶.

Le bon fonctionnement de l'œuvre ne repose pas uniquement sur des contributions financières. Il est également assuré par l'implication des Dames de la Charité et des Jeunes Amies de la soupe. Les Dames sont un réseau philanthropique d'épouses d'hommes de l'élite de la société francophone montréalaise. Elles assistent les Sœurs dans la distribution de la soupe quotidienne ainsi que dans l'organisation d'activités de financement. Les Jeunes Amies de la soupe, pour leur part, sont de jeunes femmes désirant un jour être une dame de l'œuvre. Elles sont donc pour la plupart de jeunes célibataires.

Les Dames de l'œuvre et les Jeunes Amies de la soupe contribuent à étendre le rayonnement de l'institution dans le quartier. Elles organisent divers événements caritatifs tout au long de l'année. Parmi ces événements, on retrouve des parties de cartes ou encore des défilés de mode. Ces événements sont annoncés dans les journaux et accueillent de nombreuses personnes issues de l'élite montréalaise. Les défilés de mode ont, entre autres, accueilli des femmes bien connues du public, telles que Jeannine Sutto et Denise Pelletier dans les années 1950¹²⁷. Ils ont d'ailleurs été animés à quelques reprises par Jacques Normand, animateur de télévision, qui est une figure populaire du petit écran et des cabarets montréalais dans les années 1950. Ces événements mondains cristallisent l'implication de la philanthropie francophone dans l'œuvre caritative des Sœurs de la Providence.

¹²⁴ Archives des Sœurs de la Providence, *Correspondances* « Lettre du Club Kiwani », 18 octobre 1952, M2.N12.1 (01-76) AG-Aa3.3.

¹²⁵ Archives des Sœurs de la Providence, *Correspondances*, 1914, M2.N13.1 (07-11, 13-30, 32-38, 41-42) AG.Aa3.3.

¹²⁶ Archives des Sœurs de la Providence, *Correspondances*, « Lettre de Jean Désy », 3 mars 1953, M2.N13.1 (13-30) AG.Aa3.3.

¹²⁷ Archives des Sœurs de la Providence, « Défilé de mode », *Publicités*, 1951, M2.42 (01 à 06).

L'Œuvre de la soupe s'implique aussi auprès des jeunes filles du quartier issues de familles pauvres. Un camp de vacances, La Volière, géré par les Jeunes Amies de la soupe, voit le jour en 1939. Il accueille des jeunes filles pendant plus de 20 ans. Chaque année, la campagne de financement de l'Œuvre de la soupe sollicite des donateurs et de résidents du quartier afin qu'ils parrainent l'envoi d'une fillette au camp de vacances. En 1945, envoyer une fillette au camp de vacances coûte dix dollars au « parrain » ou à la « marraine ». Les fillettes sont choisies en fonction de leur situation familiale difficile. On peut le constater par la description faite des jeunes filles ayant « besoin » de fréquenter le camp dans une lettre envoyée à des donateurs potentiels en 1945. La lettre décrit une jeune fille comme étant « [...] débile parce qu'entourée chez elle de six autres mioches dont les parents pauvres ont à peine à sustenter [...] »¹²⁸. Bref, l'Œuvre de la soupe, en plus de secourir les indigents « sans-abris », offre une aide aux fillettes pauvres du quartier.

L'Œuvre de la soupe revêt donc une importance sociale et culturelle pour le quartier. Émile Coderre, poète plus connu sous son nom de plume Jean Narrache, est mobilisé pour donner une voix aux personnes démunies de la société. Le poète prenait parfois la parole à la radio pour des chroniques qui amenaient les auditeurs à se plonger dans le vécu des personnes marginalisées. Il a d'ailleurs fait au moins une de ces chroniques à la station de radio CKAC pour encourager les gens à faire des dons à l'Œuvre de la soupe. Cette chronique renforce l'image de l'homme typique ayant recours à la soupe populaire de la rue Saint-Hubert :

Mesdames et messieurs, je vous demande l'aumône pour tous ceux-là qui sont mes frères, vos frères; pour tous ceux-là auxquels Dieu aurait pu, dans ses desseins impénétrables, donner votre situation fortunée ou, tout au moins, moins malheureuse. Je vous demande l'aumône pour ceux qui sont tombés sur le champ de bataille de la vie, pour vos compagnons, vos amis d'hier que les jeux de la concurrence, les hasards du commerce, les surprises de la maladie ont jetés dans le découragement et la misère. Pour tous ceux-là, je vous demande l'aumône. Voyons, vous demoiselles, je vous demande la valeur de quelques bonbons, le prix d'un magazine américain, à vous, mon jeune ami, le prix de quelques cigarettes; à vous monsieur le prix d'un cigare ou d'un verre de liqueur. À vous Mesdames, bonnes mamans, bonnes mères de famille, je ne demande rien : je sais que vous donnerez avec tout votre cœur. Je tends la main! Un bon mouvement! Adressez vos aumônes quelques qu'elles soient à : « L'Œuvre de la soupe », 551 Ste.Catherine Est, Montréal »¹²⁹.

¹²⁸ Archives des Sœurs de la Providence, « Lettre pour recueillir des dons », avril 1945, M2.32 (01-80) AG Aa3.5.

¹²⁹ Archives des Sœurs de la Providence, chroniques à la radio de Jean Narrache, non daté, M2 A 42-22.

Cette chronique nous montre une certaine acceptabilité sociale de la marginalité. Elle nous présente un homme qui pourrait être un voisin ou un collègue de travail. La chronique encourage les gens à faire un geste tout simple, à se priver de quelques petits produits de luxe, comme des liqueurs, des cigarettes, des bonbons ou un magazine, afin d'aider ceux qui ne sont pas si différents d'eux, finalement. Cette diffusion dans une émission de radio montre l'importance de l'institution en tant que point de service pour les personnes en situation de pauvreté du quartier. La chronique est également empathique à l'égard de ces hommes. Bien moins dure à l'égard des indigents que certains articles de journaux traitant de l'œuvre, elle pousse davantage à l'aide de ces hommes. Ce type de prise de parole témoigne du fait que l'Œuvre de la soupe est, globalement, socialement acceptée dans le quartier. En effet, ceux qui font tous les jours la file pour tenter de se sustenter attirent la compassion des citoyens. C'est ce qu'on peut constater dans une chronique de Fernande Bissonnette en 1933 :

Et la faim, et la misère, et la nature, violentes comme les passions humaines, ont lentement, sous une poussée méthodique et irréparable, courbé cet homme. Il va aujourd'hui, honteux, voilant ses traits, dissimulant sa personnalité sous ses haillons, rasant les murs, comme un fugitif que le malheur et la fortune poursuivent, se mêlant aux vagabonds, aux ignobles, aux bagnards; il va anonyme au milieu des anonymes... Il va par les rues, de préférence par les ruelles, croisant parfois l'ami qui hier lui tendait la main avec sourire, et qui aujourd'hui, le croise... et lui, le malheureux déchu, sentant sa déchéance, par le réflexe de sa fierté toujours vivante, a levé le bras, caché son front, et hâté le pas... Il va, à la manière d'un gueux, mendier sa soupe et son pain¹³⁰.

Malgré sa description peu élogieuse, l'homme anonyme décrit par Fernande Bissonnette n'est pas décrit comme un mauvais pauvre que le travail peut réformer. Il reste toutefois qu'elle porte un jugement moral lorsqu'elle affirme que cet homme se mêle aux « vagabonds », aux « ignobles ¹³¹ » et aux « bagnards ¹³² ». Ces chroniques radiophoniques sont une bonne démonstration de la « figure ambiguë¹³³ » qu'est l'indigent. Il est à la fois source de problèmes dans la société et figure de compassion. L'homme dépeint dans la chronique reste toutefois

¹³⁰ Archives des Sœurs de la Providence, *Chronique de Fernande Bissonnette*, février 1933, M2.23 M2-A 42-5.

¹³¹ « Qui a un caractère de bassesse extrême, de vilénie; qui inspire le dégoût ou l'horreur par sa laideur morale. » dans le dictionnaire du Centre national des Ressources Textuelles et Lexicales, en ligne, <https://www.cnrtl.fr/definition/ignoble>

¹³² « Personne dont la situation est particulièrement pénible, qui accomplit un travail particulièrement dur. » dans le dictionnaire du Centre national des Ressources Textuelles et Lexicales, en ligne, <https://www.cnrtl.fr/definition/Bagnard>.

¹³³ Marcela Aranguiz, *Vagabonds et sans-abris à Montréal : Perception et prise en charge de l'errance (1840-1925)*, Montréal, RCHTQ, 2000, p. 41.

honteux. Pour s'éviter les regards de la population, il marche « de préférence par les ruelles » et il est un « gueux » dont le corps lui-même renvoie à la mendicité.

En plus de la participation des Dames de la charité et des Jeunes Amies de la soupe au bon fonctionnement de l'institution, nous pouvons constater que les institutions de la congrégation attiraient les sentiments favorables. Comme la prise de parole de Jean Narrache le montre, certains ne perçoivent pas les hommes se présentant à l'Œuvre de la soupe comme un obstacle à une quelconque prospérité économique du quartier, mais plutôt comme un groupe d'hommes ayant, bien malgré eux, chuté dans une situation sociale difficile. En somme, ce ne sont pas l'ensemble des citoyens qui souhaiteraient que ce groupe marginalisé soit « tassé » du quartier.

2.5 Conclusion

Les Sœurs de la Providence et leurs œuvres ont contribué à la création d'une dynamique de quartier. Leur complexe institutionnel structure profondément l'organisation de la vie urbaine dans le secteur. Les sœurs elles-mêmes circulent dans les rues avoisinantes pour distribuer des secours et visiter les familles nécessiteuses à leur domicile. De plus, la présence des Sœurs de la Providence a rendu visibles plusieurs formes de marginalité. Ces figures de la pauvreté qui se rassemblaient tous les jours ne passaient évidemment pas inaperçues pour la population. Tous ceux et celles qui fréquentaient les commerces du secteur, comme Archambault, Dupuis Frères ou encore Omer DeSerres, étaient témoins quotidiennement de la file d'hommes pauvres sur la rue Saint-Hubert. Cette routine quotidienne était représentée dans les différents médias comme un rassemblement de chômeurs pauvres, « désœuvrés », « vagabonds » ou ceux « tombés sur le champ de bataille de la vie ».

Bien qu'il y ait une grande acceptabilité sociale de l'œuvre dans le quartier, cette pauvreté crée néanmoins des frustrations chez certains commerçants. Dans les années 1950, cette présence dérangeante est perçue comme étant un frein au développement économique du secteur. Dans le prochain chapitre, nous verrons quelles sont les différentes expressions de cette tension. Le discours voulant que le quartier ait besoin d'être « nettoyé » gagnera alors en popularité chez les commerçants et les médias.



Figure 2.13 : L'Œuvre de la soupe en processus de démolition¹³⁴.

¹³⁴ Archives de la Ville de Montréal, Fonds Service des affaires institutionnelles, dossier D0291, Démolition des immeubles 13 décembre 1963, VM94-C291-03.

CHAPITRE 3

DÉMOLITIONS ET EXPROPRIATIONS

Dans l'après-guerre, les métropoles nord-américaines sont traversées par des transformations communes comme le déclin des quartiers anciens, le déplacement des populations vers la périphérie ou la gentrification¹. Ces transformations sont perceptibles dans le secteur à l'étude. Le complexe institutionnel des sœurs est situé dans un secteur qui connaît de profonds bouleversements entre 1954 et 1972². Ce quartier de Montréal a vécu la dévitalisation et connaîtra plusieurs projets de revitalisation³. Les projets de rénovations urbaines visent non seulement à renouveler le cadre bâti des villes et de réduire la présence des populations marginalisées, mais aussi à attirer l'investissement de promoteurs immobiliers.

Cette période est caractérisée par des processus d'urbanisation qui engendrent une augmentation du besoin en matière de logement⁴. Ce besoin est engendré par un ralentissement de la construction d'habitations dans les quartiers centraux pendant les années 1930 et 1940 en raison de la crise économique et de la guerre⁵. Ce ralentissement engendre un entassement de la population dans la ville, poussant ainsi plusieurs familles à vivre dans des conditions précaires de logement. Aussi, une partie du parc locatif de la section plus ancienne de la ville est dans un piètre état puisque les propriétaires ont peu investi dans leurs immeubles pendant la crise et la guerre. Une majorité de ces immeubles locatifs ont été construits vers la fin du XIXe siècle et ne correspondent donc plus nécessairement aux besoins des locataires. En plus d'avoir peu investi dans leurs bâtiments, les propriétaires ont profité de la pénurie de logements pour faire grimper le coût des loyers entre 1937 et 1940⁶. À partir de 1945, la construction de logements est en essor en raison, entre autres,

¹ Anne-Marie Séguin, Paula Negron-Poblete et Philippe Apparicio, « Pauvreté et richesse dans la région Montréalaise depuis l'après-guerre. Un paysage en mouvement » dans *Histoire de Montréal et sa région*, tome 2, p. 1145.

² Clément Demers, « Le nouveau centre-ville de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 27, n° 71, 1983. P. 214.

³ Richard Morin, « Déclin, réaménagement et réanimation d'un quartier ancien de Montréal », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. 17, n° 1, 1988.

⁴ Paul-André Linteau. « Les effets de la prospérité », dans *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 515.

⁵ Marc H. Choko, Jean-Pierre Collin et Annick Germain, « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace Urbain : Montréal, 1940-1960, Première Partie », *Urban History Review*, vol. 15, n° 2, octobre 1986, p. 128.

⁶ *Idem*.

du baby-boom et du nombre de familles qui ont besoin de se loger⁷. Les autorités municipales sont alors poussées à repenser les espaces urbains pour s'adapter aux besoins de leur population. Non seulement les villes nord-américaines veulent adapter leur cadre bâti et ainsi entrer dans une ère de « modernité », mais elles comptent également attirer les investissements de promoteurs immobiliers privés.

La démolition des bâtiments des Sœurs de la Providence en 1963 se fait dans un contexte particulier de « nettoyage » du quartier. Les projets majeurs de démolition et de construction sont motivés par des discours de prospérité économique qui misent sur l'idée de l'expropriation de la pauvreté. Les journaux mentionnent à de nombreuses reprises le complexe institutionnel des Sœurs de la Providence comme facteur d'appauvrissement économique du quartier. Dans ce chapitre, il sera question d'analyser le contexte de rénovations urbaines dans lequel s'inscrit la démolition du complexe institutionnel des sœurs. De plus, nous analyserons les discours qui présentent la marginalité et le complexe de la Providence comme étant des obstacles à la modernisation du quartier.

3.1 Les rénovations urbaines et les Habitations Jeanne-Mance

L'entreprise de redessiner les vieux quartiers de Montréal est animée par un désir de modernisation architecturale, mais aussi par un discours hygiéniste soutenu par les élites. Les objectifs de l'élimination des taudis sont donc à la fois orientés vers la santé et vers la morale⁸. La détérioration du cadre bâti de Montréal est souvent pointée du doigt comme étant une cause de la dégradation du tissu social de la ville. Ce discours veut que les quartiers où se trouvent les taudis soient des endroits encourageant le vice⁹. Ces grands projets de construction sont donc souvent situés dans des zones de la ville considérées comme étant des risques pour la santé morale de la population. La période sera donc marquée par des expropriations, des démolitions et des constructions d'infrastructures ayant pour objectif de revitaliser des quartiers et ainsi chasser la

⁷ Paul-André Linteau, « Un espace transformé », dans *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p.492.

⁸ Martin Drouin, « De la démolition des taudis à la sauvegarde du patrimoine bâti (Montréal, 1954-1973) », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. 41, n° 1, 2012, p. 25.

⁹ Amélie Bourbeau, « Tuer le taudis qui nous tuera ». *Crise du logement et discours sur la famille montréalaise d'après-guerre (1945-1960)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2002.

pauvreté de la ville. Si la dimension morale est soulignée par les autorités, les motivations sont aussi certainement financières. On désire rendre les sections de la ville plus attrayantes pour les investisseurs et les promoteurs.

Le Service d'urbanisme de la ville de Montréal, créé en 1941, a comme mandat de proposer des projets de réaménagement urbain et de « rattraper le retard en matière de logement à bon marché et de planification urbaine¹⁰ ». Les secteurs identifiés par le service sont souvent des ensembles immobiliers jugés insalubres ou impropres à l'habitation. Il faudra toutefois attendre en 1954 pour la mise en branle d'un premier projet d'ampleur en matière de rénovations urbaines. Ce sera le plan Dozois qui mènera à la construction des Habitations Jeanne-Mance.

Le Service d'urbanisme de la Ville de Montréal et les participants à la consultation dans le cadre du plan Dozois avait ciblé 13 zones qui mériteraient d'être reconstruites¹¹. La sélection des espaces à rénover s'est faite par un arpentage des rues de la ville par des employés du service d'urbanisme. Ces derniers ont visité des quartiers et recensé des logements jugés comme étant vétustes. Le premier projet de rénovations urbaines créé est le plan Dozois, présenté en 1954 et mis en œuvre en 1957. Ce dernier n'est que le premier de plusieurs projets d'aménagement et de réaménagement, mais sera le seul qui entraînera une démolition totale pour la reconstruction de logements plus modernes¹². Bien qu'il soit le seul projet de cette envergure, il permet de mieux comprendre le discours porté par les autorités municipales sur la marginalité de l'espace.

Lors du dépôt de projet, Camillien Houde est le maire de la ville de Montréal. Jean Drapeau, son successeur en 1954, voit dans le projet de démolition l'occasion de construire un « Cité des ondes » à la place des logements sociaux. Celle-ci devait regrouper les services de radio et de télévision de la métropole et comportait également un musée des sciences, plus de 2000 unités de stationnement et des logements construits par l'entreprise privée pour « des commerces, des industries légères et des gens qui veulent demeurer dans le bas de la ville et qui sont en mesure de

¹⁰ Gabriel Rioux, *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941)*, thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal et Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2013. p. 312.

¹¹ Comité consultatif pour l'élimination des taudis et pour l'habitation à loyer modique., *Projet de rénovation d'une zone d'habitat défectueux et de construction d'habitation à loyer modique.*, Montréal, 1954, plan 1, p. 5A.

¹² Paul-André Linteau, « Un espace transformé », dans *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 506.

payer leur loyer¹³ ». En 1957, Drapeau est défait par Sarto Fournier aux élections municipales. Le projet de « Cité des ondes » ne sera pas poursuivi par Fournier qui privilégiera plutôt la construction de logements à loyer modiques¹⁴.

L'espace qui est finalement sélectionné par le comité Dozois se trouve entre les rues Saint-Urbain, Saint-Denis, Ontario et Sainte-Catherine. Les urbanistes de la ville dressent une liste des raisons qui justifient la sélection de cet espace. On nomme d'abord la difficulté de circulation dans les rues. Celles-ci sont parfois étroites, il est donc difficile de s'y déplacer en automobile¹⁵. On déplore également la qualité de vie des résidents en raison de l'insalubrité de leurs logements et l'impact de l'état du cadre bâti sur leur santé. Le rapport déposé indique que sur les 1567 logements du secteur, 599 sont insalubres et 928 sont de niveau inférieur, non éclairés et non ventilés¹⁶. Non seulement de nombreux logements sont de piètre qualité, mais des locataires habitent dans 28 caves, magasins et chambres noires¹⁷. On déplore également l'absence de parcs et l'absence de services communautaires. Ce ne sont pas seulement des arguments visant le bâti du secteur qui poussent à sélectionner cette zone, mais aussi un discours entourant l'indigence et la marginalité.

Le choix de ce quadrilatère n'est pas anodin, puisqu'il correspond en bonne partie au *Red Light*, reconnu pour son industrie du vice¹⁸. Un passage du rapport montre bien que le choix en était conscient :

Aujourd'hui, le secteur choisi pour étude contient plusieurs occupations nuisibles à une zone résidentielle. En fait, certains commerces et industries se sont infiltrés parmi les maisons d'habitation; plusieurs se sont même installés dans des hangars à l'arrière des cours et contribuent fortement à déprécier leur entourage, à cause du bruit qu'ils occasionnent et des dangers d'incendie ou autre qu'ils représentent. Quant aux habitations mêmes, un bon nombre d'entre elles ont été transformées en maisons de chambres¹⁹.

Pour les instigateurs du plan, les « occupations nuisibles » et les « commerces s'étant infiltrés dans les résidences » sont une nuisance pour l'ordre social. Le rapport fait vraisemblablement

¹³ Archives de Radio-Canada, « Entrevue avec Jean Drapeau », *émission Carrefour*, Radio-Canada, 11 octobre 1957, en ligne, <https://ici.radio-canada.ca/info/videos/media-8130309/expropriation-selon-jean-drapeau>.

¹⁴ « Le sénateur Fournier élu maire », *La Patrie*, 29 octobre 1957, p.3.

¹⁵ Drouin, *loc. cit.*, p. 25.

¹⁶ Comité consultatif pour l'élimination des taudis et pour l'habitation à loyer modique., *loc. cit.*, p. 11.

¹⁷ *Idem*.

¹⁸ Paul André Linteau, *La rue Sainte-Catherine : au cœur de la vie montréalaise*, Montréal, Pointe-à-Callière, 2010. p.147.

¹⁹ Comité consultatif pour l'élimination des taudis et pour l'habitation à loyer modique., *loc. cit.*, p.10.

référence aux bordels et aux maisons de jeux qui sont présents dans le quartier²⁰. Le rapport indique également que parmi ces occupations nuisibles se trouvent les maisons de chambres. On peut comprendre que c'est non seulement la vétusté des bâtiments qui est visée, mais aussi le fait qu'une partie de la population est considérée comme déviante. Afin de prouver cette présence d'indigents dans le quartier, les urbanistes mentionnent que la proportion de personnes recevant de l'assistance municipale est plus élevée dans ce secteur que dans le reste de la ville. Le rapport affirme que : « [les déboursés] ont été de 557 790\$, représentant 2% du total de 27 887 007 pour toute la ville. En tenant compte des populations respectives, on s'aperçoit que les déboursés aux nécessiteux ont été 3,2 fois élevés à cet endroit, comparativement au reste de la ville²¹ ».

Le rapport fait également mention du nombre plus élevé d'infractions recensées et commises sur ce territoire. Cette concentration de la criminalité s'ajoute aux arguments utilisés pour prouver le besoin de revitalisation du quartier. On y dénonce à la fois la présence de criminalité chez les adultes, mais également chez les mineurs. La zone visée par le projet de rénovation urbaine est donc non seulement considérée comme ayant un cadre bâti vétuste, mais aussi comme étant un espace propice à la déviance et à la marginalité.

Dans le rapport, on peut aussi lire que seules les familles du quartier seront considérées pour un relogement durant la période de démolition et de construction. En effet, étant donné les frais trop élevés que représenterait le relogement temporaire des familles dans de nouvelles constructions, le rapport propose de vider les maisons de chambres de sa « population flottante²² » pour y loger temporairement les familles du quartier. Les personnes vivant seules dans les chambres seront donc poussées à la rue pour faire place aux familles déplacées par les démolitions. Ce rapport montre donc que certains groupes sociaux étaient jugés comme étant moins méritants. Seuls, sans noyau familial, ces habitants voient leur droit d'habiter la ville être bafoué en étant évacués de leur logement.

En plus des nombreux arguments visant à prouver la dévitalisation du quartier et le besoin d'une intervention de la ville, le plan Dozois expose les raisons qui justifieraient un investissement

²⁰ Drouin, *loc. cit.*, p. 26

²¹ Comité consultatif pour l'élimination des taudis et pour l'habitation à loyer modique., *loc. cit.*, p.12.

²² *Ibid.*, p. 26-27.

municipal. On présente des listes d'écoles et de lieux de cultes à proximité ainsi que d'installations sanitaires, telles que les bains publics Saint-Louis et Rubenstein²³. Parmi les listes de 18 établissements scolaires et 13 lieux de culte, nous trouvons deux bâtiments compris dans le complexe institutionnel des Sœurs de la Providence : l'orphelinat Saint-Alexis, la chapelle des Sœurs de la Providence et l'institut Bruchési²⁴. La mention de ces établissements dans le rapport témoigne de l'importance de ces œuvres pour le service d'urbanisme des années 1950.

Toutefois, les institutions du complexe de la Providence se concentrant sur la prise en charge des problèmes sociaux, telles que l'Œuvre de la soupe, le dépôt des Pauvres ou l'Asile de la Providence ne sont ni mentionnés ni représentés sur les cartes. L'omission de ces œuvres bien ancrées dans le quartier ne semble pas anodine. Elle permet de constater que la mission charitable de ces établissements, et les catégories de population qu'ils visent, ne font pas partie des facteurs de revitalisation du secteur.

En 1961, les Habitations Jeanne-Mance sont inaugurées. Elles comprennent 800 logements à loyer abordable. La configuration des habitations, avec une grande cour au milieu, est un des avantages mentionnés par le plan Dozois, puisqu'elle « élimine toute pénétration d'occupations nuisibles ou de caractère mixte à l'intérieur du secteur d'habitation²⁵ ».

3.2 La revitalisation du centre-ville de l'est

La construction d'habitations à logements modiques semble susciter, vers 1960, la mobilisation des commerçants du quartier qui voudraient des investissements plus conformes à leurs intérêts économiques. Ainsi, des hommes d'affaires du quartier Saint-Jacques se mobilisent de plus en plus afin de revitaliser le secteur commercial du centre-ville francophone, dans lequel le complexe institutionnel de la Providence est enclavé. Ce projet de revitalisation doit faire contrepoids à la partie ouest du centre-ville de Montréal qui jouit d'une prospérité économique, ce dont témoigne la construction de nombreux gratte-ciel dans l'après-guerre²⁶. Ce centre-ville, à prédominance

²³ *Ibid.*, p. 16.

²⁴ *Ibid.*, p. 14.

²⁵ *Ibid.*, p. 23.

²⁶ Auparavant, le centre-ville de Montréal était situé dans ce qu'on appelle aujourd'hui le Vieux-Montréal. Avec le développement économique de la ville, celui-ci se déplace à l'Ouest et le vieux quartier devient alors un espace plus touristique et historique.

anglophone, est alors un espace reconnu pour ses grands magasins comme Eaton ou La Baie. Il est aussi reconnu comme le quartier des affaires de Montréal. C'est donc pour contrer son influence grandissante que différents groupes francophones demandent aux différents paliers de gouvernement d'investir dans le développement d'un centre-ville francophone, plus à l'est²⁷.

Dans ce contexte, plusieurs commerçants du quartier, dont Archambault et Van Houtte, désirent lancer des projets de revitalisation de l'est de la ville²⁸. C'est ce groupe qui est à l'origine de ce qu'on appelle à l'époque le « Projet 400 ». Il s'agit d'une tentative de regrouper 400 grands commerçants intéressés par le développement économique de l'axe de la rue Sainte-Catherine, entre les rues Saint-Laurent et De Lorimier. Ce groupe est appuyé par le maire Jean Drapeau.

Le secteur visé par le Projet 400 doit devenir le futur « Quartier Français ». Dans le *Montréal-Matin* du 13 septembre 1961, on invite les hommes d'affaires à afficher, devant leurs commerces, des fanions aux couleurs du drapeau de la France ornés d'une feuille d'érable et d'une fleur de lys²⁹. Ces fanions auraient aussi des fusées, pour symboliser le progrès³⁰. Ce projet montre bien la motivation des commerçants d'attirer les investissements avec un projet à saveur nationaliste. L'accent est mis sur le caractère francophone du quartier, comme on peut le constater dans cet article de *La Presse* :

Les 400 plus importants marchands de la partie est du centre commerçant de Montréal, entre les rues Saint-Laurent et De Lorimier, créent en ce moment un mouvement de publicité, de rénovation et de refrancisation extraordinaire, afin de remplacer la stagnation par l'expansion et de faire accourir les touristes, les visiteurs du reste de la province et les acheteurs de toutes les parties de la métropole vers l'est de la ville³¹.

Selon ces marchands, un des principaux obstacles à la réalisation de ce projet commercial francophone est la population marginalisée du quartier. En effet, la présence de cette population dérange et ternit la réputation du centre-ville est. Un article de *La Patrie* du 24 septembre 1961 affirme, par exemple, la nécessité de « nettoyer le Quartier Français ». Il salue l'initiative de

²⁷ Michel Parazelli et Mathieu Bourbonnais, *op. cit.* p. 50

²⁸ Paul-André Linteau, « Un espace transformé », dans *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 504.

²⁹ Maurice Laperrière, « L'est de la rue Ste-Catherine aura un visage typiquement français », *La Presse*, 13 septembre 1961 dans AVM, VM166-R3153-2 441-510, p. 34.

³⁰ *Idem.*

³¹ Conrad Langlois, « un magistral effort de sauver l'Est de Montréal » *La Patrie*, 23 juillet 1961, dans VM166-R3153-2 441-510, p. 29

revitalisation tout en soulignant qu'elle ne pourra être réalisée sans « [...] nettoyer la rue Sainte-Catherine, dans l'est, à tout point de vue, physiquement, socialement et moralement ». Pour y arriver, il faut donc faire disparaître « les mendiants, les gens ivres et tous les individus louches, quels qu'ils soient! ³² ».

La même idée est émise dans le *Nouveau journal*, mais cette fois en visant directement les œuvres des Sœurs de la Providence. L'article souligne la transformation du quartier depuis quelques années par l'établissement de plusieurs commerces et de plusieurs édifices imposants, changeant l'espace qui était auparavant plus résidentiel. On nomme aussi les modifications du tracé urbain comme l'élargissement des rues. Ces grands changements associés à divers projets de rénovation urbaine font que le complexe institutionnel des Sœurs de la Providence se retrouve « encerclé dans un monde trépidant, au milieu d'un mouvement perpétuel, un va-et-vient très dense d'autobus, de voitures, de camions [...] ». Ce « monde trépidant », qui s'est construit autour des bâtiments des sœurs, créerait une dichotomie entre l'espace de la charité traditionnelle et celui de la modernité capitaliste. Aux yeux des médias et des commerçants, les activités de la congrégation ne cadrent donc plus avec un quartier à vocation de plus en plus commercial. Aussi, l'article soulève l'emplacement avantageux du complexe institutionnel des Sœurs dans le centre-ville francophone. On y affirme que si elles vendaient le terrain, de nombreux hommes d'affaires seraient intéressés à en faire l'acquisition pour y construire des tours à bureaux, de commerces ou encore d'hôtels.

3.3 La vente et la démolition des bâtiments

Le 30 novembre 1960, en première page de *La Presse*, se trouve le titre « Grâce à une décision capitale des RR. SS. de la Providence, le projet d'une Plaza de l'Est (\$19 millions) est en bonne voie³³ ». Cet article décrit la plaza comme un immeuble de 26 étages dont « tous les dispositifs seront le dernier cri technique³⁴ ». En effet, on y mentionne l'argument phare des rénovations urbaines, soit le besoin d'un centre-ville francophone prospère. Le chapeau de l'article annonce que « [l]a renaissance du secteur Est se prépare. Ce n'est pas trop tôt! Un équilibre est

³² « Nettoyer le "Quartier Français" », *La Patrie*, 24 septembre 1961, p. 6.

³³ Roger Champoux, « pour que l'Est n'ait plus honte devant l'Ouest! », *La Presse*, 30 novembre 1960, p. 1 et 53.

³⁴ *Idem*.

souhaitable entre Ouest et Est et la poussée actuelle qui favorise ostensiblement le premier secteur risque de fausser précisément cet équilibre³⁵ ». Le terrain de la Providence en est un de choix, puisqu'il est situé tout près du Palais du Commerce, construit en 1952³⁶.

Pour le journaliste, la démolition des bâtiments institutionnels ne doit pas susciter l'inquiétude, puisque l'Institut Bruchési a récemment déménagé sur la rue Rachel et que les personnes âgées prises en charge par l'Asile pourront être à leur tour déplacées dans le nord de la ville, à Cartierville, dans la toute nouvelle maison mère construite par les Sœurs. Il n'est également pas question de s'inquiéter pour l'Œuvre de la soupe puisque celle-ci pourra aisément reprendre ses activités dans un autre local et ainsi permettre plus de discrétion pour « les déshérités du trottoir³⁷ ».

Un an plus tard, on annonce un autre projet d'édifice de plus de 20 millions de dollars sur l'emplacement du complexe institutionnel des Sœurs de la Providence. Celui-ci doit permettre « la renaissance d'un authentique quartier français à Montréal³⁸ ». La construction de cet immeuble à vocation commerciale est proposée par Jean-Louis Lévesque, un investisseur immobilier. Dans cet article, M. Lévesque avoue ne pas avoir de contrat signé pour la vente du terrain, mais affirme : « j'ai la parole des religieuses et cela me suffit. ³⁹»

Le 6 mars 1963, dans *La Presse*, une maquette des différents bâtiments commerciaux existants et projetés du quartier est publiée.

³⁵ Champoux, *loc. cit.*, p. 53.

³⁶ Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, *Chronologie Montréal, Palais du commerce*, <https://chronomontreal.uqam.ca/chronologie/3693-palais-du-commerce>.

³⁷ Champoux, *loc. cit.*, p. 53.

³⁸ « M. Jean-Louis Lévesque est achète ! », *Montréal-Matin*, Samedi 14 octobre 1961, Archives de la Ville de Montréal, VM166-R3153-2, p. 91.

³⁹ *Idem*.

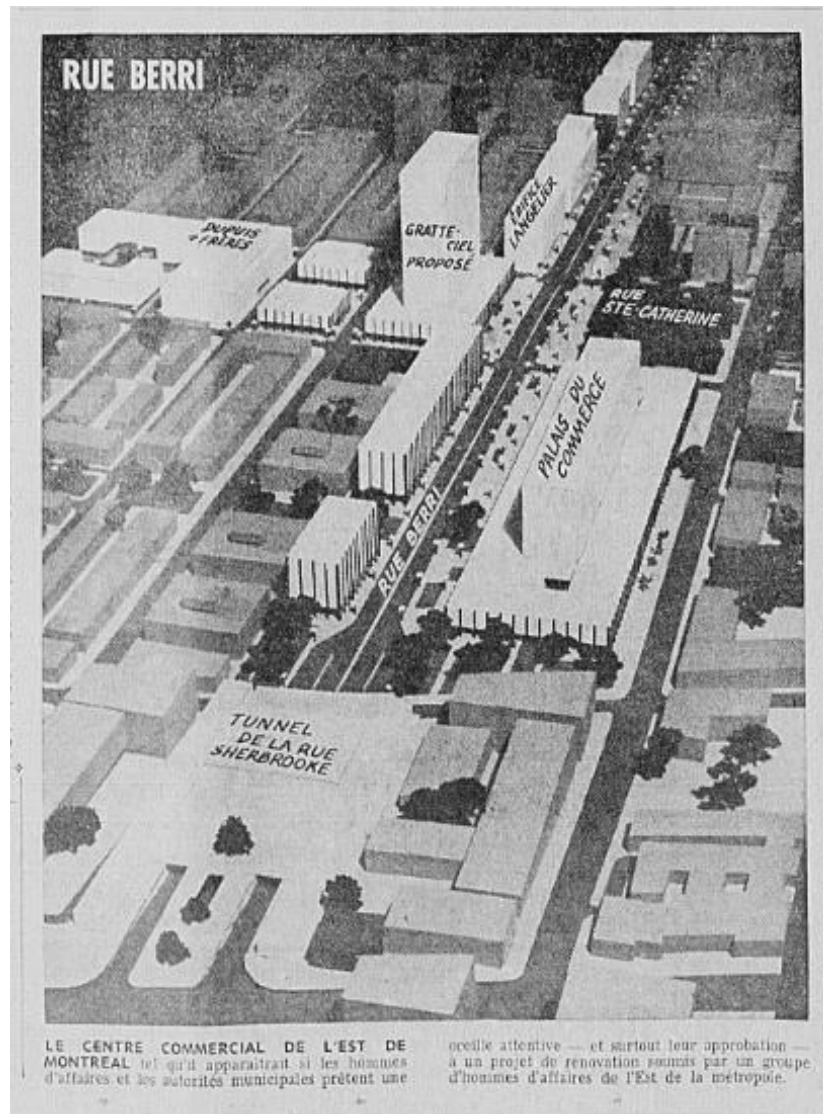


Figure 3.1 : Maquette présentant la rue Berri comme une artère commerciale du centre-ville, publiée dans *La Presse* en 1963⁴⁰.

Dans l'article de 1963, on mentionne plusieurs actions pour mettre en œuvre le projet de rénovation de l'Est. En effet, il serait question, entre autres, de remettre à neuf le bâtiment Langelier dans lequel se trouve la Maison N.G. Valiquette, de construire d'imposants bâtiments commerciaux à l'est du palais du commerce et de rénover la Banque Saint-Jacques⁴¹. Sur la photo accompagnant l'article, on peut voir le projet de construire un gratte-ciel à l'emplacement du terrain des Sœurs de

⁴⁰ Maurice Laperrière, « Un vaste projet de rénovation de centre commercial de l'Est », *La Presse*, 6 mars 1963, p.58.

⁴¹ *Idem.*

la Providence. Le journaliste ne spécifie pas les acteurs à l'origine de ce projet immobilier, mais il révèle tout de même que celui-ci devrait être un « édifice à bureaux de trente étages⁴² ».

Ces différentes annonces de projets immobiliers laissent entendre que les Sœurs auraient déjà accepté de vendre leur terrain. Cette situation force la sœur en charge des œuvres de l'époque, Mère Jean-du-Calvaire, à faire une sortie publique pour clarifier la situation. Dans un article de *La Patrie* en 1963, le journaliste lui demande s'il est vrai que les Sœurs vendraient leur terrain à de « puissants intérêts financiers » pour que ces derniers puissent y ériger des édifices commerciaux ou encore en faire un stationnement. Mère Jean-du-Calvaire dément ces rumeurs en disant qu'il a en effet été régulièrement question dans les journaux de la vente du terrain et qu'elles avaient maintes fois reçu des demandes de vente. Ces dernières avaient toutefois été refusées par les Sœurs. Elle informe même les lecteurs qu'elles ne sont en négociations avec aucun groupe en particulier. Mère Jean-du-Calvaire ajoute toutefois que, lors d'une de ses absences, des évaluateurs de la Ville auraient annoncé la construction d'une éventuelle station de métro à l'angle des rues Berri et Sainte-Catherine⁴³.

Après avoir fait l'objet de plusieurs offres spéculatives, le terrain et les bâtiments des Sœurs de la Providence seront finalement vendus le 31 août 1963 à la Ville de Montréal au prix de 4 200 000\$⁴⁴. La ville désire y construire une station de métro d'envergure, Berri-de-Montigny, ayant comme objectif de relier les lignes est-ouest et nord-sud (futurs lignes verte et orange). Ce projet nécessite une construction souterraine sur deux étages comprenant un petit centre d'achat. Se doter d'un métro s'inscrit dans le désir de moderniser la ville dans le contexte de l'Expo 67.

Dans l'acte de vente, une des conditions d'achat stipule que la ville a l'obligation « de prendre les immeubles vendus dans l'état où ils se trouvent actuellement, sujets aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées aux dits immeubles⁴⁵ ». Le 14 septembre

⁴² *Idem*.

⁴³ Pierre Léger, « Les Sœurs de la Providence se défendent... de l'accusation de trafiquer une chapelle historique pour de puissants intérêts financiers », *La Patrie*, 11 au 17 janvier 1963; dans Archives de Montréal, VM166-R3153-2 avant 1985, p. 104.

⁴⁴ Jean-Marc Laliberté, « Montréal achètera pour 4,200,000 l'Asile de la Providence et le pensionnat Saint-Alexis », *Le Devoir*, 31 août 1963 dans Archives de Montréal, VM166-R3153-2 avant 1985, p. 105.

⁴⁵ Archives des Sœurs de la Providence, « Acte de vente du terrain », 1963, M1.18 1963 50

1963, les Sœurs déménagent dans le bâtiment de la rue Fullum et dans la nouvelle bâtisse située dans Cartierville⁴⁶. Le 4 octobre 1963, les journaux annoncent l'octroi d'un contrat de démolition du complexe institutionnel à une compagnie⁴⁷.



Figure 3.2 : Article rapportant le déménagement des Sœurs de la Providence le 14 septembre 1963⁴⁸.

Alors que s'amorce la démolition des bâtiments des Sœurs de la Providence, un incendie ravage le complexe le soir du 16 décembre⁴⁹. Cet incendie rend donc plus aisée la tâche de démolition pour la Ville. Il rend également plus difficile la conservation de la chapelle, seul élément architectural du complexe ayant été identifié, à l'époque, comme étant digne de conservation.

⁴⁶ « Déménagement sans délais », *La Presse*, 14 septembre 1963, p. 61

⁴⁷ « Démolition », *Montréal-Matin*, 4 octobre 1963, dans Archives de la Ville de Montréal, VM166-R3153-2, p. 116.

⁴⁸ « Déménagement sans délai », *La Presse*, 14 septembre 1963, dans AVM, VM166-R3153-2 avant 1985, p.114.

⁴⁹ « L'ancienne cathédrale de Montréal est incendiée », *La Presse*, 17 décembre 1963, dans AVM, VM166-R3153-2 avant 1985, p. 126.

Diverses photos présentent les bâtiments appelés à la démolition et situés à proximité des commerces de la rue Sainte-Catherine.



Figure 3.3 : Photographie des immeubles le 13 décembre 1963⁵⁰.

Sur cette photo du 13 décembre 1963, quelques jours avant l'incendie, la pancarte annonçant la construction du métro est visible. En portant notre attention sur le toit démolí de l'asile, on peut voir que la destruction des bâtiments est commencée. En premier plan, l'enseigne d'Archambault permet d'identifier un des commerçants en faveur d'une revitalisation du centre-ville francophone. La photographie rend alors bien compte de la proximité entre les commerces importants et florissants de la rue Sainte-Catherine et les institutions d'assistance. Les palissades visibles sur la photo n'ont pas été construites en vue des démolitions. Elles avaient été construites pour « encadrer » le complexe institutionnel des Sœurs de la Providence, afin d'éviter que les passants ne perturbent la vie des sœurs et de leurs pensionnaires.

⁵⁰ Archives de Montréal, Fonds Service des affaires institutionnelles, dossier D0291, Démolition des immeubles 13 décembre, pièce VM094-C291-008.



Figure 3.4 : Démolition des Jardins de l'enfance et de l'orphelinat Saint-Alexis⁵¹.

Sur cette photographie (figure 3.5), nous pouvons voir ce qu'il restait de l'orphelinat Saint-Alexis après une première phase de démolition. L'œuvre des Jardins de l'enfance est complètement démolie, ne laissant qu'un amoncellement de bois, dont certaines pièces sont ramassées par des citoyens. Ces derniers sont équipés de brouettes et choisissent parmi les matériaux laissés à l'abandon.

⁵¹ « Démolitions », 1963, Fonds La Presse, P833,S4,D579, BAnQ numérique.



Figure 3.5 : Vue sur l'hospice et sur le bâtiment Langelier le 13 décembre 1963⁵².

La photo de la figure 3.6 a été prise au coin de la ruelle de la Providence et le boulevard De Montigny, en regardant vers la rue Sainte-Catherine. Le bâtiment en premier plan correspond à l'ancien hospice du complexe institutionnel de la Providence. À l'arrière de ce bâtiment des Sœurs, on peut voir les magasins Archambault et J. Donat Langelier, important manufacturier et vendeur de pianos qui s'installe à l'angle des rues Sainte-Catherine et Berri en 1916⁵³. Au fil des années, la maison se diversifie et vend des gramophones, des radios, des poêles à gaz et autres petits appareils⁵⁴. Langelier, tout comme Archambault, a participé au mouvement en faveur de la rénovation du centre-ville de l'est.

⁵² Archives de Montréal, Fonds Service des affaires institutionnelles, dossier D0291, Démolition des immeubles 13 décembre, pièce VM094-C291-008.

⁵³ « Le magasin J. Donat Langelier, Ltée », *Le Devoir*, 23 février 1935 dans AVM, VM166-R33153-2-est-441-510, p. 11.

⁵⁴ *Idem*.



Figure 3.6 : Rue Saint-Hubert, au coin de la rue Sainte-Catherine, en regardant vers le nord⁵⁵.

Au coin des rues Sainte-Catherine et Saint-Hubert, il ne reste presque plus rien du bâtiment qui accueillait autrefois l'Œuvre de la soupe, là où se trouvait quelques années plus tôt la file quotidienne d'indigents. La seule chose encore visible est la porte devant laquelle attendaient les hommes. De l'autre côté de la rue se trouve la Banque provinciale du Canada, sur l'emplacement actuel de la Place Dupuis.

⁵⁵ Archives de Montréal, Fonds Service des affaires institutionnelles, Démolition des immeubles 13 décembre 1963, pièce VM094-C291-012



Figure 3.7 : L'Œuvre de la soupe en processus de démolition, vue à partir du coin des rues Saint-Hubert et Maisonneuve⁵⁶.

Toujours sur la rue Saint-Hubert, nous pouvons voir d'un autre angle la démolition de l'Œuvre de la soupe et du dépôt des pauvres. Derrière, nous pouvons observer le bâtiment ayant accueilli les personnes âgées et le noviciat de la Providence.

⁵⁶ Archives de la Ville de Montréal, Fonds Service des affaires institutionnelles, dossier D0291, Démolition des immeubles 13 décembre 1963, VM94-C291-19.



Figure 3.8 Asile de la Providence qui n'a plus de toit⁵⁷.

Sur cette photo, le panneau portant l'adresse « 551 » de la maison mère des Sœurs. En arrière-plan, nous voyons l'aile de l'asile bâtie en 1858-1859. Au centre des bâtiments se trouve l'entrée principale de la chapelle de l'Asile de la Providence construite en 1842-1843 et qui a été détruite par les flammes. Au premier plan de la photographie; l'aile Sainte-Catherine qui a été ajoutée au bâtiment principal trois ans après la construction initiale.

⁵⁷ Archives de la Ville de Montréal, Fonds Service des affaires institutionnelles, Démolition des immeubles 13 décembre 1963, VM094-C291-006.

3.4 Conclusion : démolitions, patrimoine social et dynamique de quartier

Le terrain de la congrégation, avant d'être vendu à la municipalité, a été convoité par le milieu des affaires. Les discours pointaient du doigt le complexe institutionnel dans l'échec de l'essor économique du quartier. Plusieurs articles vantaient l'emplacement avantageux du terrain pour le développement économique.

La disparition de ces bâtiments n'est pas uniquement celle d'un patrimoine architectural, c'est aussi celle d'une institution de prise en charge de la marginalité du quartier Saint-Jacques. L'inquiétude pour la disparition du patrimoine bâti se conjugue à une inquiétude quant à la prise en charge de la marginalité. La démolition de l'Œuvre de la soupe en 1963 suscite effectivement des réactions de certains journalistes qui s'inquiètent du sort des personnes en situation d'itinérance.

Dans un article du *Petit Journal* paru le 20 octobre 1963, un journaliste souligne l'importance historique de ces bâtiments pour le « Quartier latin » de Montréal, ainsi que les souvenirs qui y sont rattachés. Il rappelle la confection de petits Jésus de cire ou encore les bouquets de fleurs que les nouveaux mariés envoyaient aux Sœurs afin qu'elles les transforment en chapelets. L'auteur soulève donc des pratiques qui risquent de disparaître avec les bâtiments eux-mêmes. Il expose aussi des raisons qui font de cet espace un lieu historique : la mémoire de Monseigneur Bourget, des œuvres charitables et de la chapelle des Sœurs qui a servi momentanément de cathédrale de Montréal, suite à l'incendie de 1852. À son article est jointe la photo de l'Œuvre de la soupe montrant une file d'hommes attendant leur bol de soupe. En dessous de la photo, on peut lire :

Photo prise aux « beaux jours » du chômage et de l'Œuvre de la soupe des SS. De la Providence. Si la transformation du quadrilatère Berri-Saint-Hubert-Sainte-Catherine-Demontigny n'avait pour effet que d'anéantir des souvenirs du genre, personne ne s'en plaindrait...⁵⁸

D'autres s'inquiètent de la disparition de ressources pour venir en aide aux indigents. C'est le cas d'un article publié dans *La Patrie* intitulé « Les miséreux crient AU SECOURS... mais on

⁵⁸ Arthur Prévost, « C'est un coin du vieux Montréal qui disparaît », *Le Petit Journal*, 20 octobre 1963, cahier A, p. 39.

ne les entend pas⁵⁹ ». Le titre est assez évocateur, puisqu'il rappelle le livre de Jean-Charles Pagé, *Les fous crient au secours*, publié en 1961 qui dénonçait le traitement réservé aux « fous » internés à l'asile Saint-Jean-de-Dieu, autre institution des Sœurs de la Providence. Il est donc clair que le journaliste considère la situation des indigents du quartier comme étant désastreuse. La démolition de l'Œuvre de la soupe s'inscrit dans une série de coups durs qui ont fragilisé le réseau d'assistance montréalais. Le journaliste rappelle ainsi la fermeture du refuge Meurling en 1956⁶⁰ comme étant un des événements menant à cet affaiblissement du réseau. La perte de ces points de prise en charge lui fait « se demander si délibérément on ne ferme pas les yeux sur la misère dans la métropole ». Il ajoute, en critiquant les commerçants, « la valeur de ces deux œuvres a été mise en doute par une certaine école de pensée qui y voyait de l'encouragement à la déchéance, à l'oisiveté, voire au vice⁶¹ ».

La démolition de ces bâtiments affecte donc le tissu social du quartier. La disparition de l'Œuvre de la soupe correspond à une forme d'effacement de la population marginalisée qui dépendait de l'aide alimentaire accordée. Il n'y aura pas de réouverture de cette œuvre, qui disparaîtra du centre-ville avec les bâtiments des Sœurs de la Providence. Non seulement une ressource aux personnes marginalisées disparaît, mais on enlève aussi une partie de l'histoire du quartier. Au dos de la photo ci-contre (figure 3.9), on peut lire ce mot du photographe : « L'expropriation est avant tout un problème humain. En décembre 1963 disparaissait le légendaire orphelinat Saint-Alexis, angle De Montigny et Saint-Denis. Il n'a pas été reconstruit...⁶²»

Les intérêts de celles et ceux qui habitent le quartier depuis des décennies sont balayés du revers de la main au nom de la revitalisation et des intérêts financiers. Ces populations marginalisées sont dépouillées de leur droit de contribuer à la ville qu'elles habitent.

⁵⁹ « Les fous crient au secours, mais on ne les entend pas... privés de "la soupe" et du "refuge", il ne leur reste plus qu'à attendre », *La Patrie*, 19 septembre 1964, Archives de Montréal, VM166-R3153-2, p 132.

⁶⁰ « Refuge Meurling », Fiche d'institution, Centre d'histoire des régulations sociales, https://chrs.uqam.ca/index.php/institution_montreal/refuge-municipal-meurling/.

⁶¹ « Les fous crient au secours, mais on ne les entend pas... privés de "la soupe" et du "refuge", il ne leur reste plus qu'à attendre », *La Patrie*, 19 septembre 1964, Archives de Montréal, VM166-R3153-2, p. 132.

⁶² « Démolitions », Fonds La Presse, BAnQ numérique, P833 S4 D0579.



Figure 3.9 : Deux jeunes garçons s’amusent dans les décombres de l’orphelinat Saint-Alexis. Photo d’Antoine Désilet au printemps 1964⁶³.

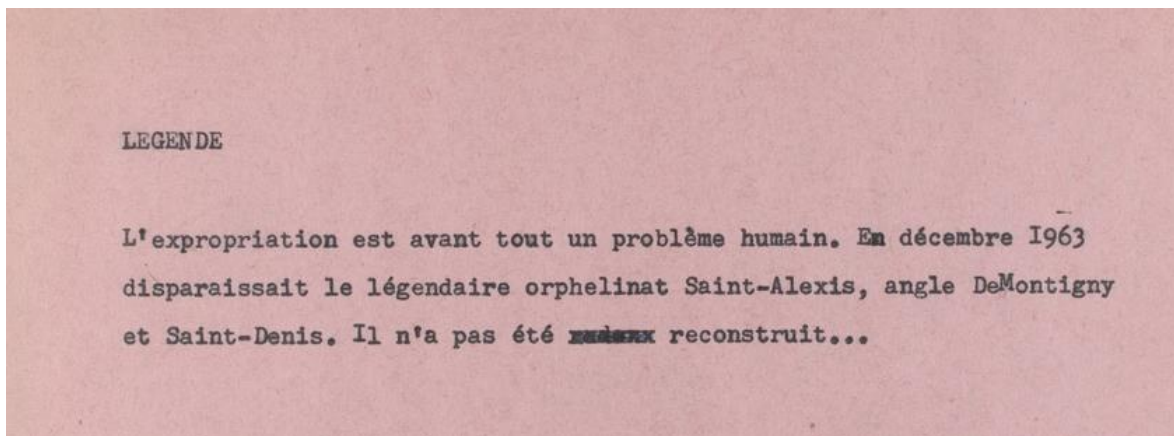


Figure 3.10 : Légende d’une photo de la démolition de l’orphelinat Saint-Alexis prise par un photographe de La Presse en 1963⁶⁴.

⁶³ Antoine Désilets, « Démolitions », Fonds La Presse, BAnQ numérique, P833 S4 D0579.

⁶⁴ « Démolitions », Fonds La Presse, BAnQ numérique, P833,S4,D579.

CHAPITRE 4

30 ANS DE STATIONNEMENT

*« La création du nouveau monde urbain sur
les ruines de l'ancien suppose la violence »
- David Harvey¹*

Après avoir acheté le terrain des Sœurs de la Providence, la Ville de Montréal enclenche la construction de la station de métro Berri-de-Montigny en vue de l'Expo 67. Une fois la station de métro recouverte, le territoire autrefois occupé par l'Asile de la Providence et l'Œuvre de la soupe, entre autres, devient un stationnement. L'espace sera convoité par les promoteurs et occupé par la marginalité. Tout au long du chapitre, nous montrons les ambitions, parfois conjointes, parfois séparées, des autorités municipales et des promoteurs pour le quadrilatère. Les archives nous révèlent peu de discorde entre les politiciens et les hommes d'affaires. Il ne faut toutefois pas y lire un travail de collaboration sur tous les plans. En somme, les intérêts de l'un font souvent le bonheur de l'autre, même s'ils ne se consultent pas à tout coup pour parvenir à leurs fins. Le présent chapitre tentera de répondre aux questions suivantes : Comment, dans un centre-ville déjà traversé par les projets de modernisation, les décideurs et les commerçants tentent de repousser la marginalité à l'extérieur du centre-ville ? Comment ces différents projets de construction sont-ils accueillis et perçus par les différents acteurs du quartier ? Quels ont été les différents projets rêvés par les promoteurs et l'administration municipale ? Comment ces différents projets ont-ils été accueillis par les commerçants se plaignant déjà de la dévitalisation de leur quartier ? Quelles sont les motivations qui poussent les pouvoirs municipaux à créer une place publique au tournant des années 1990 ?

4.1 Un quartier traversé par les changements

Les grands projets de rénovations urbaines entrepris depuis les années 1950, ainsi que les aspirations des commerçants et des pouvoirs municipaux de dynamisation du centre-ville de l'est, perdurent après la destruction du complexe de la Providence. Le quartier Saint-Jacques se trouve dans le Faubourg Saint-Laurent qui est alors en transformation. La dégradation du cadre bâti

¹ David Harvey, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éd. Amsterdam, 2011, p. 24.

résidentiel dans cette partie de la ville et le développement immobilier vers le nord entraînent effectivement une importante baisse démographique à partir des années 1960. Le faubourg passe alors d'une population de 15 000 en 1961 à 6800 résidents trente ans plus tard². C'est plus de la moitié des habitants qui quitte le secteur. Ce mouvement de population s'explique par divers facteurs. Tout d'abord, l'étalement urbain, qui avait déjà commencé dans les années 1950, encourage la population à s'installer en banlieue et en périphérie du centre-ville³. Le secteur est aussi marqué par de nombreuses démolitions pour faire place à de nouvelles constructions comme, entre autres, la Place des Arts (1963) et le Complexe Desjardins (1976).

À partir du milieu des années 1960, Montréal vit un ralentissement économique. Des commerces ayant longtemps occupé le Quartier Latin, et qui étaient devenus des institutions de ce secteur, ferment leurs portes. C'est le cas, notamment, de NG Valiquette en 1977 et de Dupuis Frères en 1978. Les grands projets de rénovation urbaine n'ont pas su assurer une rétention de la population des vieux quartiers ouvriers centraux. C'est ce que l'historienne Joanne Burgess qualifie de « triomphe des grands complexes et des stationnements⁴ ». L'automobile redéfinit l'espace urbain en justifiant des projets tels que l'autoroute Ville-Marie, qui entraîne la destruction de nombreux logements et augmente la place accordée au réseau routier⁵. C'est donc dans cette ère de déclin démographique, de tertiarisation économique et de développement du réseau routier que se joue l'avenir du territoire anciennement occupé par les Sœurs de la Providence.

² Joanne Burgess. *Une histoire illustrée du Faubourg Saint-Laurent*, Montréal, Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent et Service aux collectivités de l'UQÀM, 2009, p. 38.

³ Paul André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, p. 491-492.

⁴ Joanne Burgess. *loc. cit.*, p.38.

⁵ Valérie Poirier, *Savoirs, mobilisations et construction du risque environnemental de l'automobile durant les long sixties à Montréal*, Thèse ou essai doctoral accepté, Université du Québec à Montréal, 2018, p.406 ; Anne-Marie Séguin, Paula Negron-Poblete et Philippe Apparicio, *op.cit.*, p. 1160.

4.2 Occupation de l'ancien terrain de la Providence



Figure 4.1 : Construction du tunnel de la station Berri-de-Montigny à l'angle de la rue Berri et de l'actuel boulevard de Maisonneuve, 1963-1966⁶.

Pendant près de trois ans, l'ancien territoire occupé par les Sœurs de la Providence est un chantier à ciel ouvert afin de construire la station de métro Berri-de-Montigny. À la suite de l'inauguration du métro le 14 octobre 1966, le quadrilatère est converti en stationnement. L'église Saint-Jacques est le seul bâtiment conservé, mais pour peu de temps. Elle est en partie démolie au moment de la construction de l'Université du Québec à Montréal en 1976. Les seuls éléments éventuellement conservés de l'église sont le clocher et un de ses transepts qui sont intégrés au pavillon Judith-Jasmin.

L'abandon du quartier par les ménages de classe moyenne ou bourgeoise, jumelé aux grands projets de modernisation de la ville, dont certains ne voient pas le jour, entraînent la création

⁶ Archives de la Ville de Montréal, « Construction du tunnel de la station Berri », Fonds du service des affaires institutionnelles, [1963-1966], VM94-M000-006.

d'espaces sans fonction particulière. Les grandes ambitions immobilières pour l'est du centre-ville, ainsi que les démolitions des bâtiments jugés vétustes, sont parfois qualifiées d'« urbanisme sauvage⁷ ». Un des héritages de cette gestion de l'urbanisation est la création de plusieurs terrains vacants, dont certains deviennent des stationnements en surface. Ceux-ci contribuent à réduire les espaces résidentiels dans les quartiers centraux tels que le quartier Saint-Jacques. Les espaces vides sont souvent occupés par les populations marginalisées, la clientèle de bars ou la population étudiante⁸.

L'automobile s'approprie aussi ces espaces transitoires et définit leur fonction⁹. Le constat de la transformation du quartier comme parc automobile est observable par les cartes. Ces espaces de stationnement sont notamment utilisés par des employés, des touristes et des consommateurs venus en voiture dans le quartier.

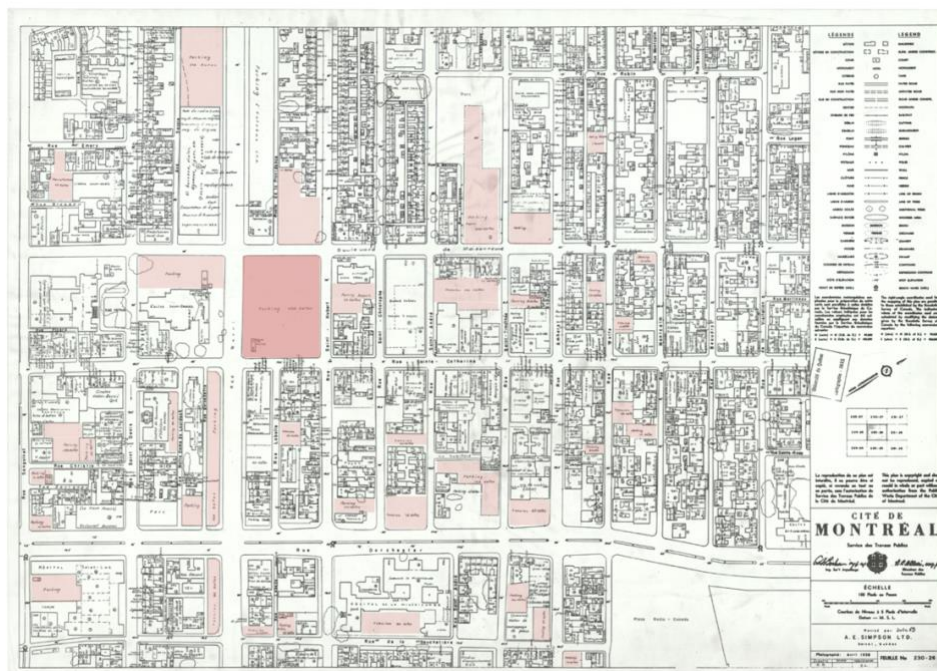


Figure 4.2 : Stationnements présents dans la partie est du faubourg Saint-Laurent en 1969¹⁰.

⁷ Michel Parazelli et Mathieu Bourbonnais, « Gestion publique des personnes en situation de marginalité à Montréal », dans1 (dir.), *Itinérance et cohabitation urbaine*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2021, p. 55.

⁸ *Idem.*

⁹ Pascal Hudon, « Essai sur la reconstruction du vide : l'exemple du Faubourg Saint-Laurent », Mémoire en études urbaines, Université du Québec à Montréal, 2006.

¹⁰ Plan d'utilisation du sol, BANQ numérique, 1969, 4552432, feuille 230-26.

La figure 4.2 présente les stationnements disponibles dans la partie est du faubourg Saint-Laurent en 1969. L'ancien terrain de la Providence est le plus important stationnement du quartier. Au total, on dénombre 38 espaces spécifiquement désignés, par une zone de couleur, comme des stationnements. Il existe assurément d'autres espaces utilisés pour l'entreposage de véhicules motorisés dans les nombreux espaces vacants.

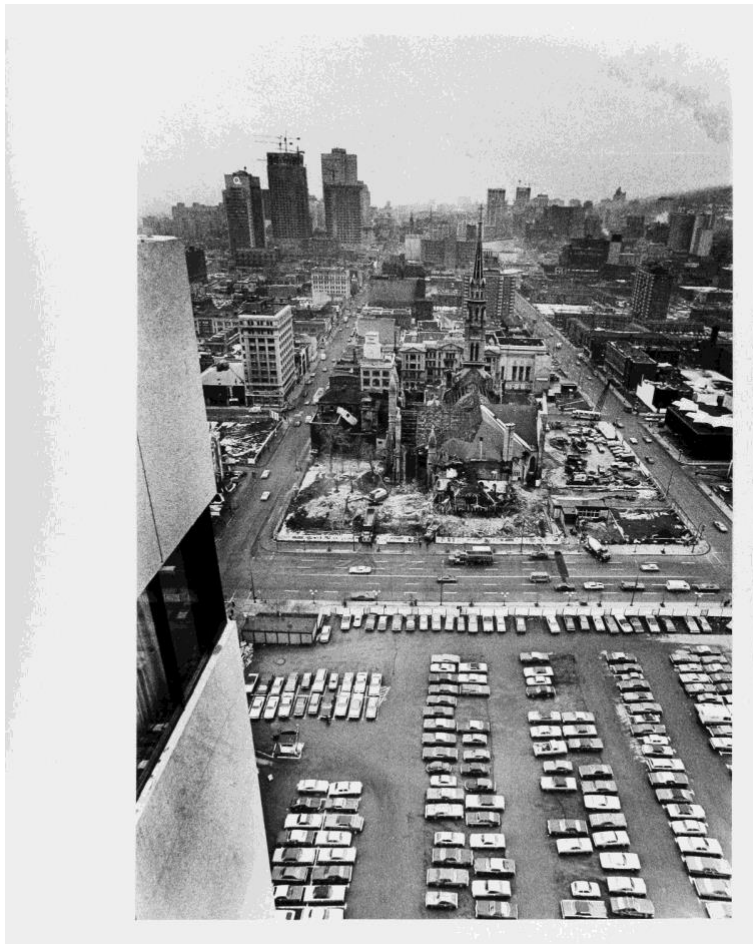


Figure 4.3 : Stationnement Berri en 1976¹¹.

Sur cette photo prise par Antoine Désilets depuis le toit de Dupuis Frères (figure 4.3), nous pouvons voir que l'église Saint-Jacques et d'autres bâtiments ne sont pas encore entièrement démolis. Tout ce qui appartenait aux Sœurs de la Providence est toutefois disparu. La photo a été prise en 1976, au moment de la destruction de l'église Saint-Jacques et des débuts de la construction

¹¹ Antoine Désilets, « démolition 1960-1970 », Fonds Antoine Désilets, BAnQ numérique, P697,S1,SS1,SSS6,D10.

du pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM. La photographie représente bien la coexistence d'un monde ancien porté à disparaître et un monde qui prendra sa place. Le stationnement occupe désormais ce qui était autrefois un refuge pour les personnes marginalisées. Après l'arrivée de constructions nouvelles, on ne remplacera pas les institutions disparues. Les personnes marginalisées occupant autrefois cet espace l'occuperont toujours, mais sans les services autrefois dispensés par les soeurs. Cette absence de lieu pour les accueillir fait de ces personnes des êtres déracinés pour la population environnante, les touristes et les commerçants.

4.3 Un espace convoité

Le terrain de stationnement hérité de la destruction du complexe de la Providence intéresse les promoteurs en raison de son emplacement avantageux. En 1965, le terrain est toujours en vente au prix acquis par la Ville. Le discours de promoteurs sur la valeur du terrain et son potentiel pour la revitalisation du centre-ville de l'est est donc toujours d'actualité. De plus, l'espace se situe au carrefour du réseau de métro et lui confère un « extraordinaire potentiel humain¹² ».

En mai 1965, un article de journal du *Métro-Express* annonce le projet d'une tour commerciale de 50 millions de dollars sur ce terrain¹³. Ce projet est encore porté par l'homme d'affaires Jean-Louis Lévesque qui a auparavant envisagé d'acheter le terrain des Sœurs de la Providence pour y construire la Plaza de l'Est¹⁴. L'objectif est de « donner un élan vigoureux et péremptoire au développement du quartier canadien-français par excellence de la ville de Montréal¹⁵ ». La proposition de construction de la tour commerciale du *Quartier Français* est présentée comme un « vaste projet de rénovation dans ce secteur qui en a grandement besoin¹⁶ », témoignant ainsi d'une dévitalisation ressentie par la population et les marchands du quartier. Si les Sœurs de la Providence et les services d'assistance ont quitté les lieux, les discours entourant les besoins de revitalisation persistent. Ce projet, toutefois, ne verra pas le jour.

¹² « Complexe de \$50 millions », *Métro-Express*, Samedi 1^{er} mai 1965, Archives de la Ville de Montréal, VM166-R3153-2, p. 134.

¹³ *Idem.*

¹⁴ Voir chapitre 3, p. 61.

¹⁵ Cahier de présentation du projet par les promoteurs, Archives de Montréal, *loc. cit.*, p. 82.

¹⁶ *Idem.*

Un autre projet de tour à bureaux est mentionné dans les journaux 14 ans plus tard, celui du « Carrefour Berri ». Un document de la ville de Montréal présente ce projet d'un vaste complexe moderne et vitré. On mentionne à nouveau l'emplacement avantageux, puisqu'il se situe au-dessus de la « bouche de métro la plus importante » du réseau¹⁷. Dans le document explicatif du projet, on peut lire que les chargés de projet sont conscients de l'exode de la population du secteur vers les quartiers périphériques qui contiennent des habitations plus récentes. Les autorités municipales ont donc non seulement le désir de revitaliser le quartier pour encourager les gens à rester, mais aussi le désir d'attirer une nouvelle population en profitant de la présence de l'UQÀM. On peut effectivement y lire que

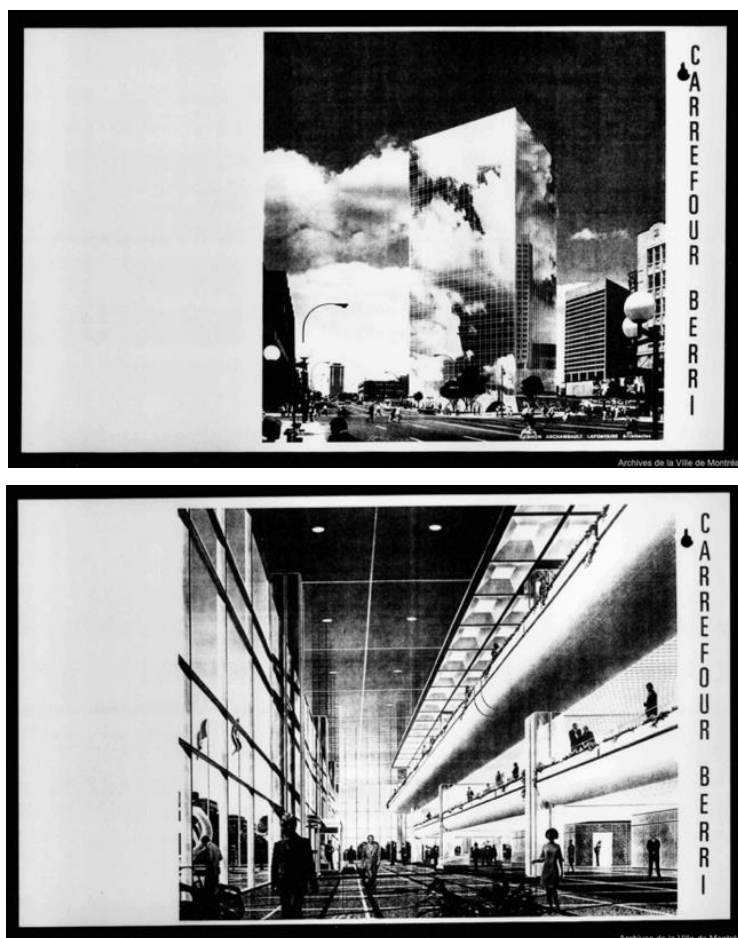
Cette institution attirera d'année en année de nouveaux étudiants et incitera la population à rénover les immeubles existants en plus de susciter de nouvelles constructions sur de nombreux terrains vacants de ce secteur où l'on retrouve tous les services nécessaires à une population tant résidentielle que flottante de travailleurs [...]¹⁸.

Si ce passage témoigne de la volonté de revitalisation du secteur, il rend aussi compte de la mixité du quartier qui est à la fois étudiant, professionnel et résidentiel. La construction de l'université a contribué à ce renouveau de la population environnante en attirant des étudiants et étudiantes. L'arrivée de cette population dans le quartier a également contribué à l'ouverture de petits commerces, tels que des bars et des cafés¹⁹, attirant ainsi des consommateurs et des touristes qui désirent profiter de ce dynamisme. Le quartier est tout de même toujours habité et occupé par une population en situation de précarité qui reste au cœur des inquiétudes des marchands.

¹⁷ Archives de la ville de Montréal, VM166-R3153-2, p. 140.

¹⁸ Archives de la Ville de Montréal, VM166-R3153-2, p. 142.

¹⁹ Jacques Lachapelle, « Le rêve est-il patrimonial? Histoire des aspirations identitaires pour le secteur de l'Îlot Voyageur à Montréal », *The Society for the Study of Architecture in Canada*, vol. 32, n° 2, 2007, p. 52.



Figures 4.4 et 4.5 : Cahier de projet du Carrefour Berri en 1979²⁰.

La volonté de s'approprier l'ancien terrain de la Providence pour y construire un pôle commercial francophone se poursuit jusqu'au début des années 1990. Entretemps, divers projets, rapidement abandonnés, ont été formulés pour exploiter ce lieu. C'est notamment le cas d'une tour de mille pieds sur laquelle devait trôner un restaurant avec une vue de 360 degrés proposée en 1972²¹. Cette imposante construction devait être la plus haute tour au Canada²². C'est toutefois le projet de construction d'une maison symphonique qui est passé le plus près de remplacer le stationnement recouvrant la station Berri-De Montigny.

²⁰ Archives de la Ville de Montréal, VM166-1-2-D0634, p.136 et 136.

²¹ Lachapelle, *loc.cit.*, p. 43.

²² *Idem.*

4.3.1 Le projet de la Maison symphonique et la marginalité

Durant la crise économique du début des années 1980, les projets de tours à bureaux visant à donner une nouvelle fonction à l'espace du stationnement sont abandonnés. L'initiative en ce qui concerne l'ancien terrain de la Providence provient des autorités publiques qui proposent d'y installer une prestigieuse salle de spectacle : la Maison symphonique où pourrait se produire l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM).

La première mention d'un projet de Maison symphonique apparaît dans les journaux en décembre 1984. Cette première version du projet doit alors être réalisée par la firme Cadillac-Fairview dans un centre commercial près de l'Université McGill, et non sur l'ancien terrain de la Providence. Le maire Jean Drapeau s'oppose toutefois à cette première version du projet en suggérant plutôt l'emplacement du « Carrefour Berri²³ ». Il souhaite ainsi favoriser ce secteur, puisque l'emplacement McGill est « dans une partie privilégiée de la ville²⁴ ». Ce changement engendre d'intenses conflits²⁵. Drapeau réussit néanmoins à bloquer le projet de la firme Cadillac-Fairview au profit de celui de la firme Sofati, dirigée par Michel Gaucher, au Carrefour Berri²⁶.

Le projet de Maison symphonique au Carrefour Berri s'appuie sur la proposition de la Commission d'initiative et de développement économique de Montréal (CIDEM) qui prévoit l'aménagement d'une place publique au-dessus d'un stationnement étagé²⁷. Il implique aussi la Faculté de musique de l'UQÀM²⁸ et la firme Sofati compte également construire un centre commercial. Cette dernière pourrait ainsi se voir prêter des espaces de pratique pour ses étudiants

²³ Mariane Favreau, « Drapeau lance son projet de construire une salle de concert et un parc dans l'est », *La Presse*, 6 décembre 1984 dans Archives de Montréal, VM166-R3153-2-est-551 avant 1985, p. 175.

²⁴ *Idem.*

²⁵ « Drapeau confirms he's considering site near bus terminal for MSO hall », *The Gazette*, 6 décembre 1984 dans Archives de Montréal, *loc. cit.*, p. 176.

²⁶ Michel Gaucher, celui derrière la firme Sofati, est un homme d'affaires qui a construit divers bâtiments (garage, immeubles, etc.) dans les « pays en voie de développement ». Avec le capital généré par ces projets de construction, Gaucher peut se lancer dans divers projets au Québec. Il d'ailleurs heureux de pouvoir participer au projet de la salle de l'OSM parce que ça faisait longtemps qu'il voulait percer le marché québécois de la construction. C'est un promoteur qui a aussi des investissements dans le pétrole. (« Michel Gaucher illimitée », *Commerce*, octobre 1986, dans Archives de Montréal, VM166-R3153-2-est-551, p. 44-48).

²⁷ *Idem.*

²⁸ Marianne Favreau « la maison de la musique : un projet fort attendu », *La Presse*, 14 juillet 1985, dans AVM, VM166-R3153-2-est-551 mai 1985 à -, p.25.

en musique. Cependant, à la suite de nombreuses critiques, le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal annoncent, en février 1986, un moratoire sur le projet de construction d'une salle de concert sur le quadrilatère pour permettre à un comité de réévaluer l'emplacement du projet et, si possible, de proposer de nouvelles avenues²⁹.

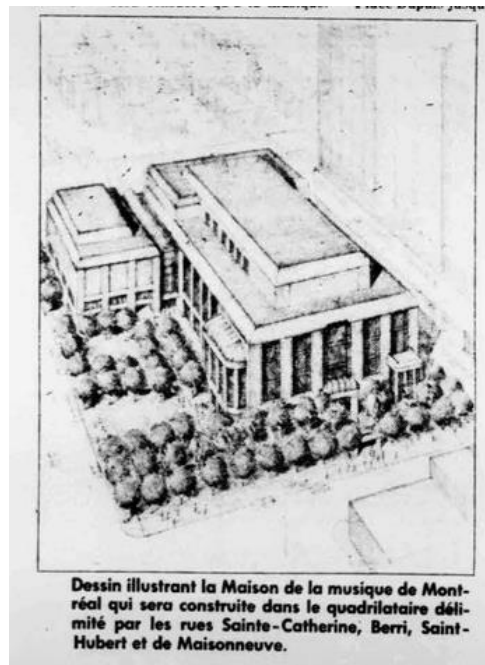


Figure 4.6 : Dessin architectural du projet de Maison de la musique publié dans *La Presse* le 14 juillet 1985³⁰.

4.3.1.1 Réactions des commerçants et des acteurs sociaux du Centre-Sud

Le projet de construction d'une maison symphonique au-dessus de la station de métro est bien accueilli des commerçants qui y voient une façon de revitaliser le quartier. Tous les commerçants interviewés par *The Gazette* mentionnent l'importance de cette revitalisation. Pierre Choquette, propriétaire du Varimag sur la rue Sainte-Catherine, affirme que le projet est une occasion de créer un engouement pour le quartier comme peut le faire le centre Eaton ou La Baie

²⁹ Rudy Lecours, « Québec décrète un moratoire de huit mois sur la salle de l'OSM et sur le MAC », *Le Devoir*, 5 février 1986 dans Archives de la Ville de Montréal, VM166-1-2-D0636, p.142.

³⁰ Mariane Favreau, « La Maison de la musique : un projet fort attendu », *La Presse*, 14 juillet 1985 dans Archives de la Ville de Montréal, VM166-R3153-2-Est-551 mai 1985 à -, p. 25.

pour le centre-ville de l'ouest³¹. C'est une opinion également partagée par Giovanni Poggi, propriétaire du restaurant DaGiovanni, qui dit que « The city has forgotten about this area. I'm glad to see that something is going to be done³² ». Le sentiment d'urgence est partagé par plusieurs autres commerçants qui soulignent la détérioration du tissu urbain du quartier en raison de la présence de différentes activités illicites telles que la prostitution et la vente de drogue³³. La construction d'une salle de concert permettrait de revitaliser à la fois l'économie du quartier et son tissu social selon trois regroupements de commerçants³⁴. Selon le journaliste de *The Gazette*, l'enthousiasme est unanime parmi les commerçants. Pauline Théorêt, commerçante de la rue Sainte-Catherine tenant une boutique d'uniformes pour infirmières, mentionne les difficultés commerciales dans le quartier : « stores are opening and closing here all the time³⁵ ».

La seule critique du projet provient du groupe de marchands qui mènent leurs activités à l'intérieur de la station Berri-de-Montigny. Le 2 octobre 1985, dans le *Journal de Montréal*, un article intitulé « 22 commerçants du métro Berri crient au secours³⁶ » mentionne que ceux-ci redoutent la concurrence des nouvelles boutiques d'un centre commercial devant être construit en même temps que la Maison symphonique. Le projet commercial de la firme Sofati les forcerait, selon eux, à fermer leur porte. À l'exception de cette critique des marchands du métro, le projet de construction de l'OSM est donc plutôt bien reçu par les commerçants du quartier.

Comme nous l'avons souligné, le projet ne verra toutefois jamais le jour. Ce projet a tout de même mis en lumière les différents discours portés sur la marginalité dans cet espace. Les commerçants ont le sentiment d'être dans un quartier délaissé dont le tissu social s'est visiblement détérioré avec les années. Ils souhaitent donc l'arrivée de la Maison symphonique qui aurait pu endiguer les problèmes qu'ils associent aux personnes en situation de marginalité.

³¹ Barry Kliff, « Hall strikes right note with merchant », *The Gazette*, 9 janvier 1985 dans Archives de Montréal, VM166-R353-est-551, p. 8.

³² *Idem*.

³³ Ingrid Peretz, « the concert hall lies in a neglected area », *The Gazette*, 1^{er} février 1985 dans Archives de Montréal, *loc. cit.*, p. 45.

³⁴ « Three groups lobby for Berri as site for MSO concert hall », *The Gazette*, 23 janvier 1985 dans Archives de Montréal, *loc. cit.*, p. 32.

³⁵ *Idem*.

³⁶

4.3.1.2 Réactions d'organismes communautaires du quartier

Nous avons peu de traces de réactions des groupes communautaires au projet de construction de la Maison symphonique au Carrefour-Berri. Toutefois, un article de la revue *La Criée*³⁷, en mars 1985, recense les doutes de résidents et de membres de comités de logement quant à la pertinence du projet³⁸. Quatre acteurs sociaux du quartier y sont interviewés, dont Claude Lefebvre, membre actif d'Interloge³⁹. Ce dernier s'inquiète de la possibilité d'une évacuation de la population pauvre si l'est du centre-ville de Montréal est davantage développé. Cette revitalisation du centre-ville aurait, selon lui, comme impact une augmentation des loyers et donc une diminution de l'accessibilité du parc locatif pour la population plus précaire du quartier. Louis Bériault, résident du quartier et membre actif d'Interloge, craint lui aussi la « hausse abusive des loyers pour les mêmes logements non chauffés et non rénovés⁴⁰ ». Bériault soutient que les projets du maire Drapeau ne visent pas une amélioration du parc locatif et des conditions de vie des gens qui y résident. À son sens, l'arrivée de la population étudiante et professionnelle à la suite de la construction de l'UQÀM a entraîné une hausse de la spéculation dans le secteur. Claude Lefebvre partage avec Bériault cette critique à l'égard de la vision du maire Drapeau en ce qui a trait au logement dans le quartier. Il affirme que « [l]e maire Drapeau voit le problème des gens qui se retrouvent du jour au lendemain avec un loyer trop cher comme étant un problème social. » Selon lui, le problème de l'accès au logement est davantage une question de droit et de justice :

[Le maire Drapeau] nie le phénomène de l'évacuation, telle que profondément vécue par la population. Les statistiques sont là pour le prouver. Et les conséquences de cette évacuation sont énormes. Une population à faible revenu est plus stationnaire et accorde plus d'importance aux liens d'appartenance, entre voisins et la parenté. C'est pourquoi le quartier a plus de sens que pour une population plus aisée qui a la capacité de développer un mode de vie autosuffisant, grâce à la consommation, à la culture, aux sports, aux voyages⁴¹.

³⁷ *La Criée* est un journal communautaire mis sur pied par le Comité d'action communautaire du Centre-sud en 1980. Ses activités prennent fin en mars 1989 (Yves Boisvert, « Liaison St-Louis cesse de paraître », *La Presse*, 15 avril 1989, p. A13).

³⁸ Jocelyn Ann Campbell, « L'expansion du Centre-ville menace le Centre-Sud », *La Criée*, 20-27 mars 1985, Archives de la Ville de Montréal, VM166-R3153-2-est-551 janvier 1985 à mars 1985, p. 213.

³⁹ Organisme à but non lucratif fondé en 1978 dont l'objectif est de fournir des logements pour les ménages à faible revenu (Interloge, « à propos », <https://interloge.org/a-propos/>).

⁴⁰ Jocelyn Ann Campbell, *loc. cit.* p. 215.

⁴¹ *Idem.*

Pour l'intervenant, il est impératif de reconnaître qu'il existe un phénomène « d'évacuation », soit de l'exclusion causée par les projets de revitalisation du quartier. Deux solutions devraient, selon lui, être privilégiées pour éviter cette exclusion : la construction de logements sociaux et le développement de coopératives d'habitation.

L'inquiétude de l'exclusion de la population par la construction de la Maison symphonique est partagée par un autre témoin interviewé par *La Crie*. Angel Martinez, membre du comité d'Action Ville-Marie⁴², craint lui aussi les effets négatifs de ce projet pour les populations à faible revenu qui sont déjà éprouvées par les transformations en cours dans le quartier. Il mentionne d'ailleurs que ces transformations ont eu pour conséquence de diminuer l'accès des résidents à des commerces de proximité. Il ne rejette donc pas totalement la construction de commerces, mais il propose de veiller à la diversité de ceux-ci. Martinez soulève le caractère de mixité sociale du quartier et mentionne donc que le secteur a besoin d'une diversité de services pour favoriser cette hétérogénéité sociale. Comme Lefebvre, Martinez croit qu'une des solutions aux problèmes vécus par les résidents du Centre-Sud est la construction de logements sociaux et de maisons de chambres. Le membre d'Action Ville-Marie ajoute que la Ville de Montréal devrait développer cette partie du centre-ville en concertation avec les gens qui y habitent⁴³.

Ce que ces acteurs en droit du logement soulèvent en matière d'aménagement urbain est appuyé par Christophe Caron, urbaniste du groupe d'intervention urbaine de Montréal. Ce dernier pense que l'arrivée de l'OSM dans le quartier Saint-Jacques n'est pas mal en soi, mais plutôt que c'est l'absence de plan d'aménagement qui est néfaste pour le secteur. Il avance aussi que la construction d'une telle institution dans le secteur ne fera qu'encourager les spéculations. Caron fait mention de modifications majeures à venir sur le territoire au-dessus de la station Berri-De Montigny pour lequel il « n'y a pas de critères précis pour en guider le développement ». À son avis, cette absence de critère et de réflexion risque de créer « le bordel ». Il déplore la possibilité que des tours à bureaux puissent être construites sur les rues Saint-Hubert et Berri, ce qui nuirait à la qualité de vie des résidents. Il souligne que les concerts en soirée de l'OSM ne seraient pas suffisants pour relever la vie de quartier et qu'il faudrait donc trouver d'autres fonctions à cette salle, comme celle d'héberger un théâtre pour enfants, par exemple. Cette proposition n'est pas

⁴² Regroupement de résidents du Centre-ville.

⁴³ Campbell, *loc. cit.*, p. 214.

sans lien avec les réflexions de Martinez quant à l'hétérogénéité désirée dans les services et commerces offerts dans le quartier.

Dans *La Criée*, on dénonce plus largement tous les grands projets qui ont changé le visage de la ville par des démolitions et des constructions. Chaque fois, les intérêts des résidents ne semblent pas pris en compte, alors que les intérêts financiers sont privilégiés. L'effet cumulatif de ces projets crée un sentiment de frustration chez les intervenants communautaires et donne ainsi l'impression que les actions des comités communautaires ne suffisent pas pour faire entendre les intérêts des résidents. Dans la revue, on décrit la situation ainsi : « Longtemps laissé pour compte, économiquement défavorisé, le Centre-Sud languit, écorché vif, proie des promoteurs immobiliers et des spéculateurs. Le Centre-ville s'étend. La mutation est enclenchée.⁴⁴ »

Les organismes communautaires perçoivent donc le projet de construction de la Maison symphonique comme celui d'un embourgeoisement. Il s'agit pour eux d'une tentative déguisée de chasser les classes sociales plus précaires au profit des classes sociales plus fortunées et des investisseurs.

4.4 Création du square Berri

Les espaces publics sont des lieux de contestation dont l'étude permet de comprendre le rapport des citoyens d'une ville à la population itinérante, puisqu'ils « se codifient, se redéfinissent et se reconfigurent au gré des discours en force et des intérêts dominants⁴⁵ ». Les expressions de la relation d'une population face aux populations marginalisées et aux espaces publics sont intrinsèquement politiques⁴⁶. En retraçant les discours sur le territoire qui nous intéressent avant la création de la place Émilie-Gamelin en 1993, nous pourrions mieux comprendre la place faite aux personnes en situation d'itinérance et marginalisées dans le quartier.

Le Regroupement citoyen de Montréal (RCM) remporte les élections municipales en 1986. Son chef, Jean Doré, devient alors maire de Montréal. Deux comités formés par le RCM touchent

⁴⁴ *La Criée*, « un quartier en mutation », juillet-août 1985, vol. 6, no. 10, archives de l'UQÀM, fonds d'archives du comité social Centre-Sud, 83P-630/3.

⁴⁵ Ghyslaine Thomas, « Vie itinérante et réglementation des espaces publics », dans *L'errance urbaine* dir. par Danielle Laberge, Sainte-Foy, Québec, Les Éditions Multimonde inc, 2000, p. 291.

⁴⁶ *Idem*.

particulièrement notre espace à l'étude. Le premier s'intéresse à la situation de l'itinérance, tandis que le second est chargé d'organiser le 350^e anniversaire de la fondation de la ville de Montréal. À ce moment, la concentration de personnes en situation d'itinérance dans certains quartiers du centre-ville pousse le RCM à créer un « comité des sans-abris⁴⁷ ». Ce comité est mandaté de déterminer l'ampleur du problème d'itinérance ainsi que de proposer des solutions afin de remédier à la situation⁴⁸.

La création de ce comité et la reconnaissance de l'itinérance comme problème social s'inscrivent dans une mouvance internationale. L'année 1987 est, par exemple, désignée comme l'année internationale du logement et des sans-abris par l'Organisation des Nations Unies (ONU). La même année, le comité publie *Vers une politique municipale pour les sans-abris* qui accuse d'entrée de jeu le « retard montréalais dans le logement des sans-abris⁴⁹ ». De ce rapport produit par le comité émergera d'ailleurs l'idée de créer un nouvel organisme, Dernier Recours Montréal (DRM). L'organisme est situé dans le sous-sol d'une maison de chambres sur la rue Sanguinet, tout juste au sud de la rue Sainte-Catherine⁵⁰. DRM sera globalement apprécié de la population en situation d'itinérance, ce qui provoquera le mécontentement d'une partie de la population et de marchands de la rue Sainte-Catherine.

Le comité juge impératif de prendre en charge l'itinérance à Montréal. Il conclut son rapport ainsi :

Au terme de son mandat, le Comité des sans-abris mis sur pied à l'occasion de l'Année internationale du logement des sans-abris par la nouvelle administration montréalaise, souhaite ardemment que cette dernière reconnaisse la gravité du problème laissé par la précédente administration (destruction de 10 000 chambres, expulsions des chambreurs du centre-ville, normes de sécurité non respectées) et qu'elle intervienne dès maintenant pour aider à le solutionner⁵¹.

⁴⁷ Comité des sans-abris, « vers une politique municipale pour les sans-abris », 13 avril 1987, Archives de Montréal, Centre de documentation : publication interne et externes, collection XD00 pièce P6207.

⁴⁸ Michel Parazelli et Mathieu Bourbonnais, « Gestion publique des personnes en situation de marginalité à Montréal : quelques repères historiques », dans *Itinérance et cohabitation urbaine*, Presses de l'Université du Québec, coll. « Regards, enjeux et stratégies d'action », 2021, p. 54.

⁴⁹ Comité des sans-abris, *loc. cit.*, p.i.

⁵⁰ Parazelli et Bourbonnais, *loc. cit.*, p. 54.

⁵¹ Comité des sans-abris, *loc. cit.*, p. 47

On peut constater que le comité accuse la gestion de la « population flottante » des projets de rénovations urbaines, comme celui des Habitations Jeanne-Mance, d'avoir grandement contribué à la situation d'itinérance dans la métropole.

En prévision du 350^e anniversaire de fondation de la Ville de Montréal, le maire Jean Doré met aussi sur pied une corporation chargée d'organiser les célébrations. Celle-ci sélectionne le stationnement Berri comme futur emplacement de la Place du 350^e. Selon le projet, le stationnement doit être converti en place publique pouvant accueillir des spectacles et événements festifs. Le futur square ferait alors partie des principaux lieux de célébration à Montréal, avec le Vieux-Port, le Marché Bonsecours et le parc des Îles ⁵².

Le projet de place publique est bien accueilli dans les médias. D'une part, l'est de la ville et son centre-ville manquent d'espaces verts et, d'autre part, le stationnement Berri est généralement considéré comme une laideur urbanistique. Un article de *La Presse* de 1987 le classe parmi les « dix plaies de Montréal qui attendent leur guérisseur⁵³ ». L'article annonce que les administrateurs de la Ville prévoient y installer une place publique depuis l'abandon du projet de Carrefour Berri en 1986, transformant ainsi un « triste parking municipal en un square de qualité⁵⁴ ». La multiplication des stationnements et la spéculation immobilière ayant sévi dans le quartier auraient contribué à la détérioration de ce milieu de vie⁵⁵. La population du quartier aurait d'ailleurs manifesté son adhésion à la conversion du stationnement Berri en parc depuis 1983⁵⁶. L'objectif du comité du 350^e est donc d'offrir un nouvel espace vert demandé par les résidents, en profitant de l'occasion offerte par la célébration de la fondation de Montréal. On annonce donc la conception d'un « square prestigieux⁵⁷ » qui devait pouvoir « donner un nouveau dynamisme à

⁵² Bruno Dostie, « Place du 350^e », *La Presse*, 4 juin 1992, dans AVM, VM166-R3153-2 Est 551 mais 1985 à -, p. 373.

⁵³ Jean-Pierre Bonhomme, « Dix plaies de Montréal qui attendent leur guérisseur », *La Presse*, 12 janvier 1987, dans AVM, VM166-R3153-2 Est 551 mais 1985 à -, p. 310.

⁵⁴ Jean-Pierre Bonhomme, *loc. cit.*, p. 313.

⁵⁵ Nicole Valois et Josiane Paradis, « place Émilie-Gamelin in Montréal – Landscape Narrative, Meaning and the Uses of Public Space », *Journal of Landscape Architecture*, vol. 5, n° 2, septembre 2010, p.75.

⁵⁶ David Schulze, « Sauvons nos espaces verts », *La Presse*, 16 février 1987; dans AVM, VM166-R3153-2 Est 551 mais 1985 à -, p. 318.

⁵⁷ « Bientôt un prestigieux square », *Le Journal de Montréal*, 16 septembre 1988, dans AVM, *loc. cit.*, p. 332.

l'ensemble du Quartier latin⁵⁸ ». Un article de *La Presse* annonce que les plans de la place seront prévus de manière qu'il n'y ait pas de coins obscurs qui pourraient devenir des repères pour les personnes mal intentionnées qui pourraient s'adonner à des activités illicites⁵⁹.

Le projet du square Berri doit intégrer une architecture innovatrice, mais favorisant un usage pratique. La conceptualisation de l'architecture de la place est confiée à Philippe Poullaouec-Gonidec et Peter Jacobs, tous deux membres de la faculté d'aménagement de l'Université de Montréal. Les architectes optent pour « l'architecture paysage » afin de créer un narratif d'aménagement inspiré de l'histoire de Montréal. Les différentes composantes architecturales font effectivement référence à divers aspects de la ville, tels que le mont Royal, le fleuve ou encore ses gratte-ciel. Au sud de la place, longeant la rue Sainte-Catherine, une esplanade de dalles servirait de patinoire l'hiver et de lieu de rassemblement l'été⁶⁰. Cette zone pavée devrait également accueillir un café au coin des rues Saint-Hubert et Sainte-Catherine. Au nord, plus près de Maisonneuve, une étendue de gazon traversée de petites rigoles d'eau en granit noir serait couronnée d'une œuvre sculpturale. À la suite d'un concours public, c'est l'artiste Melvin Charney qui remporte le contrat de création de cette œuvre qui doit elle aussi évoquer une caractéristique de Montréal. L'artiste crée donc une œuvre en métal représentant d'immenses gratte-ciel pour évoquer « la modernité urbaine⁶¹ ». Par cette architecture paysage, les urbanistes de la ville tentent de créer un nouveau type d'espace public s'inspirant des forums romains antiques, c'est-à-dire un espace d'échange et de rassemblement qui définit l'identité urbaine⁶².

⁵⁸ Mariane Favreau, « Enfin le square du Quartier latin », *La Presse*, 20 septembre 1988 dans AVM, VM166-R3153-2 Est 551 mai 1985 à -, p.334.

⁵⁹ Mariane Favreau, « Le grand parc, coin Berri et Ste-Catherine, aura un café-terrasse l'été et une patinoire l'hiver », 28 mars 1990 dans Archives de Montréal, VM166-R3153-est-551, 1985 à -, p. 348.

⁶⁰ Favreau, *loc. cit.*, p.348.

⁶¹ « Place au square Berri », *Le Devoir*, 4 juin 1992 dans Archives de Montréal VM166-R3153-est-551, p. 379.

⁶² Bruno Dostie, « Place Berri : laboratoire de la vie en ville! », *La Presse*, 6 juin 1992, *loc. cit.*, p.381.

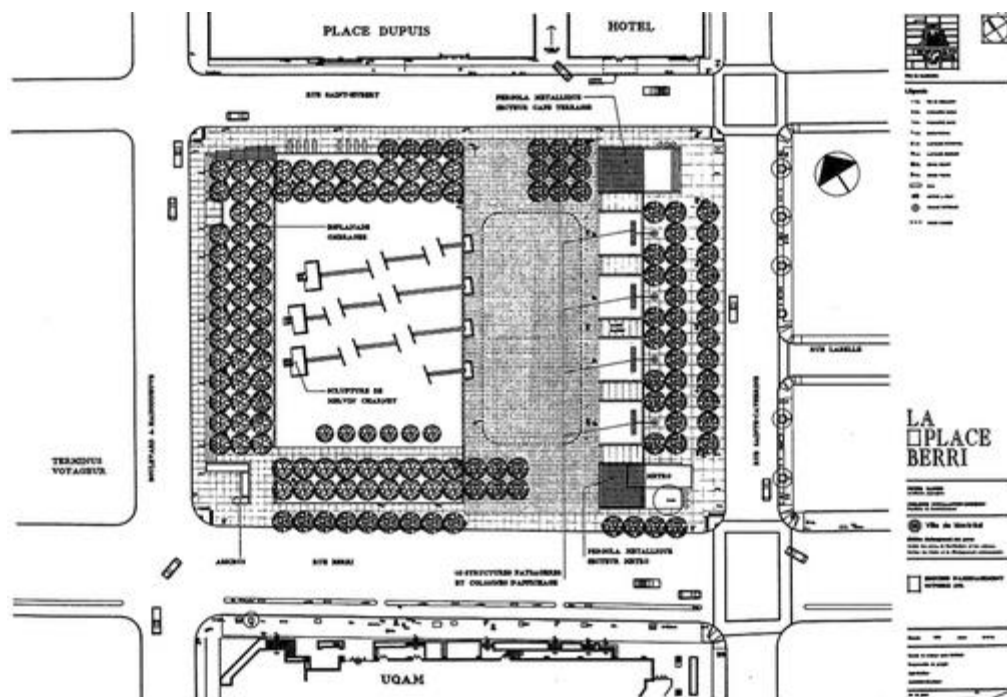


Figure 4.7 : Plan original de la place Berri⁶³.

Si la création d'un espace public est saluée par la presse et les autorités municipales, certains s'inquiètent de la possibilité qu'il soit occupé par la population marginalisée du quartier. Avant même la création du square, certains commerçants expriment leurs inquiétudes. Le 19 décembre 1989, un article intitulé « Le futur square Berri, un refuge de clochards et de drogués? Des commerçants s'inquiètent ⁶⁴ » en témoigne. Bien que certains reconnaissent les efforts de l'administration Doré d'embellir Montréal, ils craignent néanmoins que le square ne devienne un lieu de convergence des populations marginalisées du quartier et même d'autres parties de la ville. Un nouveau comité d'une douzaine de commerçants décrie ainsi la détérioration du quartier tant sur le plan commercial que sur le plan résidentiel⁶⁵. Ce même comité demande d'ailleurs au responsable de l'aménagement au Comité exécutif de la ville de Montréal, John Gardiner, de repousser le projet de parc tant que le problème d'itinérance du secteur ne sera pas réglé⁶⁶.

⁶³ Ville de Montréal, SDCQMVE, Direction des grands parcs et de la nature en ville (DM5 #132 124), Héritage Montréal.

⁶⁴ Mariane Favreau, « Le futur square Berri, un refuge de clochards et de drogués? Des commerçants s'inquiètent », *La Presse*, 19 décembre 1989 dans Archives de Montréal, *loc. cit.*, p.344.

⁶⁵ Dans l'article, on nomme la prostitution comme étant un des problèmes du secteur : « [...] le comité s'inquiète aussi des commerces de sexe qui prolifèrent et du mobilier urbain déficient dans l'est. »

⁶⁶ Mariane Favreau, *loc. cit.*, p.344.

L'inquiétude des commerçants est entre autres alimentée par la récente augmentation de l'enveloppe budgétaire allouée par la Ville à l'organisme Dernier Recours⁶⁷. L'organisme occupe alors des locaux situés sur la rue Sanguinet, tout près de la rue Sainte-Catherine. Cette maison de chambre est donc à deux coins de rue du Square Berri. Le comité suggère de donner une fonction précise à la nouvelle place publique pour éviter que celle-ci ne devienne un vide dont « les sans-abris et les drogués [...] vont s'[...]emparer ⁶⁸ ». Une autre inquiétude exprimée par les commerçants est la perte d'espaces de stationnement dans le quartier où il serait difficile de garer une voiture⁶⁹.

Gardiner refuse toutefois de repousser le début des travaux en justifiant que « ce ne sont pas les problèmes qu'on vit présentement avec l'itinérance et les rejetés des Affaires sociales qui vont retarder le projet⁷⁰ ». Pierre Bourque, alors directeur du Jardin botanique et responsable de l'aménagement des parcs, tente de rassurer les commerçants en affirmant que les activités spécifiques prévues sur la place auront un « effet dissuasif quant à sa fréquentation par les clochards⁷¹ ».

Ce qui est appelé une « architecture paysage » par les concepteurs de l'espace peut être lu comme une façon de décourager les personnes marginalisées de s'y réunir. L'aménagement du square Berri comporte effectivement des dispositifs dissuasifs⁷² de fréquentation de la place par la population itinérante du quartier. La place est donc conçue pour éviter « les endroits que les groupes de personnes pourraient s'approprier au détriment du public en général⁷³ ». Un article de *La Presse* fait également allusion à la présence accrue de personnes en situation d'itinérance et de

⁶⁷ *Idem.*

⁶⁸ Marianne Favreau, « Le futur square Berri, un refuge de clochards et de drogués ? Des commerçants s'inquiètent », *La Presse*, 19 décembre 1989, CA M001 VM166-1-2-D0636 : Citation originale : « Sinon, ce sont les sans-abris et les drogués qui vont s'en emparer ».

⁶⁹ Marianne Favreau, *loc. cit.*

⁷⁰ Marianne Favreau, « Le square Berri deviendra-t-il une place de prestige ? », *La Presse*, 24 décembre 1989, Dans Archives de Montréal, *loc. cit.*, p. 345.

⁷¹ *Idem.*

⁷² Michel Parazelli, « Espace(s) public(s), itinérance et normativité », dans *Itinérance et cohabitation urbaine : Regards, enjeux et stratégies d'action*, Presses de l'Université du Québec, 2021, p.19.

⁷³ Marianne Favreau, « Le grand parc, coin Berri et Ste-Catherine, aura un café-terrasse l'été et une patinoire l'hiver », *La Presse*, 28 mars 1990, dans Archives de Montréal, *loc. cit.*, p. 348.

personnes marginalisées visées par les inquiétudes des marchands du quartier⁷⁴. L'architecture ouverte de la place est également mentionnée dans un article de *The Gazette* qui affirme que les commerçants sont toujours inquiets, mais que « [g]iven its open design, there should not be a problem with unsavory people taking over the plaza and harrassing others, especially if the café is busy⁷⁵ ».

Malgré la diminution du risque de rassemblement de personnes marginalisées, on mentionne toutefois qu'une surveillance policière accrue serait nécessaire. Un article de l'*Itinéraire* mentionne cette composante de design de la place et de la présence policière accrue. Un homme en situation d'itinérance, nommé André, confie à l'auteur de l'article que le Square Berri n'est pas un « nouveau Square Saint-Louis⁷⁶ ». Contrairement au Square Berri, le square Saint-Louis a plusieurs arbres et bosquets qui permettent à certaines personnes de s'y rassembler, d'y dormir et même de se cacher de la police. L'absence de coins plus intimes au Square Berri a pour fonction d'empêcher les personnes de s'y cacher. L'homme souligne d'ailleurs que cette architecture paysage permet aux patrouilleurs de voir les personnes itinérantes de la rue et leur permet donc un meilleur contrôle de l'espace.

La conception du square a pour objectif de créer une place publique prestigieuse qui permettrait de revitaliser le quartier. En trame de fond se trouve toutefois un objectif de décourager les populations marginalisées qui pourraient fréquenter l'espace, comme elles l'ont fait depuis des décennies. D'ailleurs, la présence de personnes en situation d'itinérance est encore au cœur des inquiétudes des commerçants de la rue Sainte-Catherine qui craignent qu'une place publique encourage leur rassemblement.

⁷⁴ *Idem*.

⁷⁵ Joshua Wolfe, « Berri parking lot becomes an inviting public square », *The Gazette*, 13 juin 1992 dans Archives de Montréal, *loc. cit.*, p. 387.

⁷⁶ Serge Lareault, « Battements de cœur dans les parcs », *L'Itinéraire*, mai-juin 1994, BAnQ numérique, p. 9-10.

4.5 Conclusion



Figure 4.8 : Construction du square Berri⁷⁷.

Dès son inauguration en 1993, le square Berri est traversé par des enjeux de cohabitation sociale. La place publique, bien qu’au milieu d’un important réseau de transport et de circulation, est moins fréquentée par les résidents du secteur que prévu. L’architecture ouverte de la place et l’organisation d’activités culturelles pour le grand public n’ont pas les effets anticipés par ses concepteurs. En fait, la place devient un important lieu de rassemblement pour les personnes marginalisées qui y trouvent un espace de socialisation. Elle devient ainsi un lieu central d’offre de services de première ligne venant en aide aux personnes en situation d’itinérance⁷⁸.

En 1995, Pierre Bourque, devenu maire de Montréal, change le nom de square Berri pour celui de place Émilie-Gamelin en honneur de la fondatrice des Sœurs de la Providence et de leurs œuvres de charité venant en aide aux plus démunis. Ce nouveau nom est le seul effort de commémoration des Sœurs de la Providence et de leurs œuvres après presque 30 ans d’effacement de cette histoire. En 2000, on ajoutera à l’édicule au coin des rues Berri et Sainte-Catherine une

⁷⁷ Construction de la place Émilie-Gamelin, 1992, BAnQ numérique, P833S5D1992-0103_009.

⁷⁸ Michel Parazelli et Karl Desmeules, « Partager les espaces publics au Quartier des spectacles avec les personnes en situation de marginalité », dans *Itinérance et cohabitation urbaine*, p.154.

statue de Raoul Hunter montrant Émilie Gamelin offrant du pain⁷⁹. Des murets de granit le long de la place sont également ornés d'inscriptions qui rappellent la présence des institutions disparues. Ce nouveau nom de place Émilie-Gamelin relève de la contradiction étant donné les tentatives de repousser les populations en situation d'itinérance de cette place publique. Ceux qu'on tente de repousser ont pourtant eu un refuge en ce même lieu pendant près de 120 ans.

Si nous avons pu avoir accès à quelques témoignages d'acteurs sociaux du Centre-Sud exprimant les inquiétudes sur les projets de revitalisation, nous avons à peine accès à la voix de celles et ceux visés par les projets. Nous pouvons aussi constater que les voix des intervenants communautaires sont très peu considérées dans la conception de ces projets. La « revitalisation » du centre-ville est d'abord et avant tout menée et revendiquée par la Ville de Montréal et les commerçants. La création de nouveaux espaces et la définition de leur fonction se font donc dans un rapport de pouvoir inégal, laissant pour compte une partie de la population qui « dérange » la vocation commerciale du quartier.

⁷⁹ Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal, *Rapport Annuel*, 2000, Montréal, p. 16.

CONCLUSION

Au milieu des années 1990, la place Émilie-Gamelin est toujours un lieu de convergence des marginaux du quartier. Jeunes punks, itinérants et « dealers » s’y rassemblent. Cette présence accrue de marginaux déplaît, sans surprise, à certains résidents et commerçants du quartier. Ces populations étaient visées par des contraventions pour tenter de les chasser de la Place Émilie-Gamelin : mauvaise utilisation du mobilier urbain, interdiction de s’asseoir sur le gazon, etc¹. Ces différentes interdictions visent à justifier un contrôle policier sur les populations fréquentant cet espace public.

Ces mécanismes ne sont toutefois pas suffisants aux yeux de la municipalité qui décide de transformer la « place » en « parc » en 1996. Ce changement, qui n’est pas que toponymique, permet en fait d’imposer la réglementation des parcs municipaux, et donc d’instaurer un couvre-feu qui interdit la fréquentation du parc entre minuit et 6 h du matin.

Ce couvre-feu a attiré l’ire des jeunes étudiants et des marginalisés. En guise de protestation, l’organisation *Food not Bombs* organise un sit-in au parc Émilie-Gamelin après le couvre-feu. Cette organisation, créée aux États-Unis dans les années 1980, lutte contre la faim et le phénomène du sans-abrisme. Lors du sit-in, près de 70 personnes sont arrêtées. *Le Devoir* décrit la foule de manifestants comme « des jeunes et des chômeurs²».

Il importait de mentionner cet événement dans la conclusion de notre recherche pour montrer que les tensions autour de la définition des usages de la place Émilie-Gamelin persistent après notre étude.

Dans le cadre de notre recherche, nous nous sommes intéressée à la présence historique de personnes marginalisées sur le territoire de l’actuelle place Émilie-Gamelin. Ce lieu montréalais

¹ Michel Parazelli et Mathieu Bourbonnais, « Gestion publique des personnes en situation de marginalité à Montréal », dans Michel Parazelli (dir.), *Itinérance et cohabitation urbaine*, Presses de l’Université du Québec, coll. « Regards, enjeux et stratégies d’action », 2021, p. 62.

² André Boisselle, « Autre nuit mouvementée au parc Berri, la police arrête 70 personnes », *Le Devoir*, 30 juillet 1996, p.1.

souvent présenté comme un repère pour les personnes en situation d'itinérance avait jusqu'alors fait l'objet de peu de recherches en histoire, voire pas du tout. C'est pourquoi la lecture d'études produites en travail social, en géographie et en sociologie s'est révélée pertinente à notre compréhension historique du lieu. En plus de faire appel à des recherches issues de diverses disciplines, une recherche exhaustive en archives a permis de révéler le caractère récurrent du discours de « nettoyage » du quartier.

La compréhension de la dynamique actuelle débute avec l'analyse d'un complexe institutionnel d'assistance dans un quartier ouvrier. Comme l'historiographie a pu le démontrer, ce sont les congrégations religieuses qui ont principalement pris en charge les problèmes sociaux. Elles ont aussi été un vecteur important de l'organisation des rapports sociaux urbains. Les Sœurs de la Providence ont ainsi tenté de répondre aux besoins de la population ouvrière du quartier Saint-Jacques. Les populations prises en charge par ces dernières étaient principalement des enfants, des vieillards, des familles et des indigents. Nos recherches montrent que c'est l'indigent qui fait couler le plus d'encre dans les journaux. Bien que la figure de la personne en situation d'itinérance dans les médias ait évolué au fil des années, elle est généralement traitée en bloc monolithique et abordée comme un problème « social ».

C'est pourquoi nous avons plus particulièrement porté notre analyse sur l'Œuvre de la soupe et son traitement médiatique. L'analyse des archives sur le temps long nous a permis de bien saisir les dynamiques historiques de tensions et de cohabitation sociale entre les populations marginalisées et les autres acteurs. Ces groupes ont plus souvent qu'autrement revendiqué une revitalisation du quartier qui passait avant tout par la transformation de ce milieu de vie en un terrain attrayant pour les promoteurs privés. La construction d'infrastructures importantes devait permettre, selon les autorités municipales, de convaincre les institutions charitables de quitter le secteur afin de rendre disponibles des terrains ayant une forte valeur foncière. Pendant la période du complexe de la Providence, les personnes indigentes étaient toutefois acceptées par la population environnante. Leur prise en charge était une cause sociale dont les philanthropes catholiques se sont saisis.

Les pressions foncières sur le complexe institutionnel commencent dès les années 1920 avec la commercialisation du quartier. Rappelons ici la construction de la rue Berri au centre de leur terrain. Puis, en 1939, on propose de construire Radio-Canada au nord de la rue de Montigny (Maisonnette), de l'autre côté de la rue du complexe de la Providence. Cette tendance se renforce dans les années 1950 et 1960 avec les rénovations urbaines. Cette période en est une de démolitions, mais aussi de constructions et de projets de grandes infrastructures. Ces grands projets, derrière leur tentative de développer le centre-ville français, ont pour objectif de « nettoyer » la ville, afin d'attirer les promoteurs et les touristes. Le quartier autour du complexe de la Providence est particulièrement touché par ces démolitions et ces constructions.

Ces changements qui s'opèrent aux alentours du complexe culminent en 1963 avec la vente du complexe institutionnel des Sœurs de la Providence pour permettre la construction de la station de métro Berri-de Montigny. Aucune des institutions d'assistance détruite ne sera remplacée par la ville. Un espace autrefois réservé à la prise en charge devient alors un refuge... pour automobiles. La démolition des institutions n'aura toutefois pas pour effet de chasser les populations marginalisées. Les médias et des autorités municipales n'en démordent pas : les populations marginalisées sont un frein au développement économique du secteur.

Les presque 30 années d'activités du stationnement sont un moment où les investisseurs et les autorités municipales rêvent à la construction de bâtiments impressionnants dans le but de donner du prestige au quartier. Que ce soit de hautes tours à bureaux, des centres commerciaux ou encore la Maison de l'Orchestre symphonique, ces projets resteront dans les papiers. L'étude de ces projets abandonnés à différents moments de l'histoire de la ville permet de comprendre la vision du développement urbain des autorités. Sans l'étude de ces projets, nous aurions eu l'impression que la période allant de la vente du complexe à la création du square Berri n'aurait été qu'un moment de pause dans les tensions entourant la définition de la Place.

Les projets de ce secteur étaient avant tout des projets politiques des élites. L'opinion des résidents du quartier n'est d'ailleurs pas prise en compte par ces dernières. Ce ne sont pas eux que l'on cherche à attirer lorsqu'on conçoit le Palais du commerce ou encore lorsqu'on présente le

projet de construction de la Maison de l'Orchestre symphonique. Si on entend peu les résidents, on entend encore moins les personnes marginalisées.

Les différents discours analysés dans notre recherche résonnent avec ceux que l'on peut entendre et lire dans les médias actuels. La place Émilie-Gamelin est souvent pointée du doigt lorsqu'on parle de la cohabitation sociale dans le Quartier latin. Aucune recherche historique de longue haleine n'avait été réalisée sur ce lieu qui est souvent accusé de rassembler les déracinés. Les cycles de revitalisation et de dévitalisation, ainsi que les discours qui les accompagnent, ne sont pas récents. L'analyse des archives permet de mieux saisir la dynamique historique de ce lieu. Nous pouvons aussi développer un esprit critique à l'égard des différents projets de revitalisation.

Finalement, la longue présence historique de personnes marginalisées dans l'espace de la place Émilie-Gamelin peut certainement leur conférer un pouvoir sur ce qu'il adviendra de leur milieu de vie. Elles peuvent certainement prétendre avoir un droit à la ville qui, rappelons-le, est « un pouvoir de façonnement fondamental et radical sur les processus d'urbanisation, c'est-à-dire sur la manière dont nos villes sont sans cesse transformées³ ». L'étude des archives a permis de bien voir tous ces processus de transformation qu'a vécus ce secteur de Montréal et l'absence de droit de parole accordé aux personnes marginalisées. Ces dernières sont tributaires des modifications de leur espace de vie par les intérêts financiers et les autorités municipales.

Les archives témoignent également d'une destruction et d'un remodelage d'un milieu de vie. Dans le troisième chapitre, le plan Dozois de 1954 pointait du doigt les maisons de chambres et leur population flottante comme une problématique sociale. Dans le quatrième chapitre, le rapport du Comité des sans-abris de 1987 déplore quant à lui la disparition massive de ce type de logement et l'impact direct que celle-ci a sur le phénomène de l'itinérance dans la métropole. Les archives mobilisées dans notre recherche montrent donc bien que « l'itinérance est avant tout un manque de logement⁴ ».

³ David Harvey, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éd. Amsterdam, 2011, p.9.

⁴ Inscription sur une tente lors d'une manifestation Manifestation du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) sur la Place Émilie-Gamelin, 2012.

Photo Claude Majeau, Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM).

Notre étude montre la pertinence de l'étude d'un espace précis de la ville sur le temps long. Cette méthodologie permet de mettre en exergue les dynamiques capitalistes qui modèlent les villes et impactent les citoyens. L'étude met en lumière l'exclusion sociale au cœur de ces dynamiques qui sont avant tout portées par les promoteurs privés et les autorités municipales. La place Émilie-Gamelin est une expression de ces mécanismes qui, sous le couvert de revitalisation, tendent à privilégier l'attractivité marchande au détriment des populations marginalisées.



ANNEXE A

Dossier photographique de la démolition des bâtiments des Sœurs de la Providence



Figure A.1 : La où se trouvait le cœur de la chapelle¹.

¹ Archives de la Ville de Montréal, Fonds du service des affaires institutionnelles, dossier D072, Immeubles, « M. Hamelin, « chapelle des Sœurs de la Providence – 551 est rue Sainte-Catherine, 24 octobre 1963, VM94-C0272-005



Figure A.2 : La cour des Jardins de l'enfance et de l'orphelinat Saint-Alexis².

² Archives de Montréal, Fonds du service des affaires institutionnelles, dossier D0234, Immeubles, « M. Allard, "Quadrilatère rue Berri, rue de Montigny, rue Saint-Denis et rue Sainte-Catherine", 7 août 1963 », VM94-C0234-024



Figure A.3 : Pièce non identifiée où on peut voir des chaises et une marchette³. VM94-C0234-005

³ Archives de la Ville de Montréal, *Ibid.*, VM94-C0234-005



Figure A.4 : Imprimerie⁴.

⁴ Archives de la Ville de Montréal, *Ibid.*, VM94-C0234-004



Figure A.5 : Orphelinat Saint-Alexis⁵.

⁵ « Démolitions », Fonds La Presse, 1964, BAnQ numérique, P833,S4,D1467



Figure A.6 : Bâtiment où se trouvait l'Œuvre de la soupe⁶.

⁶ « Démolitions », Fonds La Presse, 1964, BAnQ numérique, P833,S4,D0579

BIBLIOGRAPHIE

1. ARCHIVES

1.1 Photographies

1.1.1 BAnQ numérique

« Démolitions », Fonds La Presse, BAnQ numérique, 1964-1988, P833,S4,D579,
<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4601140?docsearchtext=D%C3%A9moli%20tions>

« Asiles », Fonds La Presse, BAnQ numérique, [19-]-1932, P833,S3,D54,
<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4052931?docsearchtext=Asiles>

« Asile de la Providence », Fonds La Presse, P833,S4,D82,
<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4393385?docsearchtext=Asiles>

« Œuvre de la soupe », Fonds La Presse, 1947, P833,S3,D708,
<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4166295?docsearchtext=œuvre%20de%20la%20soupe>

« Démolition », Fonds Antoine Désilets, 1960-1970, P697,S1,SS1,SSS6,D10
<https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3127653?docsearchtext=Fonds%20Antoine%20D%C3%A9silets,%20P697,S1,SS1,SSS6,D10>

1.1.2 Archives de la Ville de Montréal

Fonds du service des affaires institutionnelle :

« Immeubles - M. Allard - Quadrilatère rue Berri, rue de Montigny, rue Saint-Denis et rue Sainte-Catherine - 7 août 1963. » CA M001 VM094-Y-1-03-D0234

« Immeubles - M. Hamelin - Chapelle des sœurs de la Providence - 551 est rue Sainte-Catherine - 24 octobre 1963. » CA M001 VM094-Y-1-03-D0272

Fonds Robert Millet

“File à l’Œuvre de la soupe, rue Saint-Paul, Montréal, 12 février 1959.

<https://archivesdemontreal.ica-atom.org/file-a-lœuvre-de-la-soupe-rue-saint-paul-montreal-12-fevrier-1959>

1.2 Cartes

CANE, James, *Topographical and Pictorial Map of the City of Montreal*, Montréal, Robert W. S. Mackay, 1846, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2244457>.

GOAD, Chas. E., *Atlas of the City of Montreal*, Montréal, 1881, <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2246915>.

GOAD, Chas. E., *Atlas of the City of Montreal and Vicinity*, Montréal [etc.], Chas. E. Goad Co., 4 vol., 1912-1914, <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2244204>.

HOPKINS, Henry W., *Atlas of the City and Island of Montreal*, s. l., Provincial Surveying and Pub. Co., 1879, <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2244120>.

PLUNKETT & BRADY, *Plan of the City of Montreal, Revised and Corrected to Dec. 1872*, Montréal, Burland, Lafricain & Co., 1873, <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2246881>.

UNDERWRITERS' SURVEY BUREAU, *Insurance Plan of the City of Montreal*, vol.3, planche 123, Toronto, 1939, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2246837?docref=fvzg8qtuHTXdXsY5XKtgUw>.

UNDERWRITERS' SURVEY BUREAU, *Insurance Plan of the City of Montreal*, vol.3, planche 123, Toronto, 1954, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2244195?docref=bcQ6aaV0t-KVTDIQQg-ouw>.

VILLE DE MONTRÉAL, Service de l'habitation et de l'urbanisme de la Ville de Montréal, *Plans d'utilisation du sol de la ville de Montréal à l'échelle 1:2 400*, Montréal, 1962, <http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2436797>

1.3 Fonds d'archives

1.3.1 Archives des Sœurs de la Providence

Fonds de l'Asile de la Providence

AG-Aa3.3

M2.N13.1, *Registres*

M2.N15.15 (01) AG-Aa3.3 *Dame de la charité*

M2.N15.15 (02) AG-Aa3.3 *Dames de la charité, procès-verbal*

M2.N13.1 (43) (44) AG-Aa3.3 *Relation extérieure*

M2.N15.15 (03-06) AG-Aa3.3 *Dames de la charité, procès-verbal*

AG Aa3.5

M2.32 (01-80) (81-142), *Correspondances*

AG Ab5.2

M2.45 (01-109), *Correspondances*

M2.N10.1 (01-02), *Gouvernement fédéral*

M2.N10.2 (01-07), *Gouvernement provincial*

M2.N10.3 (01-33) *Administration municipale*

AG Aa 2.5

M2.43.04 1921-1933 *Registre*

AG Aa2.8

M2.N13.1 (10 à 05)

M2. N15.39 (10 à 10), *Historique de l'œuvre*

M2.N15.45 (01 à 08), *Dames de la charité*

M2.34 (02), *Rapports statistiques*

M2.34 (03 à 04) (06 à 13), *Œuvre de la soupe*

M2.N16.1 (01 à 12), *Correspondances Œuvre de la soupe*

AG Aa2.9

M2.2 (01 à 03)(05 à 47)(49 à 83), *Lettres*

AG Aa2.10

M2.23 (35 à 44), *Chroniques radiophoniques*

M2.39 (01 à 19), *Historique*

M2.42 (01)(15)(17 à 24), *Publicités pour l'Œuvre de la soupe*

M2.46 (01 à 02), *Visite de Paul-Émile Léger 16 septembre 1963*

M2.42 (02 à 06), *Publicités de la Providence en général et de ses activités*

1.3.2 Chroniques

INSTITUT DE LA PROVIDENCE, « Préliminaires et fondation 1800-1844 », *Histoire des Filles de la Charité Servantes des Pauvres dites Sœurs de la Providence*, tome 1, Montréal, Providence (maison mère), 1925.

INSTITUT DE LA PROVIDENCE, « Temps héroïques 1845-1852 », *Histoire des Filles de la Charité Servantes des Pauvres dites Sœurs de la Providence*, tome 2, Montréal, Providence (maison mère), 1928.

1.3.3 Archives de la Ville de Montréal

Comité des sans-abris, « vers une politique municipale pour les sans-abris », 13 avril 1987, Archives de Montréal, Centre de documentation : publication interne et externes, collection XD00 pièce P6207.

1.4 Journaux

1.4.1 Archives de la Ville de Montréal :

Dossier D0634 - R3153-2 : Sainte-Catherine, Rue : Est :551 - avant 1985

Dossier D0634 - R3153-2 : Sainte-Catherine, Rue : Est :551 - janvier 1985 - avril 1985

Dossier D0634 - R3153-2 : Sainte-Catherine, Rue : Est :551 - mai 1985 - 1999

1.4.2 Médias contemporains

RADIO-CANADA, « L'aide pour les personnes itinérantes s'organise à Montréal », *Radio-Canada*, 28 mars 2020, en ligne, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1689303/coronavirus-itinerants-sans-abri-montreal-urgence-sanitaire-square-cabot>.

CURTIS, Christopher, « “State of fear” in Montreal’s homeless population because of COVID-19 », *Montreal Gazette*, 28 mai 2020, en ligne, <https://www.montrealgazette.com/news/article233485.html>.

1.4.3 BAnQ numérique

BOISVERT, Yves, « Liaison St-Louis cesse de paraître », *La Presse*, 15 avril 1989, p. A13, BAnQ numérique, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2261878>.

« Bravo! Radio-Canada », *Le Canada*, 26 janvier 1939, p. 2, BAnQ numérique, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/3571128?docsearchtext=Le%20Canada%2026%20janvier%201939>.

DUPIRE, Louis, « L’édifice de Radio-État et l’avenir de l’Est », *Le Devoir*, 26 janvier 1939, p.1, BAnQ numérique, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2803200?docsearchtext=Le%20devoir%2026%20janvier%201939>.

BOISSELLE, André, « Autre nuit mouvementée au parc Berri, la police arrête 70 personnes », *Le Devoir*, 30 juillet 1996, p. 1, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2767107?docsearchtext=Le%20devoir%2030%20juillet%201996>.

« Le sénateur Fournier élu maire », *La Patrie*, 29 octobre 1957, p. 3, BAnQ numérique, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/4333871?docsearchtext=Sarto%20Fournier>.

LAREAULT, Serge, « Battements de cœur dans les parcs », *L’Itinéraire*, mai-juin 1994, Groupe communautaire l’itinéraire, Montréal, p. 8, BAnQ numérique, <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2165094>.

1.5 Vidéo d’archives

ARCHIVES DE RADIO-CANADA, « Entrevue avec Jean Drapeau », *émission Carrefour*, Radio-Canada, 11 octobre 1957, en ligne, <https://ici.radio-canada.ca/info/videos/media-8130309/expropriation-selon-jean-drapeau>.

2. ÉTUDES

2.1. Mémoires et thèses

BOURBEAU, Amélie, « *Tuer le taudis qui nous tuera* ». *Crise du logement et discours sur la famille montréalaise d’après-guerre (1945-1960)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2002, 160 p.

FAVRETTI, Éveline, *Montréal fait la guerre aux taudis : démolitions et expropriations (1950-66)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2014, 82 p.

GIROUX, Marie-Christine, *Accueillir, vêtir, nourrir, éduquer et soigner : la protection de l'enfance à l'hospice Saint-Joseph des Sœurs grises de Montréal (1854-1911)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2011, 143 p.

HUDON, Pascal, *Essai sur la reconstruction du vide : l'exemple du Faubourg Saint-Laurent*, Mémoire de maîtrise (études urbaines), Université du Québec à Montréal, 2006, 123 p.

POIRIER, Valérie, *Savoirs, mobilisations et construction du risque environnemental de l'automobile durant les long sixties à Montréal*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 2018, 516 p.

RIOUX, Gabriel, *Le milieu de l'urbanisme à Montréal (1897-1941)*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal et Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2013, 379 p.

2.2. Articles et chapitres de livre

ARANGUIZ, Marcela et Jean-Marie Fecteau, « Le problème historique de la pauvreté extrême et de l'errance à Montréal, depuis la fin du XIX^e siècle », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 1, 28 janvier 2008, p.83-98.

CHOKO, Marc H., Jean-Pierre Collin et Annick Germain, « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain : Montréal, 1940-1960, première partie », *Urban History Review*, vol. 15, n° 2, octobre 1986, p.127-136.

COULOMBE, Rose-Hélène et Michel Jutras, « L'Œuvre de la soupe : une œuvre d'hier toujours actuelle », *Histoire Québec*, vol. 23, n° 1, 2017, p.16.

DEMERS, Clément, « Le nouveau centre-ville de Montréal », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 27, n° 71, 1983, p.209-235.

DROUIN, Martin, « De la démolition des taudis à la sauvegarde du patrimoine bâti (Montréal, 1954-1973) », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. 41, n° 1, 2012, p.22-36.

FECTEAU, Jean-Marie, « Un cas de force majeure : le développement des mesures d'assistance publique à Montréal au tournant du siècle », *Lien social et Politiques*, n° 33, 1995, p. 107-113.

GAUDREAU, Louis, « David Harvey et la théorie de la ville capitaliste », *Nouveau cahier du socialisme*, n° 10, automne 2013, p. 13-23.

LACHAPELLE, Jacques, « Le rêve est-il patrimonial? Histoire des aspirations identitaires pour le secteur de l'Ilot Voyageur à Montréal », *The Society for the Study of Architecture in Canada*, vol. 32, n° 2, 2007, p. 39-54.

MORIN, Richard, « Déclin, réaménagement et réanimation d'un quartier ancien de Montréal », *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, vol. 17, n° 1, 1988, p. 29-39.

PETITCLERC, Martin, « À propos de "ceux qui sont en dehors de la société". L'indigent et l'assistance publique au Québec dans la première moitié du XX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 65, n° 2-3, 2011, p. 227-256.

PETITCLERC, Martin, « Le travail et la classe ouvrière montréalaise au XIX^e siècle », Dany Fougères (dir.), *Histoire de Montréal et sa région*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, p.537-568.

POUTANEN, Mary Anne, « Bonds of Friendship, Kinship, and Community: Gender, Homelessness, and Mutual Aid in Early-Nineteenth-Century Montreal », dans *Negotiating Identities in 19th- and 20th-Century Montreal*, Vancouver, UBC Press, 2005, p. 25-48.

SÉGUIN, Anne-Marie, Paula Negron-Poblete et Philippe Apparicio, « Pauvreté et richesse dans la région Montréalaise depuis l'après-guerre. Un paysage en mouvement », dans *Histoire de Montréal et sa région*, tome 2, p.1145-1168.

THOMAS, Ghyslaine, « Vie itinérante et réglementation des espaces publics », dans *L'errance urbaine*, dir. par Danielle Laberge, Sainte-Foy, Les Éditions Multimonde inc, 2000, p.291-311.

VALOIS, Nicole et Josiane Paradis, « place Émilie-Gamelin in Montréal – Landscape Narrative, Meaning and the Uses of Public Space », *Journal of Landscape Architecture*, vol. 5, n° 2, septembre 2010, p.72-83.

LABORATOIRE D'HISTOIRE ET DE PATRIMOINE DE MONTRÉAL, *Chronologie Montréal, Palais du commerce*, en ligne, <https://chronomontreal.uqam.ca/chronologie/3693-palais-du-commerce>.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, « 1943-1965 : l'âge de raison », *Histoire de l'Université*, Secrétariat général, en ligne, <https://secretariatgeneral.umontreal.ca/secretariat-general/histoire-de-luniversite/1943-1965-lage-de-raison/>

2.3. Livres

ARANGUIZ, Marcela, *Vagabonds et sans-abris à Montréal : Perception et prise en charge de l'errance (1840-1925)*, Montréal, RCHTQ, 2000, 90 pages.

BRADBURY, Bettina, *Working Families. Age, Gender and Daily Survival in Industrializing Montreal*, Toronto, University of Toronto Press, 1993, 310 pages.

CHOKO, Marc H., *Les Habitations Jeanne-Mance, un projet social au centre-ville*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1995, 128 pages.

COPP, Terry, *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929*, Montréal, Boréal Express, 1978, 213 pages.

FERRETTI, Lucia, *Entre voisins : la société paroissiale en milieu urbain Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930*, Montréal, Boréal, 1992, 264 pages.

HARVEY, David, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris, Éd. Amsterdam, 2011, 93 pages.

HARVEY, Janice, *Their Benevolent Design : Conservative Women and Protestant Child Charities in Montreal*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 2024, 394 pages.

LAPOINTE-ROY, Huguette, *Charité bien ordonnée : le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au XIXe siècle*, Montréal, Boréal, 1987, 330 pages.

LINTEAU, Paul-André, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Boréal, 1992, 613 pages.

LINTEAU, Paul-André, *La rue Sainte-Catherine : au cœur de la vie montréalaise*, Montréal, Pointe-à-Callière, 2010, 237 pages.

PARAZELLI, Michel (éd.), *Itinérance et cohabitation urbaine : Regards, enjeux et stratégies d'action*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2021, 266 pages.

PETITCLERC, Martin et al., *Déjouer la fatalité. Pauvreté, familles et institutions*, Montréal, Écomusée du fier monde, 2019.

ROY, Shirley, *Seuls dans la rue : portraits d'hommes clochards*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1988, 174 pages.